# Rapport annuel 2019

## ICE Groupe
Ingénierie, Conseil et Équipement Groupe

*Un réseau d'experts à votre service*

GROUPE ice

# Sommaire


## 1 Présentation du groupe

1.1. Historique 3

1.2. Activités et organisation 4

1.3. Synthèse des résultats consolidés 28

1.4. Recherche et développement : l'âme du groupe* 30

1.5. Facteurs de risque* 31

## 2 Gouvernement d'entreprise et capital social*

2.1. Rappel des principes de la gouvernance 40

2.2. Mandataires sociaux 40

2.3. Rapport du conseil de surveillance pour 2019 44

2.4. Informations concernant l'actionnariat 46

## 3 Chiffres clés et commentaires sur l'exercice 2019*

3.1. Situation et activité du groupe 48

3.2. Rapport sur les comptes sociaux 53

3.3. Faits marquants, évènements récents, perspectives 54

## 4 Comptes consolidés

4.1. Comptes de résultat consolidés comparés 57

4.2. Bilans consolidés comparés 58

4.3. Tableaux de variations des capitaux propres consolidés 60

4.4. Tableaux des flux de trésorerie consolidés comparés 61

4.5. Notes annexes 62

4.6. Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2019 75

4.7. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés 76

## 5 Comptes sociaux

5.1. Comptes de résultat comparés 78

5.2. Bilans comparés 79

5.3. Tableau des flux de trésorerie 81

5.4. Notes annexes 82

5.5. Liste des filiales et participations au 31 décembre 2019 88

5.6. Résultats financiers sur cinq ans 89

5.7. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels 90

## 6 Informations sociales, sociétales, et environnementales de l'entreprise*

6.1. Informations sociales 91

6.2. Informations sociétales 95

6.3. Informations environnementales 96

## 7 Assemblée générale 2020

7.1. Ordre du jour* 98

7.2. Résolutions présentées par le directoire* 99

7.3. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées 101

7.4. Affectation du résultat 102

## 8 Annexes

8.1. Ruban bleu 2019 103

8.2. Organigramme financier 105

8.3. Table de concordance du rapport de gestion 106


* Ces informations font partie intégrante du rapport sur la situation de la société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé tel que prévu par les articles L225-100, al. 2 et L232-1, II du code de commerce.

# 1. Présentation du groupe

## 1.1. Historique

**1947** Pour le compte d'EDF, création de ICE – Industrielle de Contrôle et d'Équipement – par Paul BOULARD et un associé. Fabrication de relais et protections de réseaux THT.

**1987** Création de OTN, Organisation des Travaux Nucléaires.

**1989** Création de MEDIANE SYSTEME par François BERTAULD et deux associés. ESN spécialisée dans l'informatique technique.

**1991** Création de STILOG IST par François BERTHELOT et Christophe POIRMEUR. ESN spécialisée dans l'informatique technique puis également dans le logiciel.

**2000** Reprise des activités de CEE et de trois de ses filiales étrangères.
MEDIANE SYSTEME (contrôle en 2005) et STIC rejoignent le groupe.

**2007** Création de MEDIAL CONCEPT. COMPELMA rejoint le groupe.

**2009** Création de MÉDIANE INGÉNIERIE.

**2010** EC2E et ECI rejoignent le groupe.

**2014** STILOG IST (avec *Visual Planning*®) rejoint le groupe.

**2015** Avril : ISIT rejoint le groupe. Premiers salariés à STILOG Inc. (USA). Scission ICE / ICE Groupe.
Scission de ICE qui devient ICE Groupe – Ingénierie, Conseil et Équipement Groupe.
Octobre et novembre : OTN et m2es Technologies rejoignent le groupe.

**2017** Janvier : m2es Technologies et MEDIAL CONCEPT fusionnent et deviennent WaT « We are Technologies ».
Octobre : APILOG rejoint le groupe.

**2018** Démarrage de WaT Portage et MEDIANE BENELUX.

## ICE Groupe
## Près de 20 ans de croissance profitable

Avec près de 1000 collaborateurs et un chiffre d'affaires de 108,7 M€, le groupe a :
- plus que quadruplé de taille au cours des vingt dernières années,
- accueilli, par croissance externe, une quinzaine de sociétés aux métiers complémentaires,
- constitué, surtout par leur croissance interne, un socle à la solidité éprouvée.

Une offre en constante évolution, une politique dynamique de ressources humaines et une confédération originale et attractive d'entrepreneurs associés constituent les fondements du succès de ICE Groupe.

**108,7 M€**
Chiffre d'affaires 2019
(+11% moyenne 5 ans)

**6,7 M€**
Résultat opérationnel 2019
(+16% moyenne 5 ans)

**6,4 M€**
Résultat net 2019
(+15% moyenne 5 ans)

**909**
collaborateurs
(fin 2019 avec la participation MI)

# 1.2. Activités et organisation

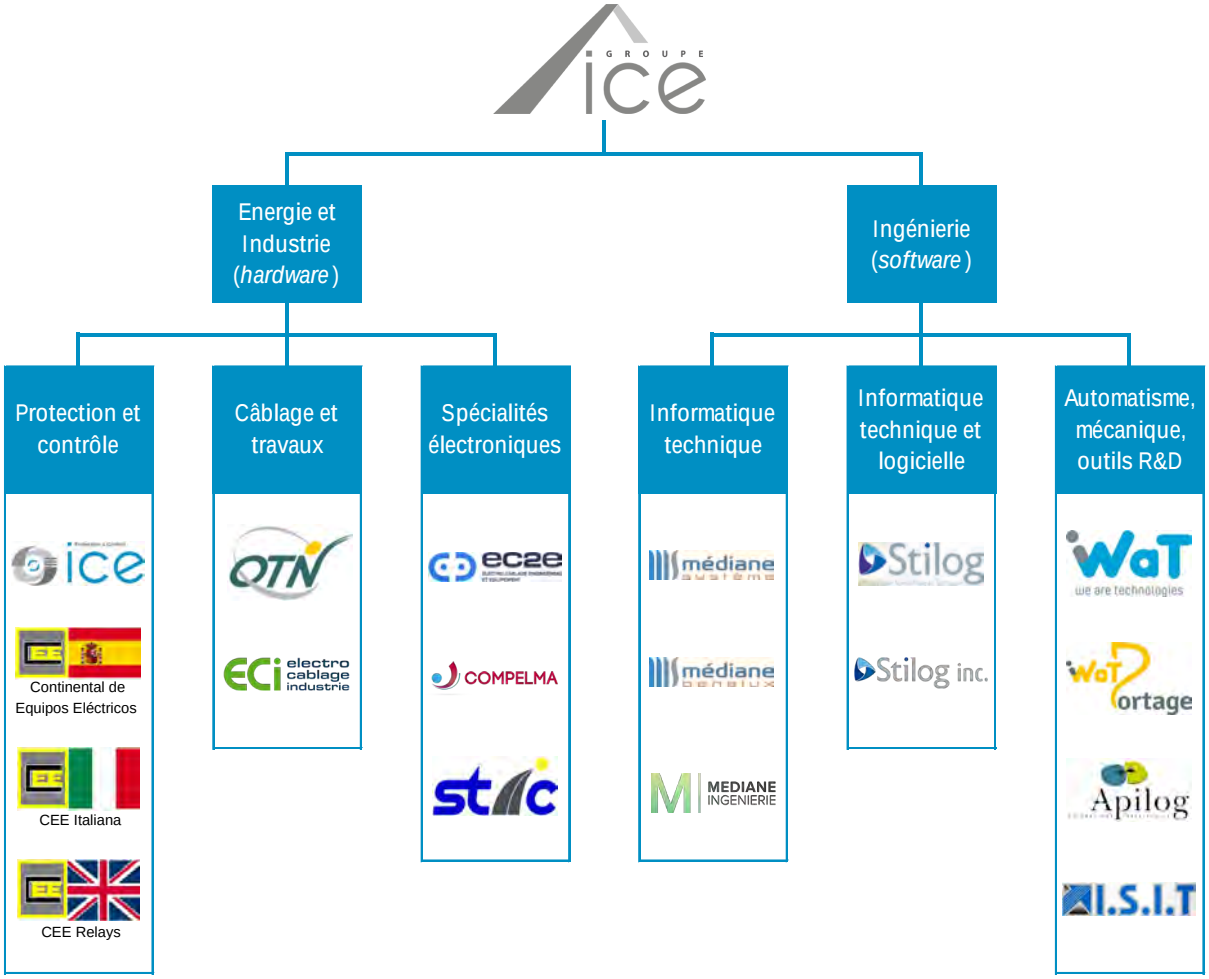
## 1.2.1. ICE Groupe S.A.

ICE Groupe est une société française dont le siège se trouve en France et qui exerce une fonction de holding et de coordination stratégique et industrielle du groupe, en France et dans le monde.
Les filiales développent l'activité du groupe dans leur pays ou zone d'implantation. À ce titre, elles produisent ou font produire, et commercialisent les produits et services qu'elles décident de vendre sur leur marché.
Le groupe possède la totalité du capital de la grande majorité de ses filiales.

## 1.2.2. Organisation opérationnelle

L'activité du groupe est répartie entre 2 grandes branches opérationnelles. Dans leurs marchés, chacune d'entre elles développe et valorise un ensemble d'activités propres auprès des clients, généralement des entreprises liées à l'investissement industriel :
• La branche *Energie et Industrie* fournit des équipements (hardware) et des services associés.
Elle construit son développement autour de trois grandes activités : dans le secteur de l'énergie, la protection et contrôle-commande des réseaux électriques THT (ICE et les 3 CEE) et le câblage et les travaux électriques (OTN et ECI), et des niches dans des spécialités électroniques (EC2E, Compelma et STIC).
• La branche *Ingénierie* (software) propose des prestations dans les métiers de l'informatique, des automatismes et de la mécanique.
L'activité est largement composée de prestations de R&D externalisée dans l'informatique technique et le temps réel embarqué (Médiane Système et Stilog IST) auxquelles s'ajoutent l'édition logicielle (Stilog IST et Stilog inc), les automatismes (WaT et Apilog), la mécanique (WaT) et la distribution d'outils matériels et logiciels en R&D (ISIT).

Organigramme simplifié du groupe



## 1.2.3. Composition de la direction

### Le Directoire

Sous le contrôle du Conseil de surveillance, le Directoire met en œuvre les orientations stratégiques et dirige l'ensemble des activités du groupe. Il est composé de 3 membres, Pierre Fustier, président, en charge de l'ensemble des sociétés du groupe, Didier Bantegnies, plus particulièrement orienté vers les activités hardware, et François Bertauld, vers la branche ingénierie.

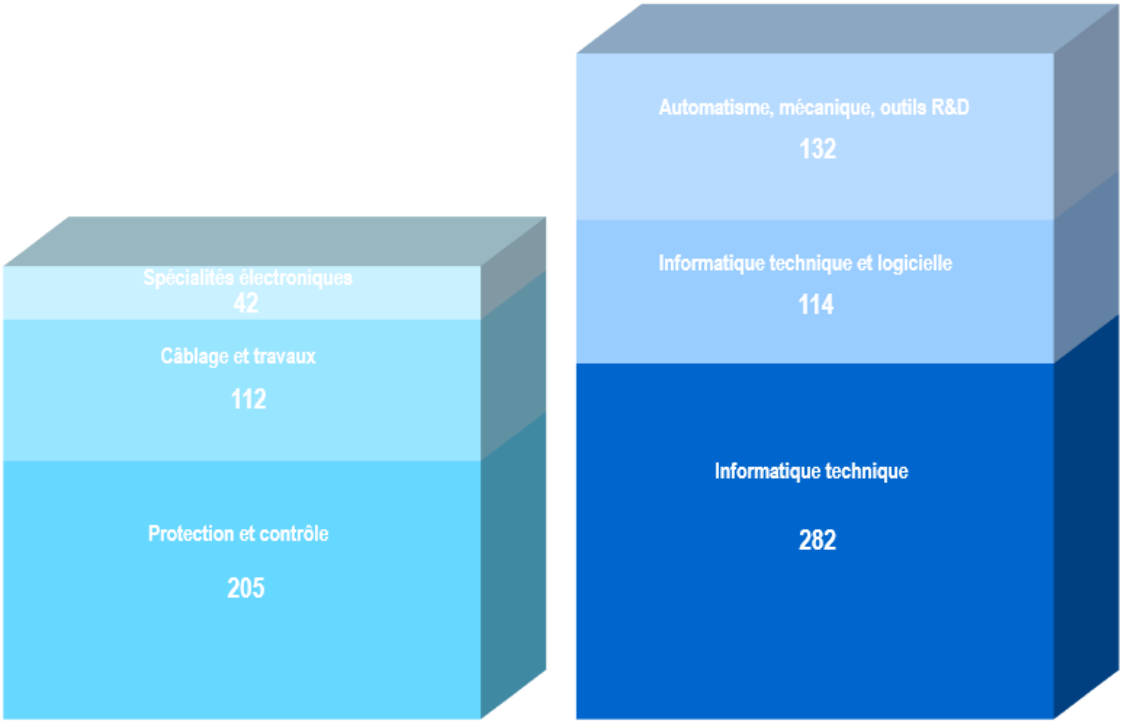
### Les dirigeants des sociétés

Chaque société du groupe est sous la conduite d'un ou plusieurs dirigeants en charge des directions opérationnelles et fonctionnelles, responsable sur son périmètre et développant une expertise propre.
Outre leurs relations directes, ils se réunissent au moins 3 fois par an. Ces rencontres permettent notamment le partage d'informations et les décisions sur les sujets communs ou transverses.

| Prénom/Nom | Fonction principale |
|---|---|
| Directoire | |
| Pierre Fustier | Président |
| Didier Bantegnies | Membre |
| François Bertauld | Membre |
| Dirigeants | |
| Jean-Pierre Allidières | Directeur comptable, ICE Groupe |
| Jean-Luc Barreau | Directeur d'exploitation, Compelma |
| Luca Bellotti | Directeur général, CEE Italiana |
| François Berthelot | Président, Stilog IST |
| Patrice Bibaut | Directeur d'exploitation, WaT |
| Olivier Chaland | Directeur général, WaT, et président, WaT Portage |
| Frédéric Czaikowski | Directeur opérationnel et commercial, Médiane Système |
| Alain Debrie | Directeur PRS, ICE, et directeur juridique, ICE Groupe |
| Robert Dickson | Director, CEE Relays |
| Jean-Yves Fustier | Secrétaire général, ICE Groupe |
| Aymeric Halvarsson | Chief Executive Officer, Stilog inc. |
| Bruce Hubert | Directeur général, OTN |
| Régis Hubert | Président, OTN |
| Daniel Huitorel | Directeur R&D, ICE |
| Marion Lamy | Responsable d'exploitation, EC2E |
| Thierry Le Gall | Directeur général, ISIT |
| Guy Le Marc | Directeur général, STIC |
| Yorick Léciagueçahar | Directeur commercial, ICE |
| Henry Magueur | Responsable d'activité, ECI |
| Florence Martineau | Présidente, EC2E, et gérante, ECI |
| Didier Messin | Président, Apilog |
| Alberto Mosconi | Vice-président, CEE Italiana |
| Sébastien Moulinot | Directeur de production, ICE |
| Juan Nuñez Recuero | Directeur général, CEE España Continental de Equipos Eléctricos |
| Christophe Poirmeur | Directeur général, Stilog IST |
| Patrick Sommacal | Directeur général, Médiane Système |

Les dirigeants du groupe en 2019, avec Jacques Boulard, président du Conseil de surveillance

## Répartition des effectifs par activités (hors holding)




Energie et industrie : 359

Ingénierie technique : 527

(Effectifs moyens 2019)

## Nos implantations

# ICE Groupe

Ingénierie, Conseil et Équipement Groupe est la société mère holding.

Implanté en proche banlieue de Paris à Alfortville (94), ICE Groupe gère et assiste les sociétés du groupe dans leurs fonctions opérationnelles, notamment industrielles et commerciales. Il assure également le secrétariat général, les fonctions comptables et financières ainsi que les conseils sociaux et juridiques.

Ses principaux dirigeants sont :
Pierre Fustier, président du directoire,
Didier Bantegnies, membre du directoire (activités hardware),
François Bertauld, membre du directoire (activités ingénierie).
(voir détail dans §2.2. Mandataires sociaux), ainsi que :

Alain Debrie, directeur juridique groupe (voir également fonction dans ICE)

Jean-Pierre Allidières

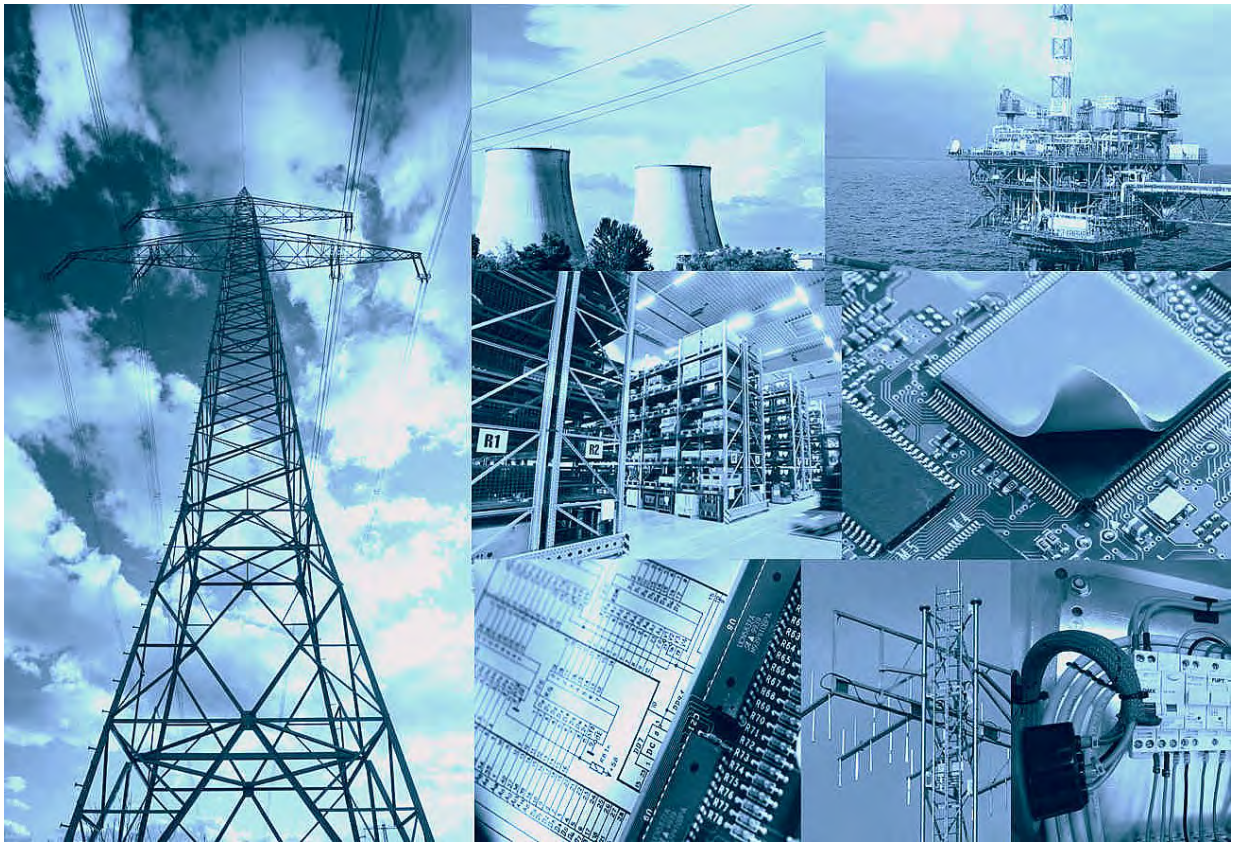
ESC Rouen. Carrière commencée dans l'analyse de gestion en entreprise industrielle.
Entré à ICE en 1987 : contrôleur de gestion, puis directeur administratif et financier adjoint à compter de 2001.
Directeur comptable groupe depuis 2009.

Jean-Yves Fustier

ESSEC. Carrière amorcée dans la banque d'affaires et l'investissement dans les sociétés cotées.
Entré à ICE Groupe en 2016.
Secrétaire général (participations et développement).

Plus d'informations sur http://www.icegroupe.com

# Energie et industrie



# Activités de ICE

ICE Industrielle de Contrôle et d'Équipement est une société spécialisée dans les produits et systèmes assurant la protection, les automatismes et le contrôle-commande des réseaux électriques.

ICE commercialise ces équipements pour les réseaux de production, transport, distribution, ferroviaires et industriels sous les marques ICE, CEE et Technirel.

Implantée en banlieue de Paris à Alfortville (94) et Brie Comte Robert (77), elle réalise la conception, la production, la commercialisation, l'assistance technique de ses produits et systèmes. La gamme de produits est composée principalement d'appareils électroniques et numériques (relais de protection, centrales de mesure, automates spécialisés ou encore appareillages de synchro-couplage) et relais électromécaniques. Les systèmes de contrôle-commande et supervision sont adaptés à la conduite de réseaux de transport ou de distribution, ainsi qu'à celle des installations industrielles complexes.

Tous les services associés sont assurés : formation, études de réseaux, études d'application, mise en service, expertise, maintien en conditions opérationnelles et après-vente.

Ses principaux dirigeants sont :
Pierre Fustier président (et président du directoire de ICE Groupe),
Didier Bantegnies, directeur général (et membre du directoire de ICE Groupe).
(voir détail dans §2.2. Mandataires sociaux), ainsi que :

Alain Debrie

Maîtrise de droit privé, droit social.
Entré à ICE en 1978, chef du personnel en 1979 puis directeur du personnel et des relations sociales à compter de 1985, membre du comité de direction.
Conseiller prud'homme depuis 2003. Président d'audience à partir de 2010.

Daniel Huitorel

Ingénieur ENSI Caen.
Entré à ICE en 1991, chef de projet, responsable puis
Directeur Recherche et Développement à compter de 2016.
Membre du comité de direction.

Yorick Léciagueçahar

Ingénieur ESE. Carrière commencée chez Dassault Aviation, en association caritative, puis à Converteam (GE).
Entré à ICE en 2016, directeur division D Distribution (Enedis).
Directeur commercial depuis janvier 2019.
Membre du comité de direction.

Sébastien Moulinot

Ingénieur. Carrière technique commencée dans l'automobile.
Entré à ICE en 2006, responsable industrialisation puis de la gestion de production.
Responsable production en 2013 puis directeur de production depuis juillet 2018.
Membre du comité de direction.

Plus d'informations sur http://www.icelec.com

# Activités de CEE España

CEE España (Continental de Equipos Eléctricos, SA) est une société assurant une présence commerciale et technique dans le même métier que ICE.

Implantée en banlieue de Madrid, la société vise la clientèle espagnole et celle des pays hispaniques (pays d'Amérique du Sud). Elle y assure la distribution des produits commercialisés par ICE, à laquelle s'ajoutent des activités de négoce, de services (études de sélectivité, courts-circuits, mises en services, etc.) et de formation.

Sa clientèle est particulièrement concentrée dans l'industrie (raffineries et gaz, ses principaux clients étant Repsol et Cepsa) et le ferroviaire.

Elle est dirigée par

Juan Núñez Recuero

Ingénieur technique industriel spécialité électricité, Université Polytechnique de Madrid.
Entré à CEE España en 1986, ingénieur applications, puis directeur technique.
**Directeur général** depuis 2001.

Jesus Garcia Castañeda

Ingénieur technique industriel spécialité électricité, Université Polytechnique de Madrid.
Entré à CEE España en 1989, ingénieur commercial.
**Directeur commercial** depuis 2008.

Plus d'informations sur http://www.relescee.es

# Activités de CEE Italiana

CEE Italiana SRL est une société assurant une présence commerciale et technique dans le même métier que ICE.

Implantée en banlieue de Milan, la société vise la clientèle italienne. Elle y assure la distribution des produits commercialisés par ICE, à laquelle s'ajoutent des services (études de réseaux électriques, assistance sur site) et du négoce de produits associés (SKM, RS Isolsec).

Sa clientèle est particulièrement concentrée dans le pétrole et le gaz (ENI), la chimie et l'énergie.

Elle est dirigée par

Alberto Mosconi

Ecole Polytechnique de Milan, electrical engineering.
Entré à CEE Italiana en 1986, ingénieur puis directeur technique.
Directeur général entre 2005 et 2018.
Vice-président depuis janvier 2019.

Luca Bellotti

Ecole Polytechnique de Milan, electrical engineering.
Entré à CEE Italiana en 2010, ingénieur d'applications.
Directeur général adjoint en mai 2018.
Directeur général depuis janvier 2019.

Plus d'informations sur http://www.ceeitaliana.com

# Activités de CEE Relays

CEE Relays Ltd est une société assurant une présence commerciale et technique dans le même métier que ICE.

Implantée en banlieue de Londres, la société vise la clientèle britannique, irlandaise et du Commonwealth. Elle y assure la distribution des produits commercialisés par ICE, à laquelle s'ajoutent des activités de négoce de produits associés et des prestations de services (ingénierie, assistance à application, tests et mises en service, formations).

Sa clientèle est particulièrement concentrée dans l'industrie pétrolière onshore et offshore (plateformes, raffineries).

Elle est dirigée par

Robert Dickson

Bath University, BSc, Bath University, MEng.
Electrical Engineer, London Electricity PLC (1995 – 1997).
Application Engineer, CEE Relays Ltd. (1997 – 2015).
Managing Director (2015 – present).

Plus d'informations sur http://www.ceerelays.co.uk

# Activités de OTN

*Organisation des Travaux Nucléaires* est une société spécialisée dans le câblage industriel et les travaux de maintenance industrielle, nucléaire et ferroviaire.

Créée en 1987 par Daniel Hubert, OTN est installée en Bourgogne sur deux sites de production, à Mâcon (siège) et au Creusot. Elle réalise après étude technique des kits de filerie, des faisceaux électriques et le câblage d'armoires complètes (câblage industriel), le maintien de systèmes électriques et électromécaniques installés sur bogies (câblage ferroviaire) et des travaux de maintenance nucléaire et d'installation industrielle sur site (maintenance).

OTN dispose pour cela d'infrastructures importantes avec des ateliers équipés de ponts roulants et matériels de levage, des équipements de cintrage de tube à commande numérique et soudure TIG (qualification EN15085), des automates de production de kits de filerie et des machines de coupe-dénudage de câbles.

Sa clientèle est concentrée sur de grands comptes leaders dans ces secteurs, tels Schneider Electric (industrie électrique), Alstom (ferroviaire) et Orano (ex AREVA, nucléaire).

Elle est dirigée par

Régis Hubert

Intègre OTN en 1993 et devient le directeur technique et responsable du pôle maintenance nucléaire et installations industrielles.
Président depuis 2010.

Bruce Hubert

Formation d'expertise comptable. Carrière amorcée dans le contrôle de gestion (France, USA) puis la gestion d'entreprises à l'international (Mexique, Argentine).
Entré à OTN en 2010, il en devient le directeur général.

Plus d'informations sur http://www.otnsa.com

# Activités de ECI

ECi electro cablage industrie filiale d'EC2E, intègre des solutions pour les armoires de distribution électrique. Son activité est celle d'atelier et bureau d'études de câblages électriques et de fabrication de tableaux électriques.

Prenant son origine en 1975, elle est implantée en banlieue parisienne, à Méry sur Oise (95). Ses ventes sont réparties auprès d'entreprises générales d'électricité.

Elle est dirigée par

Florence Martineau

Entrée à EC en 1999, responsable des relations humaines et comptable.
Après le décès de son époux Didier Martineau en 2018,
elle en devient la gérante.

Henry Magueur

Carrière dans les métiers d'intégrateur de matériel électrotechnique.
Entré à ECI en 2015.
Responsable d'exploitation.

Plus d'informations sur http://electrocablage-industrie.fr

# Activités de EC2E

ec2e ELECTRO CABLAGE ENGINEERING ET EQUIPEMENT est une société spécialisée dans la conception, la production, la commercialisation et la maintenance d'équipements électroniques de gestion des matériels de manutention.

Implantée en banlieue parisienne à L'Isle Adam (95), elle est le leader national dans le domaine du contrôle d'accès des matériels de manutention. Elle a étendu son activité aux ralentisseurs électroniques limitant automatiquement la vitesse de ces matériels (dans les zones à risques, avec passage de piétons, approche de quais, etc.) et à la gestion à distance, par la technologie GPRS, des parcs correspondants.

Ses produits, à constante et forte innovation technologique, sont intégrés dans les chariots élévateurs, chariots de pistes d'aéroports, engins de conduite ou machines-outils. Sa clientèle se génère donc souvent via la distribution auprès de divers constructeurs, tels Fenwick, STILL et BT France, mais également directement auprès des clients finaux (Air France).

Elle fournit également des centrales de paiement (lecteur de billets, monnayeur - rendeur) pour laverie automatique.

Elle est dirigée par

Florence Martineau

Entrée en 1999, Directrice des relations humaines et comptable.
Après le décès de son époux Didier Martineau en 2018,
elle en devient la **présidente**.

Marion Lamy

Audencia
Entrée à EC2E en 2012, elle prend en charge le marketing.
**Responsable d'exploitation** depuis 2018.

Plus d'informations sur http://www.ec2e.com

# Activités de Compelma

COMPELMA est une société assurant la conception, la production et la commercialisation de produits liés à la compatibilité électromagnétique, à la gestion thermique et aux interconnexions spécifiques.

Implantée en banlieue parisienne aux Ulis (91), cette société commercialise des produits permettant de lutter contre les perturbations CEM : produits de blindage — dont joints conducteurs souples en tissu métallisé de la marque EMIShield lui appartenant —, filtrages (entrées / sorties et sur cartes), dispositifs de mise à la masse. Elle a ensuite étendu ce concept à la gestion thermique, dissipation ou régulation (matelas souples thermo conducteurs, modules thermoélectriques) et complété son catalogue avec des produits d'interconnexions spécifiques (connecteurs spéciaux) et d'autres produits spéciaux (antennes Bluetooth, gel antivibratoire…).

La clientèle de COMPELMA est diversifiée : l'essentiel des ventes est réalisé auprès de grands comptes dans plusieurs secteurs d'activité : l'automobile (Magneti Marelli, Visteon), les télécoms (Nokia, Sagem), l'aéronautique (Zodiac, Safran), l'industrie (Schneider), le spatial, le militaire et le médical.

Elle est dirigée par :

Jean-Luc Barreau

Formation en électronique
Entré à Compelma en 2001, ingénieur technico commercial.
Directeur d'exploitation depuis mars 2020.

Plus d'informations sur http://www.compelma.com

# Activités de STIC

**SOCIETE TECHNIQUE D'INGENIERIE ET DE COOPERATION**
est une société réalisant la conception, la production, la commercialisation et la maintenance d'équipements électriques de télécommunication.

Implantée en banlieue parisienne aux Ulis (91), elle est le leader national dans le domaine des techniques de communications HF et plus particulièrement dans la diffusion iso fréquence. Elle fournit les appareillages et les services nécessaires aux équipements d'émission des informations radio sur la fréquence FM 107,7 MHz.

Le 107,7 MHz est utilisé en France pour les informations radio autoroutières (trafic, bulletins d'alertes, météo, conseils, reportages touristiques et culturels…). La clientèle de STIC est donc particulièrement concentrée auprès des sociétés autoroutières, Cofiroute, Sanef, Aréa, Asf et Escota.

La forte accélération technologique de son secteur des télécommunications sur autoroute (radio numérique, autoroute intelligente, véhicules autonomes, etc.) s'accompagne de prestations d'assistance technique innovantes (par exemple au Centre d'Essai de Véhicules Autonomes de Montlhéry, l'installation d'émetteurs WIFI ITS-G5).

Elle est dirigée par
Guy Le Marc

Ecole d'Ingénieurs de Tours. M.Sc in MSE Hatfield Polytechnic.
Entré à la STIC en 1991, il en devient le directeur technique puis le directeur général adjoint.
Directeur général depuis 2002.

# Ingénierie technique

# Activités de Médiane Système

médiane système est une société d'ingénierie et de conseil en électronique et informatique technique (ESN).

Implantée en banlieue parisienne à Le Pecq (78), ainsi qu'à Lyon (69) et Grenoble (38), elle se spécialise dans la Recherche et Développement externalisée. Ses métiers sont fédérés autour de l'ingénierie de systèmes de hautes technologies : applications informatiques industrielles, temps réel, informatique embarquée, électronique numérique et analogique. Ses prestations se réalisent dans les locaux de Médiane Système (forfaits ou plateau) ou directement dans ceux des clients, par détachement de personnel (régie).

Médiane Système est présente dans plusieurs secteurs industriels ; les principaux sont les équipements électriques et industriels, le ferroviaire, l'automobile, le médical, les télécoms, la défense et la télévision numérique.

Elle détient 39% du capital de sa participation Médiane Ingénierie installée à Toulouse.

Ses principaux dirigeants sont :

François Bertauld

ISEP. Ingénieur développement puis chef de projet dans une ESN.
Fondateur de Médiane Système en 1989.
Directeur général puis **Président-directeur général** (et membre du directoire de ICE Groupe).

Patrick Sommacal

ISEP. Carrière commencée à Alcatel CIT, puis Comptoir Lyon Alemand Louyot et dans l'ESN Alten.
Entré à Médiane Système en 1993 comme chef de projet puis consultant senior, il en devient directeur technique, puis directeur de la division Affaires en 2008. Administrateur depuis 2000.
**Directeur général** depuis janvier 2010.

Frédéric Czaikowski

Ecole militaire Saint-Cyr Coëtquidan.
Entré à Médiane Système en 2013 comme directeur de la stratégie commerciale,
il en devient le directeur commercial en 2016 puis le
**Directeur opérationnel & commercial** depuis 2017.

Plus d'informations sur http://www.medianesysteme.com

# Activités de Médiane Benelux

médiane benelux, filiale de Médiane Système, est une société d'ingénierie et de conseil en électronique et informatique technique (ESN).

Implantée au cœur de l'Europe, à Bruxelles, depuis décembre 2017, elle vise les marchés proches de l'Europe du Nord, Luxembourg, Pays-Bas et Allemagne.

Médiane Benelux est une entreprise qui privilégie l'évolution et l'accomplissement de ses clients, dans ses bureaux d'études et ceux dans différents secteurs industriels. Elle délivre des prestations de haute technicité grâce à une sélection rigoureuse de ses collaborateurs et des méthodologies de développement de pointe.

Ses principaux dirigeants sont :

François Bertauld
**Président** (et président-directeur général de Médiane Système)

Guillaume Hubert

Master Commerce - Marketing, Vente et Distribution, Arts et Métiers.
Entré en 2017 à Médiane Système
Ingénieur commercial. **Responsable du développement** et de l'implantation commerciale.

Plus d'informations sur https://www.medianebenelux.com

# Activités de Stilog IST

Stilog IST est une société de services en informatique scientifique et technique, également éditrice de logiciels.

Implantée en banlieue parisienne à Nanterre (92) et à La Ciotat (13), elle se spécialise dans l'édition logicielle et l'externalisation de la Recherche et Développement.

Son progiciel VISUAL PLANNING® est un outil de gestion de ressources et de planification opérationnelle. Sous la forme de tableau de bord, il permet de gérer les tâches et d'optimiser l'organisation des entreprises. Actuellement à sa 7ème version, il s'agit d'un logiciel paramétrable, collaboratif, sécurisé et simple d'utilisation vendu à des milliers d'exemplaires auprès d'organisations de toutes tailles et de tous secteurs, tels la construction, l'énergie, les services, l'industrie et les transports. STILOG IST réalise elle-même l'ensemble des prestations : l'édition, la commercialisation, l'analyse préalable à l'installation, les prestations de paramétrage et de formations puis l'assistance technique, l'hébergement et le cloud.

Dans son autre métier, la R&D externalisée, STILOG IST intervient dans l'ingénierie de systèmes de très hautes technologies : développement de logiciels de calcul, simulation de comportement mécanique, analyses multi-physiques, applications informatiques industrielles et maintenance applicative. Dans ce métier, STILOG IST est présente dans plusieurs secteurs industriels notamment l'aéronautique et la mécanique. Simultanément, elle développe une activité de TMA (Tierce Maintenance Applicative).

Ses principaux dirigeants sont :

François Berthelot

ENS, DEA et doctorat en géodynamique, ENSPM. Ingénieur développement puis chef de projet dans la société IPS Informatique Pétrolière Scientifique.
Fondateur de STILOG IST en 1991.
Président, expert senior et directeur technique.

Christophe Poirmeur

DEA et doctorat en physique théorique – option géophysique. Ingénieur recherche au BRGM Bureau de Recherche Géologiques et Minières, responsable ESN dans la société IPS Informatique Pétrolière Scientifique.
Fondateur de STILOG IST en 1991.
Directeur général, responsable activités R&D, créateur et responsable de Visual Planning®.

Plus d'informations sur http://www.stilog.com et http://www.visual-planning.com

# Activités de Stilog inc.

Stilog inc., filiale américaine de Stilog IST, y assure l'implantation et le développement commercial du logiciel VISUAL PLANNING.

Start up créée en 2012 à San Francisco (siège social), elle a installé en 2015 son second et aujourd'hui principal quartier général à Jersey City, en face de New York. Outre la commercialisation de Visual Planning, son équipe américaine offre des services de consulting, formation et assistance techniques directement liés.

Logiciel de planification et de gestion des ressources, Visual Planning se présente comme une boîte à outils entièrement paramétrable par l'utilisateur. Il permet de gérer la planification de projets, chantiers, parcs et activités telles que le service-après-vente ainsi que la gestion de ressources (personnel, temps, équipements, machines, salles…). De surcroît, Visual Planning possède de nombreuses fonctionnalités permettant le contrôle des coûts, l'évaluation de la charge de travail ainsi que la création de rapports et graphiques.

*Stilog Inc. is a leading IT services and software company based in Jersey City, also editor of Visual Planning, a powerful, collaborative and tailor-made resources scheduling solution.*
*Visual Planning has now gathered more than 5,000 customers around the world and a 100,000+ user community. A dedicated team of consultants helps on each implementation to ensure that the system's capabilities are used at their best. At the same time, our first-of-class customized development services are praised by major global firms in the most demanding industries, from aeronautics to energy.*

Ses principaux dirigeants sont :

Christophe Poirmeur
President and Chairman of the Board (et directeur général de Stilog IST)

Aymeric Halvarsson

Master International Business, Paris School of Business.
Entré en 2013 à Stilog IST comme business developer.
En 2015, il prend la responsabilité de l'agence Stilog inc. dans le New Jersey.
Chief Executive Officer.

Plus d'informations sur http://www.visual-planning.com/en/

# Activités de WaT

, née en 2017 de la fusion, à l'intérieur du groupe, de Médial Concept et m2es Technologies, est une société spécialisée en ingénierie et réalisations d'applications en automatisme et mécatronique.

Implantée sur cinq sites, près de Chambéry à Les Marches (73), Grenoble (38), Paris (78), Lyon (69) et Clermont-Ferrand (63), son activité est centrée sur l'étude et le choix de produits d'instrumentations, les armoires d'automatisme, la supervision et l'informatique industrielle. Elle intervient également sur l'ensemble des métiers du cycle de développement mécanique et de la réalisation d'un produit industriel.

Les prestations prennent la forme d'études de faisabilité, d'écriture de cahiers des charges, de management de projet, de contrats de maintenance et de formation : une partie sous forme de forfait (projet clés en main), le reste en assistance technique (régie).

Ses clients sont des centres de R&D, des sites de production de l'industrie, des constructeurs de machines (services au forfait et mises en service), des infrastructures et se trouvent dans des secteurs similaires à ceux de Médiane Système, notamment les équipements électriques et industriels, le ferroviaire et l'automobile.

Elle est dirigée par

Olivier Chaland

POLYTECH Orléans. Carrière principalement exercée dans des sociétés de services et d'ingénierie à l'industrie, de la fonction commerciale à la direction d'agence.
Fondateur de Médial Concept en 2007.
Directeur général.

Patrice Bibaut

Maîtrise en électronique, électrotechnique et automatisme puis carrière d'ingénieur commercial.
Entré à m2es Technologie en 2011, ingénieur technico-commercial puis chef d'agence.
Directeur d'exploitation depuis 2018.

Plus d'informations sur http://www.wat.digital

# Activités de WaT Portage

WaT Portage, filiale de WaT, née en 2017, est une société de portage salarial dédiée à l'industrie, en particulier dans les métiers de l'ingénierie, de l'informatique technique, de l'électronique, des automatismes et de la mécanique.

Implantée près de Chambéry à Les Marches, elle bénéficie des quatre autres sites de WaT, à Lyon, Grenoble, Paris, et Clermont-Ferrand.

Avec des contrats simples d'utilisation et offrant de bonnes protections et garanties aux salariés portés, elle apporte de la souplesse. Statut reconnu, le portage salarial est en effet un contrat tripartite permettant de sécuriser la relation entre les salariés, la société qui porte et les clients.

Ses clients sont proches de ceux de WaT, tels des centres de R&D, des sites de production de l'industrie, des constructeurs de machines, des infrastructures et se trouvent dans les secteurs des équipements électriques et industriels, du ferroviaire et de l'automobile.

Elle est dirigée par

Olivier Chaland

POLYTECH Orléans. Carrière principalement exercée dans des sociétés de services et d'ingénierie à l'industrie, de la fonction commerciale à la direction d'agence.
Fondateur de Médial Concept en 2007 et de Wat Portage en 2017.
Président.

Plus d'informations sur http://www.wat-portage.fr

# Activités d'Apilog

Apilog est une société spécialisée dans les automatismes de commande.

Implantée à Chanteloup-les-Vignes (78), elle est en relation avec WaT, aux offres complémentaires.

Spécialisée dans l'automatique industrielle, son expertise dans la maîtrise des automatismes regroupe une variété d'applications industrielles pour la création d'installations automatisées, allant d'un simple îlot robotisé à des process complexes.

Elle réalise ainsi des études d'automatismes (automate programmable et supervision) avec montage et câblage sur site. Son savoir-faire réside dans la fabrication en atelier et sur chantier, les études électriques (fabrication d'armoires), les logiciels et systèmes, le développement des automates et terminaux opérateurs, la communication et les réseaux, et le développement de systèmes de supervision.

Ses clients sont principalement concentrés dans les secteurs de l'automobile, des aéroports, du ferroviaire et des cosmétiques.

Elle est dirigée par
Didier Messin

Formation en électronique.
Fondateur de Apilog en 1988.
Président.

Plus d'informations sur http://www.apilog.fr

# Activités de ISIT

I.S.I.T est une société spécialisée dans les applications liées aux systèmes embarqués.

Implantée à Toulouse, elle est en relation avec Médiane Système et Médiane Ingénierie, aux offres complémentaires.

ISIT est spécialisée dans la commercialisation d'outils matériels et logiciels utilisés dans les bureaux d'études et de développement. Elle possède des contrats de revente et représente des marques dont certaines font l'objet d'une exclusivité de distribution en France.

Le catalogue de produits est important et varié et touche aux domaines suivants : temps réel embarqué, génie logiciel et test & validation, informatique industrielle et réseaux de terrain, programmation et test de cartes.
En plus des produits, ISIT propose des prestations d'accompagnement périphériques aux développements : expertise sur les produits, formation, aide à la mise en place, test et validation.

Particulièrement diversifiés, les clients d'ISIT ont comme point commun de posséder une cellule de développement dans les domaines électronique et/ou informatique industrielle.

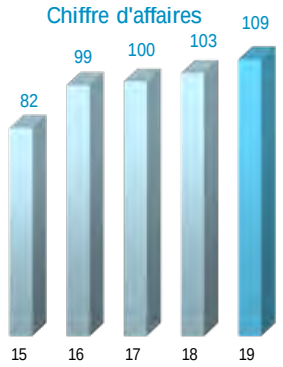
Elle est dirigée par

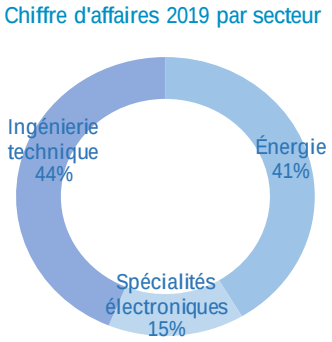
Thierry Le Gall

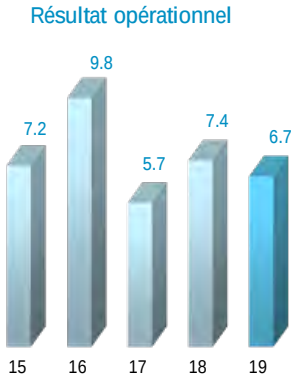
Ingénieur ESIEA. Carrière commerciale amorcée dans l'informatique temps réel embarquée chez des distributeurs spécialisés puis des éditeurs de logiciels, en France et Amérique du Nord.
Entré à ISIT en 2016.
Directeur général.

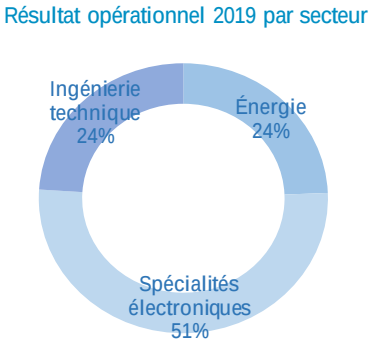
Plus d'informations sur http://www.isit.fr

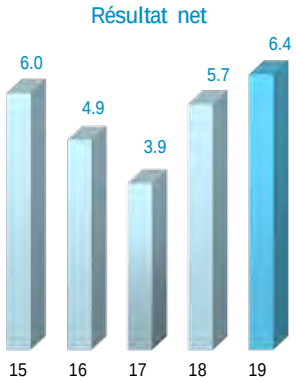
## 1.3. Synthèse des résultats consolidés

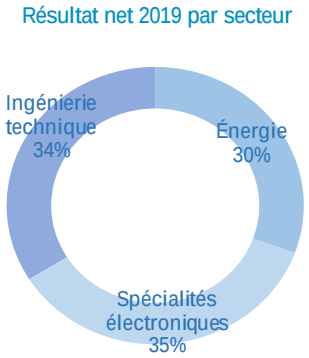


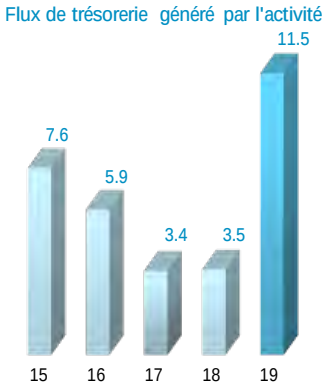



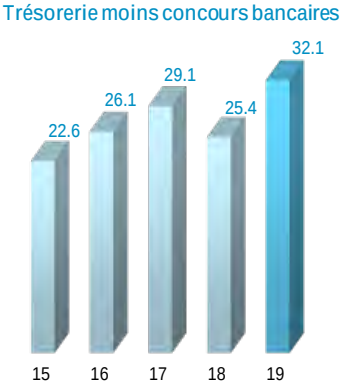



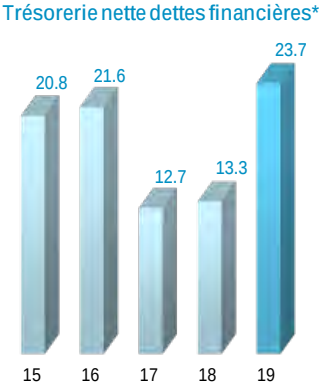



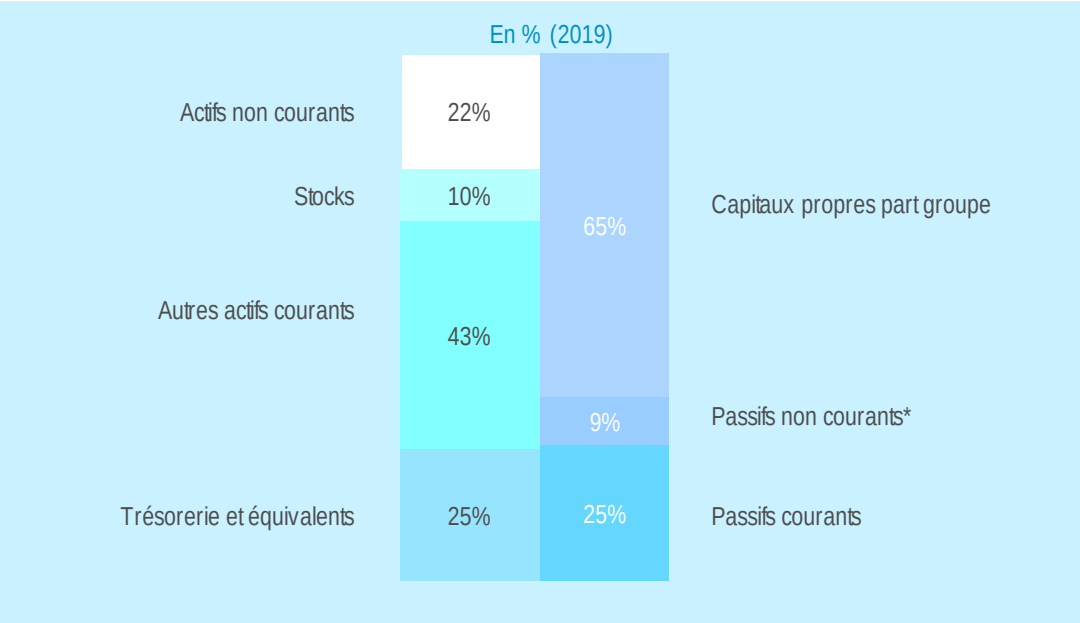

* et des compléments de prix à verser sur acquisition de filiales

Données exprimées en millions d'euro

# Bilan simplifié consolidé

En milliers d'euro

| ACTIF | 2019 | 2018 | PASSIF | 2019 | 2018 |
|---|---|---|---|---|---|
| Actifs non courants | 28 472 | 28 669 | Capitaux propres part groupe | 84 153 | 77 906 |
| Stocks | 12 930 | 12 041 | Passifs non courants* | 12 209 | 15 873 |
| Autres actifs courants | 55 669 | 57 322 | Passifs courants | 32 888 | 30 097 |
| Trésorerie et équivalents | 32 180 | 25 844 | | | |
| Total | 129 250 | 123 876 | | 129 250 | 123 876 |




* dont intérêts minoritaires et autres fonds propres

# 1.4. Recherche et développement : l'âme du groupe

## 1.4.1. La recherche dans les gênes du groupe

L'activité de *protection et contrôle* (partie de la branche *énergie*), qui est à l'origine du groupe, a pour ADN essentiel l'excellence technique et la qualité des produits.

L'élargissement progressif du groupe vers d'autres activités a été orienté de façon privilégiée vers des métiers proches à haut niveau d'expertise technique, et notamment l'*ingénierie technique informatique*. Le groupe est fortement marqué par une culture d'ingénieur accordant une importance primordiale à la Recherche et Développement.

## 1.4.2. Deux natures de Recherche et Développement

L'activité du groupe recouvre deux natures différentes de recherche et développement :

▪ Celle affectée aux produits de série du groupe : la protection et contrôle en absorbe naturellement une partie majeure, en forte augmentation depuis quatre ans. Dans les autres activités, représentant une part moindre du chiffre d'affaires et après une forte progression il y a trois ans, la part relative de l'investissement R&D s'est stabilisée

| Frais (en % / CA) | 2019 | 2018 |
|---|---|---|
| Produits de série protection et contrôle | 24.4% | 22.6% |
| Produits de série du groupe | 18.7% | 18.7% |

▪ Celle pour le compte de tiers (R&D externalisée) : l'ingénierie technique en constitue la plus grande partie. Représentée par l'informatique technique, assurée par Médiane Système et par la part ESN de STILOG IST, les automatismes et la mécanique par WaT et les automatismes d'Apilog, elle est complétée par des études spécifiques dans les protections et contrôle, en France et en UE, et dans les spécialités électriques et électroniques (couverture des autoroutes par la FM 107.7, etc.).

Au total, plus de la moitié des effectifs du groupe étaient directement rattachés l'année dernière à ces deux natures de recherche.

| Nombre de salariés de la recherche | 2019 | 2018 |
|---|---|---|
| Produits de série du groupe | 91 | 86 |
| Pour le compte de tiers | 404 | 411 |
| Total | 495 | 497 |

| Frais (en milliers d'euro) | 2019 | 2018 |
|---|---|---|
| Produits de série du groupe | 8 501 | 8 199 |
| Pour le compte de tiers | 26 708 | 23 047 |
| Total | 35 209 | 31 246 |

Accentuée par la sous-traitance, la croissance rapide de l'ingénierie technique par rapport au reste du groupe renforce avec le temps la deuxième nature de recherche. Cela est accentué par l'orientation générale des autres métiers du groupe vers les services qui viennent se substituer aux ventes de matériels. En effet, ces dernières incluent de plus en plus fréquemment des études liées aux particularités des demandes de la clientèle et au caractère performanciel de ses cahiers des charges.

En contrepartie de cette Recherche et Développement, le groupe obtient des aides significatives au travers du crédit d'impôt recherche. Alors que les dépenses de cette nature augmentaient encore sensiblement l'année dernière (+13%), les CIR de l'activité ingénierie, qui avaient diminué en 2018, ont également progressé. Au total, l'aide fiscale globale pour la R&D a représenté un peu moins de 10% des coûts, inférieur de 2,7 points à la moyenne des 5 années 2012-2016.

# 1.5. Facteurs de risques

Le risque est constitué par l'éventualité de survenance d'un événement dont les conséquences seraient susceptibles d'affecter les personnes, les actifs, l'environnement, la réputation du Groupe. Il peut également être constitué par le fait de manquer une opportunité. L'analyse des risques permet de les identifier, d'en mesurer l'impact et de les traiter en vue de les maintenir à un niveau acceptable.
L'objectif est de protéger les femmes et les hommes du Groupe, préserver la valeur, les actifs et la réputation du Groupe et enfin de créer de la valeur dans la durée pour l'ensemble des parties prenantes.

**RISQUES AUXQUELS LE GROUPE ESTIME ÊTRE EXPOSÉ :**

## 1.5.1. Risques liés à l'activité

**RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / IMAGE ET RÉPUTATION**

| Identification du risque | Gestion du risque |
|---|---|
| La réputation et l'image des entreprises composant le groupe peuvent être rapidement compromises dans un monde où l'information circule facilement et rapidement ; elles dépendent du jugement des clients agissant dans un cadre professionnel et technique. | Afin de réduire les risques de tels évènements, le Directoire assure une coordination entre les filiales déployant leur propre système de veille.<br>Le déploiement de la Charte Éthique dans l'ensemble du groupe vise à donner des règles de conduite et à guider les actions et les comportements, inspirer les choix et faire vivre les valeurs du groupe dans les actes quotidiens de chacun des collaborateurs. |

**RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / QUALITÉ ET SÉCURITÉ DES PRODUITS**

| Identification du risque | Gestion du risque |
|---|---|
| La qualité et la sécurité des produits et des interventions chez les clients sont essentielles pour le groupe en raison de son positionnement technique, lui-même accentué par ses métiers tels la protection des réseaux électriques (ICE et les sociétés CEE), l'informatique technique (Médiane Système), les automatismes et la mécanique (WaT), la sécurité autoroutière (STIC), les interventions dans les installations nucléaires (OTN) et le contrôle de l'accès et de la vitesse des chariots de manutention (EC2E). | Les principes qui régissent la politique de qualité et de sécurité du groupe sont :<br>- la satisfaction des besoins des clients ;<br>- la conformité aux exigences de sécurité et à la législation ;<br>- la qualité et la conformité des produits.<br>Outre la démarche de management de la qualité (la quasi-totalité des filiales les plus importantes sont certifiées ISO 9001), cela justifie la mise en place de contrôles de fabrication rigoureux, par exemple à ICE qui conçoit et fabrique ses propres bancs de contrôle final, ainsi que d'habilitations spécifiques.<br>Les directions concernées de chaque filiale du groupe évaluent spécifiquement la sécurité de leurs matières premières et de leurs produits finis.<br>Le groupe et ses filiales ont mis en place des couvertures d'assurance, notamment pour couvrir la responsabilité civile du fait des produits. |

**RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / SAISONNALITÉ ET CONJONCTURE**

| Identification du risque | Gestion du risque |
|---|---|
| Les activités du groupe sont sensibles aux cycles économiques, à la conjoncture et à la saisonnalité de l'activité. Les ralentissements économiques conduisent à une baisse des investissements chez les clients du groupe, ce qui peut avoir un impact négatif significatif sur nos activités et nos résultats. Les dépenses d'investissement des clients ont un caractère saisonnier et dépendent notamment des conditions climatiques : ainsi à ICE, l'activité est en principe plus importante juste avant l'été, période propice aux travaux en extérieur, puis avant les froids de l'hiver ; de même, STIC a fréquemment beaucoup d'activité en fin d'année, moment où les conditions de circulation deviennent difficiles. | Le groupe s'efforce de pallier ces risques par la diversité et l'enrichissement de ses métiers.<br>Sa trésorerie nette positive importante lui permet de financer la constitution saisonnière d'en-cours et/ou produits finis. |

## RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / IMPLANTATION GÉOGRAPHIQUE ET ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

| Identification du risque | Gestion du risque |
|---|---|
| Le groupe est installé géographiquement dans plusieurs régions en France et sur 5 autres pays, totalisant 21 implantations.<br>Néanmoins, les perturbations politiques, économiques ou sanitaires peuvent influer sensiblement sur son activité. | La présence sur de multiples sites, qui accompagne ses métiers diversifiés, favorise l'équilibre des ventes et une compensation entre les zones géographiques.<br>Longtemps presque exclusivement réalisé en France, le développement de l'ingénierie dans d'autres pays a été amorcé avec STILOG inc et Médiane Benelux.<br>En cas de crise sanitaire, la forte proportion d'ingénieurs, cadres, techniciens et employés permet un recours important au télétravail. |

## RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / CONCURRENCE

| Identification du risque | Gestion du risque |
|---|---|
| Le groupe est soumis à une pression très différente selon les marchés diversifiés sur lesquels il opère : devenue particulièrement importante sur le marché des protections, automatismes et contrôle-commande des réseaux électriques français avec Enedis et RTE en situation de monopsone, elle l'est moins dans le même métier à l'étranger (CEE) et dans les niches techniques électroniques. Dans l'ingénierie, malgré la présence de quelques grandes sociétés, le marché est fragmenté et plus ouvert. | Sur le difficile marché des protections, automatismes et contrôle-commande des réseaux électriques français, la concurrence entraîne les équipes, donnant en permanence le meilleur d'elles-mêmes au service des clients.<br>Dans un contexte de lutte constante pour les gammes de produits les plus attractives et les plus performantes, avec un rapport qualité-prix optimisé, gagner des parts de marché, améliorer la rentabilité de l'exploitation et donc assurer la croissance sont des enjeux constants.<br>Par ailleurs, dans toutes ses activités, le groupe renforce constamment ses investissements en matière de recherche, permettant de conserver une expertise technique de haut niveau par rapport à la concurrence. |

## RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / INNOVATION ET ATTENTES DES CLIENTS

| Identification du risque | Gestion du risque |
|---|---|
| La mise au point d'une offre de produits, biens et services, innovants et leur adaptation aux besoins du marché constituent une priorité permanente pour le Groupe. Si le Groupe ne parvenait pas à anticiper et interpréter l'évolution des attentes des clients et des nouvelles tendances, ses ventes pourraient être affectées. | Au-delà de la culture d'ingénieur marquant fortement le groupe et accordant une importance primordiale à la Recherche et Développement, l'innovation est une quête permanente :<br>- A l'intérieur de sociétés du groupe, par exemple à ICE par la mise en place d'un département innovation chargé notamment d'anticiper les évolutions techniques des produits et des marchés.<br>- La recherche externe entreprise depuis plusieurs années privilégie les sociétés dans les nouveaux secteurs économiques. |

## RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / OPÉRATIONS DE CROISSANCE EXTERNE

| Identification du risque | Gestion du risque |
|---|---|
| Dans le cadre de sa stratégie de développement, ICE Groupe a réalisé et pourrait être amené à réaliser des acquisitions.<br>La mise en œuvre de cette stratégie suppose néanmoins que ICE Groupe puisse trouver des opportunités de développement à un coût et à des conditions acceptables.<br>Ces opérations sont susceptibles d'avoir un impact négatif sur les résultats du groupe si celui-ci ne réussissait pas à intégrer dans les conditions prévues les sociétés acquises, leurs dirigeants et leur personnel, à atteindre les performances escomptées et à gérer des passifs qui n'auraient pas été anticipés au moment de la réalisation de l'opération et pour lesquels ICE Groupe n'aurait pas ou peu de protection de la part du cédant. | Dans ses opérations futures de croissance externe, comme par le passé, le groupe choisira de façon sélective des entreprises de taille moyenne dont les équipes pourront être aisément intégrées, avec une culture proche de celle des dirigeants actuels. Cela permettra la plupart du temps à ces entreprises de rester autonomes et à leurs dirigeants de rester aux commandes, tout en mettant en œuvre des synergies avec les autres sociétés du groupe.<br>Par ailleurs, le groupe a mis en place un processus de contrôle de ces opérations qui inclut :<br>- La participation de l'ensemble des membres du directoire à l'identification, l'évaluation économique, technique, commerciale et financière des opérations, ainsi que celle, ponctuelle, de dirigeants d'entreprises du Groupe issues du même secteur.<br>- L'examen par le Conseil de surveillance, et en particulier son président, des opportunités d'acquisitions ou des prises de participation d'un montant significatif ou sortant des activités habituelles du groupe, ainsi que les conditions de leur mise en œuvre.<br>Les acquisitions, validées par le Conseil de surveillance, font par la suite l'objet d'un examen régulier de la part du Conseil de surveillance qui est informé des conditions d'intégration et des performances réalisées. |

## RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

| Identification du risque | Gestion du risque |
|---|---|
| Une des clés de la réussite de ICE Groupe réside dans la qualité de ses collaborateurs et de ses dirigeants. Le groupe ne peut pas garantir qu'il aura la capacité de recruter et de fidéliser son personnel, en particulier les consultants, ingénieurs et techniciens qui lui sont nécessaires, notamment dès que survient une pénurie de cadres. Si le groupe ne parvenait pas à identifier, attirer, retenir et former des collaborateurs compétents, au comportement responsable, notamment dans le contexte des évolutions technologiques rapides dans lesquelles il opère, le développement de ses activités et de ses résultats pourrait être affecté.<br>Il y a aussi en matière sociale le risque lié à la santé et sécurité et le risque de dégradation du climat social, même s'ils ne sont pas significatifs. | Bien qu'avec un reporting et suivi cadrés, le groupe accorde une très large autonomie à ses filiales pour la gestion opérationnelle.<br>Cet environnement professionnel responsable impliquant encourage également l'attachement à ses valeurs, notamment celles portées par la Charte Éthique.<br>Dans une démarche de fidélisation des dirigeants, le groupe met en place une politique de rémunération rétribuant les performances tant individuelles que collectives. Pour les personnes clés, une gestion très décentralisée, une surveillance médicale et l'intéressement aux résultats atténuent les risques de départ.<br>Les contrats des filiales quant à la couverture des risques santé et prévoyance pour la quasi-totalité des collaborateurs répondent aux besoins essentiels de ces derniers et concourent à la compétitivité du groupe qui a la conviction que performance sociale et performance économique sont non seulement intimement liées mais se renforcent mutuellement.<br>Malgré un turnover particulièrement élevé dans l'ingénierie, notamment en région parisienne, la capacité de ICE Groupe à recruter (sans assouplir les critères de recrutement) a été jusqu'à présent suffisante, y compris dans les périodes de forte tension. |

## RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / SYSTÈMES D'INFORMATION

| Identification du risque | Gestion du risque |
|---|---|
| La gestion quotidienne des activités du groupe incluant notamment des achats, la production (dont l'affectation des personnes réalisant des services), les opérations de facturation, de reporting et de consolidation et l'accès à l'information interne de chaque société, repose sur un bon fonctionnement de l'ensemble des infrastructures techniques et applications informatiques. Dans le contexte d'évolution constante des technologies de l'information et de leurs usages, les activités du groupe, ses savoir-faire dépendent d'un fonctionnement de plus en plus dématérialisé et numérique.<br>Le règlement européen sur la protection des données personnelles applicable depuis mai 2018 prévoit des contrôles et des sanctions importantes.<br>Le dysfonctionnement, l'arrêt des systèmes ou le détournement de données confidentielles prenant leur origine pour des motifs exogènes ou endogènes (dont les intrusions, malveillances, etc.) pourraient avoir un impact significatif (réputation, confiance des clients, etc.). | Outres les règles strictes de chaque société en matière de sauvegarde des données, de protection, d'accès, de sécurité aussi bien en ce qui concerne les matériels que les applications et les données, la protection des données des systèmes d'information est facilitée par leur répartition géographique minimisant l'impact que pourraient avoir le dysfonctionnement ou l'arrêt des systèmes.<br>Les systèmes d'information intègrent notamment des « ERP » (Enterprise Resource Planning), logiciels de gestion utilisés par la grande majorité des sociétés. Le déploiement de ces progiciels intégrés contribue également à renforcer la fiabilité et la sécurisation du processus de production des informations, notamment comptables et financières.<br>Les principes du groupe relatifs à la gestion des données à caractère personnel ont été diffusés à toutes les sociétés européennes du groupe afin de sensibiliser tous les collaborateurs au respect des principes éthiques et aux exigences légales et réglementaires en la matière.<br>Selon les situations des sociétés du groupe, les efforts de sécurité sont ajustés de façon permanente en fonction des nouvelles menaces de cyberattaques. |

### RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / DÉFAILLANCE DE CONTRÔLE INTERNE

| Identification du risque | Gestion du risque |
|---|---|
| Les dispositifs de contrôle interne ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non pas une garantie absolue, quant à la réalisation des objectifs de l'entreprise en raison des limites inhérentes à tout contrôle. Ainsi, le groupe ne peut pas exclure le risque d'une défaillance des contrôles internes susceptibles de l'exposer, notamment à un acte de fraude. | L'environnement de contrôle, essentiel au dispositif de contrôle interne, à la bonne gestion des risques et à l'application des procédures, s'appuie sur les comportements, l'organisation et les collaborateurs. A ICE Groupe, il s'inscrit dans une culture d'engagement et de rigueur transmise par les dirigeants et également dans la continuité des choix stratégiques du groupe.<br>Le groupe met en œuvre les dispositions de la loi dite « Sapin 2 » en matière de lutte contre la corruption et le trafic d'influence. |

## 1.5.2. Risques juridiques

### RISQUES JURIDIQUES / PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, MARQUES ET MODÈLES

| Identification du risque | Gestion du risque |
|---|---|
| Le groupe possède un portefeuille de marques et modèles qui constitue un de ses actifs. Le nom des marques, les produits eux-mêmes ainsi que les modèles qui peuvent être contrefaits, font l'objet de protections telles les dépôts de marque. | La recherche et l'innovation sont les piliers historiques du développement du groupe. Le détournement de la propriété industrielle sur les nouveaux produits tirés de la recherche est un risque potentiel qu'il faut citer pour être exhaustif mais dont la probabilité d'occurrence est faible. Néanmoins, le système d'enveloppes Soleau est ponctuellement utilisé. |

### RISQUES JURIDIQUES / ÉVOLUTION DES RÉGLEMENTATIONS

| Identification du risque | Gestion du risque |
|---|---|
| Le groupe est soumis à l'évolution des réglementations qui s'imposent à toutes les sociétés.<br>Certains pays font l'objet de contrôle des exportations, d'embargos, de sanctions économiques ou d'autres formes de restrictions commerciales imposées par l'Union-Européenne, les États-Unis ou d'autres états ou organisations. | ICE Groupe cherche à avoir une attitude irréprochable et exige de toutes les entreprises qui le composent le respect des réglementations des pays dans lesquels elles interviennent. |

### RISQUES JURIDIQUES / AUTRES RISQUES JURIDIQUES ET LITIGES

| Identification du risque | Gestion du risque |
|---|---|
| Dans le cadre normal de ses activités, le Groupe et ses filiales sont susceptibles d'être impliqués dans tout type de litige et soumis à des contrôles fiscaux, douaniers et administratifs. | Une provision est constituée dans les comptes sociaux et consolidés chaque fois que le groupe a une obligation vis-à-vis d'un tiers et devra faire face à une sortie de ressources probable dont le coût peut être estimé de manière fiable.<br>Il n'existe à ce jour aucun fait exceptionnel ni procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage risquant d'affecter ou ayant récemment affecté significativement et avec une probabilité sérieuse les résultats, la situation financière, le patrimoine ou l'activité de la société et du groupe. |

## 1.5.3. Risques industriels et environnementaux

### RISQUES INDUSTRIELS ET ENVIRONNEMENTAUX / PRODUCTION

| Identification du risque | Gestion du risque |
|---|---|
| Les produits et services doivent être disponibles à des dates respectant les demandes des clients.<br>De ce fait, un retard majeur de livraison de produits ou de services pourrait être préjudiciable à la réalisation des objectifs commerciaux. | Afin de prévenir ce risque, la plupart des filiales ont recours à des ERP. Le logiciel Visual Planning développé par Stilog IST est également utilisé.<br>Les produits et services doivent être disponibles à des dates respectant les demandes des clients. |

### RISQUES INDUSTRIELS ET ENVIRONNEMENTAUX / DÉPENDANCE VIS-A-VIS DES FOURNISSEURS

| Identification du risque | Gestion du risque |
|---|---|
| Le groupe est tributaire de ses fournisseurs externes pour la livraison des matières premières, marchandises et sous-traitances de biens et services indispensables à la fabrication et livraison des produits finis (biens et services), lesquelles peuvent donc être perturbées par la défaillance d'un fournisseur important. | La diversité des secteurs d'activité dans lesquels le groupe intervient induit corrélativement celle de ses fournisseurs. Néanmoins, chaque filiale analyse régulièrement les risques de ses filières d'achats et de ses fournisseurs et développe si besoin des sources alternatives. |

### RISQUES INDUSTRIELS ET ENVIRONNEMENTAUX / ENVIRONNEMENT ET SÉCURITÉ

| Identification du risque | Gestion du risque |
|---|---|
| Les activités du groupe sont soumises à des lois et des règlements imposant de respecter des normes toujours plus strictes en matières d'environnement, de santé et de sécurité, lesquels pourraient augmenter le coût de mise en conformité. | Le groupe développe des formations aux risques (humains, informatiques, environnementaux, éthiques...) pour ses collaborateurs en France.<br>Il recherche l'amélioration du pilotage des performances environnementales des activités grâce à la mise en place d'indicateurs clés :<br>- Incitation des collaborateurs aux éco-gestes,<br>- Réduction des émissions de CO2 liées aux déplacements,<br>- Réduction de la consommation de papier liée aux impressions,<br>- Maintien des certifications ISO 14 001.<br>Compte tenu du positionnement vers des produits de plus en plus immatériels, la fabrication de la plupart de ces produits n'a pas recours à des substances chimiques requérant des manipulations et précautions spécifiques. En particulier le groupe n'est a priori pas ou très peu impacté par les substances interdites ou préoccupantes de la réglementation REACH. |

## 1.5.4. Risques financiers

### RISQUES FINANCIERS / CONTREPARTIE, ENGAGEMENTS VIS-A-VIS DE TIERS

| Identification du risque | Gestion du risque |
|---|---|
| Le groupe est exposé au risque de contrepartie pour des engagements de rachat existant à l'égard d'actionnaires minoritaires de sociétés du groupe. | Les engagements vis-à-vis d'actionnaires minoritaires sont indexés sur les résultats d'exploitation et parfois en partie sur les chiffres d'affaires des entreprises concernées ; estimés à environ 2,9 M€, ils ne représentent donc pas de risque significatif, en particulier au regard de la situation financière de ICE Groupe. Ces engagements ne sont pas comptabilisés dans les comptes consolidés car leur réalisation est incertaine. |

### RISQUES FINANCIERS / CLIENT

| Identification du risque | Gestion du risque |
|---|---|
| Le risque client peut-être matérialisé par le non-recouvrement des créances du fait de difficultés de trésorerie de la clientèle ou de la disparition de clients. | Compte tenu de la variété et de la multiplicité des clientèles, le risque pour le groupe est disséminé et la probabilité d'occurrence d'un dommage significatif à l'échelle du groupe reste limitée. Les plus grands comptes du groupe sont Schneider, Alstom, Enedis et RTE. Le montant considéré comme supportant un risque de non-recouvrement et provisionné à ce titre est indiqué dans la note 13 de l'annexe. Il représente 1,8% de la créance client brute. |

### RISQUES FINANCIERS / LIQUIDITÉ

| Identification du risque | Gestion du risque |
|---|---|
| Le manque de liquidité pourrait affecter la pérennité et l'indépendance du groupe et de ses sociétés. | L'objectif prioritaire du groupe est de garantir sa pérennité et son indépendance.<br>Le groupe a mis en place un cadre de gestion financière centralisée pour toutes ses entités françaises : elle s'applique notamment à la tenue comptable — dont les paiements — et la gestion de trésorerie. Il vise à disposer à tout moment des ressources suffisantes pour financer l'activité courante et également pour faire face à tout événement exceptionnel — dont des « trous d'air » de plusieurs mois d'activité. Il cherche également à assurer la continuité de ses financements et à optimiser le coût financier de la dette.<br>Outre sa trésorerie nette positive, le groupe dispose de lignes de crédit confirmées non utilisées auprès de plusieurs banques de premier plan. |

### RISQUES FINANCIERS / TAUX D'INTÉRÊT

| Identification du risque | Gestion du risque |
|---|---|
| ICE Groupe a recours à des emprunts.<br>La difficulté ou même l'impossibilité d'en obtenir en raison d'une mauvaise image du groupe ou de taux d'intérêt élevés pourrait affecter son développement, ses investissements et sa politique financière. | ICE Groupe a un recours modéré à des emprunts. Le groupe se refinance maintenant essentiellement par taux fixes. Aucune de ses dettes ne comporte de clause de remboursement anticipé lié au respect de ratios financiers.<br>En terme d'image financière, ICE Groupe et ses sociétés françaises sont notés par la Banque de France, qui leur a attribué au cours des dernières années les notes maximales de 3++. |

## RISQUES FINANCIERS / TAUX DE CHANGE

| Identification du risque | Gestion du risque |
|---|---|
| Du fait de ses activités internationales, le groupe est exposé aux variations des cours des devises. Cela se concentre essentiellement sur ses filiales américaine STILOG Inc. et anglaise CEE Relays, ainsi que l'activité de négoce international de Compelma Les fluctuations notamment entre l'euro, l'US Dollar et la Livre Sterling peuvent donc influencer les résultats du groupe. | Afin de limiter le risque de change, le groupe interdit à ses filiales de spéculer sur les devises et adopte à ce sujet une politique prudente.<br>La plus grande partie de ses facturations à l'export est réalisée en euro. |

## RISQUES FINANCIERS / ACTIONS

| Identification du risque | Gestion du risque |
|---|---|
| Le groupe s'interdit d'investir directement sa trésorerie en actions. Néanmoins, une partie considérée "à long terme" est investie sur des supports OPCVM pouvant en détenir. Les fluctuations des marchés financiers peuvent donc à court terme influer les résultats du groupe. | La part des placements de trésorerie du groupe dans des fonds diversifiés à long terme ne dépasse pas 30%. Le risque sur ces placements est essentiellement supporté par la société mère. |

## RISQUES FINANCIERS / ACTIFS DE COUVERTURE DES ENGAGEMENTS SOCIAUX

| Identification du risque | Gestion du risque |
|---|---|
| Les actifs affectés à la couverture financière des engagements sociaux sont par nature exposés aux variations des marchés sur lesquels ces actifs sont investis.<br>Une baisse forte et durable des marchés financiers peut avoir un impact sur la valeur des portefeuilles constitués (voir note 16 des comptes consolidés relativement aux indemnités de fin de carrière). | Comme la politique de prudence du groupe dans ses placements, la répartition par classe d'actifs dédiés à la couverture des engagements sociaux du groupe vise à réduire notamment les risques de volatilité : sélectionnés chez des assureurs et dépositaires disposant de notations robustes, ceux dans des fonds diversifiés à long terme ne dépassent pas le tiers. |

## RISQUES FINANCIERS / ÉVOLUTION DES RÉGLEMENTATIONS FISCALES ET SOCIALES

| Identification du risque | Gestion du risque |
|---|---|
| Le groupe est exposé aux risques d'évolution des réglementations fiscale et sociale ou de leur interprétation. L'alourdissement des taxes et cotisations existantes, l'instauration de nouvelles taxes et cotisations, ou la double imposition concernant par exemple l'impôt sur les sociétés, le rapatriement des dividendes ou les prélèvements sociaux, pourraient avoir un impact défavorable sur le résultat de la société. | La direction comptable et la direction juridique, assistées le cas échéant de conseil externes, suivent ces évolutions pour assurer la conformité du groupe à ces réglementations.<br>En cas de litige ou de différence d'interprétation avec les administrations fiscales et sociales, ICE Groupe peut défendre sa position par des recours en justice. |

## 1.5.5. Assurance

### ASSURANCE / POLITIQUE GÉNÉRALE

| Identification du risque | Gestion du risque |
|---|---|
| L'absence de couverture des risques principaux des entreprises du groupe pourrait, en cas de sinistre et compte tenu des montants financiers très importants en jeu, gravement affecter les résultats ou même la pérennité des sociétés du groupe. | L'objectif de la politique générale d'assurance est de protéger au mieux les personnes et le patrimoine du groupe contre la survenance de risques significatifs identifiés et assurables qui pourraient l'affecter.<br>A cette fin, le groupe a mis en place pour ses sociétés françaises des contrats d'assurance, notamment pour les risques de dommages et pertes d'exploitation, responsabilité civile et transport, permettant une homogénéisation des couvertures et une maîtrise des garanties.<br>- Au niveau central, le groupe a négocié avec des assureurs de 1er plan des programmes généraux d'assurances pour couvrir les expositions centrales (la grande taille optimisant les coûts induits).<br>- Par ailleurs, selon ses besoins particuliers, chaque filiale peut souscrire des couvertures d'assurance spécifiques. |

### ASSURANCE / RESPONSABILITÉ CIVILE

| Identification du risque | Gestion du risque |
|---|---|
| L'exploitation et les produits vendus peuvent être à l'origine de dommages majeurs envers les tiers. Ces dommages sont donc susceptibles de représenter des montants très importants pouvant fortement affecter les résultats, voire la pérennité des entreprises du groupe. | Les sociétés du groupe ont étendu depuis plusieurs années une couverture des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile. Elle couvre notamment la responsabilité civile d'exploitation et la responsabilité civile du fait des produits.<br>Cette garantie n'a jamais fait l'objet d'une sinistralité significative, ce qui traduit la haute exigence de qualité et de sécurité dans la conception et la fabrication des produits et des services. |

### ASSURANCE / DOMMAGE AUX BIENS ET PERTES D'EXPLOITATION

| Identification du risque | Gestion du risque |
|---|---|
| Les risques sont l'incendie, foudre, explosion, vol et évènements naturels affectant les biens, principalement les immobilisations et stocks.<br>Les risques sont également les pertes d'exploitation consécutives à un dommage matériel. | Les risques pouvant affecter les biens et pertes d'exploitation sont assurés à l'intérieur de plafonds, dans la limite des offres disponibles sur le marché des assurances.<br>Des visites de prévention sont réalisées par les services spécialisés de l'assureur leader dans des sites du groupe. |

### ASSURANCE / TRANSPORT, AUTOMOBILE

| Identification du risque | Gestion du risque |
|---|---|
| Les risques concernent les transports de biens ainsi que les déplacements automobiles des collaborateurs dans le cadre de missions. | Les sociétés concernées par le transport de biens ont mis en place des couvertures particulières et le groupe offre une assurance pour les déplacements automobiles de ses collaborateurs. |

En conclusion, globalement faibles, les risques du groupe peuvent être résumés sous la forme suivante :

| COTATION DES RISQUES | | GRAVITÉ (1)<br>Mineure=1<br>Significative=4<br>Majeure=16<br>Critique=64 | PROBABILITÉ (2)<br>Très peu probable=1<br>Peu probable=2<br>Probable=4<br>Très probable=8 | COTATION (1x2)<br>Mineure Tpp=1-4<br>Significative Pp=8-16<br>Majeure P=32-64<br>Critique Tp=128-512 |
|---|---|---|---|---|
| 1. Activité | Image et réputation | 4 | 1 | 4 |
| | Qualité et sécurité des produits | 4 | 2 | 8 |
| | Saisonnalité et conjoncture | 4 | 2 | 8 |
| | Implantation géographique et environnement économique | 16 | 4 | 64 |
| | Concurrence | 16 | 4 | 64 |
| | Innovation et attentes des clients | 4 | 2 | 8 |
| | Opérations de croissance externe | 4 | 2 | 8 |
| | Risques liés à la gestion des ressources humaines | 4 | 2 | 8 |
| | Systèmes d'information | 4 | 2 | 8 |
| | Risque de défaillance du contrôle interne | 4 | 1 | 4 |
| 2. Juridiques | Propriété industrielle, marques et modèles | 1 | 1 | 1 |
| | Évolutions des réglementations | 4 | 2 | 8 |
| | Autres risques juridiques et litiges | 4 | 1 | 4 |
| 3. Industriels et environnementaux | Production | 1 | 1 | 1 |
| | Dépendance vis-à-vis de fournisseurs | 1 | 1 | 1 |
| | Environnement et sécurité | 1 | 1 | 1 |
| 4. Risques financiers | Contrepartie, engagements vis-à-vis de minoritaires | 1 | 4 | 4 |
| | Client | 4 | 1 | 4 |
| | Liquidité | 4 | 1 | 4 |
| | Taux d'intérêt | 1 | 2 | 2 |
| | Taux de change | 1 | 2 | 2 |
| | Actions | 1 | 4 | 4 |
| | Actifs de couverture des engagements sociaux | 1 | 4 | 4 |
| | Évolutions des réglementations fiscales et sociales | 4 | 4 | 16 |
| 5. Assurance | Politique générale | 4 | 1 | 4 |
| | Responsabilité civile | 4 | 1 | 4 |
| | Dommages aux biens et pertes d'exploitation | 1 | 1 | 1 |
| | Transport, automobile | 1 | 1 | 1 |
| | Médiane | 4 | 2 | 4 |
| | Moyenne | 4 | 2 | 9 |

# 2. Gouvernement d'entreprise et capital social

## 2.1. Rappel des principes de la gouvernance

L'organisation de la gouvernance de ICE Groupe avec un Directoire et un Conseil de surveillance est adaptée aux spécificités de l'entreprise.

- L'équilibre des pouvoirs
L'équilibre des pouvoirs au sein des mandataires sociaux est assuré avec une définition et un partage très précis des missions de chacun, avec d'un côté un directoire alliant expertise et longue connaissance des sociétés du groupe et d'un autre côté huit membres du Conseil de surveillance contrôlant le capital et libres de jugement.

- Des membres du Conseil informés et indépendants
Les membres du Conseil sont en permanence informés de l'ensemble des aspects de la marche de la société et de ses performances. Ce contrôle est facilité par la présence régulière (bien que contrariée par des problèmes de santé au second semestre 2019, elle a été palliée par une information constante via notamment l'intranet du groupe) de son Président — actionnaire majoritaire — au sein de la société, où il a conservé un bureau lui permettant d'accéder directement aux informations internes. Au-delà même de leur présence, les membres du Conseil sont très engagés, avec des expériences complémentaires (expertises industrielles, juridiques, financières, etc.), et pour beaucoup d'entre eux, une mémoire historique, c'est-à-dire une connaissance ancienne et approfondie de l'entreprise et de son environnement.

Les membres du Conseil sont tous assidus (87,5% de présence en 2019) et vigilants. Les travaux et les délibérations du Conseil se font de manière parfaitement indépendante des engagements opérationnels du Directoire.

- Un Conseil qui dispose d'une large palette de moyens
Le Conseil dispose des moyens qui lui permettent de traiter en toute liberté des questions qui le concernent, notamment quand il s'agit de contrôler la bonne gestion et les orientations stratégiques de l'entreprise et d'assurer le suivi de leur mise en œuvre. Le Directoire communique en transparence et a le soutien du Conseil dans les choix stratégiques qu'il lui propose et qui sont contrôlés par ce dernier. Le Président du conseil conduit les travaux du Conseil pour permettre cette adhésion, sans laquelle le Directoire ne saurait totalement s'impliquer et assurer en toute confiance et sérénité le développement de l'entreprise.

## 2.2. Mandataires sociaux

### 2.2.1. Composition du Directoire

Depuis avril 2015, le Directoire comprend 3 membres, un président, Monsieur Pierre Fustier, et 2 membres, Messieurs François Bertauld, et Didier Bantegnies. Les mandats de membres du directoire, d'une durée de 4 années, ont été renouvelés en 2019, avec pour échéance l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2022.

### 2.2.2. Composition du Conseil de surveillance

Au 31 décembre 2019, le Conseil de surveillance comprend 8 membres :
- deux membres (dont l'un est président du Conseil), issus de la famille de M. Jacques Boulard, qui détient 53,59% du capital – M. Jacques Boulard et M. Matthieu Boulard ;
- trois membres (dont l'un est vice-président du Conseil), issus de la famille Neveü, qui détient 6,61% du capital – M. Gérard Neveü, M. Alain Neveü et Mme Marie-Laure Neveü-Gohier ;
- deux membres, issus de la famille de M. Daniel Boulard, qui détient 5,75% du capital – Mme Laurence Boulard et M. Arnaud Boulard;
- une membre, issue de la famille Fustier, qui détient 5,60% du capital – Mme AL Kim Fustier-Malpuech.

Le mandat de Monsieur Jacques Boulard, Président du conseil, a été renouvelé en 2018 et court jusqu'en 2024.
Les mandats de membres du conseil de surveillance de Messieurs Matthieu Boulard et Alain Neveü ont été renouvelés en 2015 et courent jusqu'en 2021. Celui de Madame AL Kim Fustier-Malpuech nommée en 2016 court jusqu'en 2022. Ceux de Mesdames Marie-Laure Neveü-Gohier et Laurence Boulard et de Messieurs Gérard Neveü et Daniel Boulard ont été renouvelés en 2019 et courent jusqu'en 2025.
Cependant, alors qu'il va fêter ses 90 ans en août prochain, Monsieur Gérard Neveü a fait part de son intention de donner sa démission de membre, et donc également de sa fonction de vice-président, du conseil de surveillance lors de

la prochaine assemblée générale. Simultanément à une longue carrière juridique principalement dans les affaires immobilières à la direction d'ESSO SAF, Monsieur Gérard Neveü était entré en 1980 au conseil d'administration de ICE, en était devenu membre du Conseil de surveillance en 1995 puis vice-président du conseil depuis 2001. Le Conseil et l'assemblée générale le remercient chaleureusement pour ces 40 années de participation régulière et assidue à la vie sociale de l'entreprise et de ses Conseils.
Son fils, Monsieur Alain Neveü, X-Ponts, ingénieur général des Ponts et Chaussées et actuellement Délégué interministériel pour le renouveau du bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais, membre du Conseil de surveillance depuis 2003 pourrait le remplacer à la vice-présidence du conseil.

*Une représentation des femmes et des hommes conforme aux dispositions de la loi*
Depuis 2013, le Conseil a recherché une représentation équilibrée des femmes et des hommes telle que prévue dans les grandes sociétés. Avec l'entrée au Conseil de Madame Kim Fustier-Malpuech en 2016, les conditions légales actuelles (art L226-4-1 du code de commerce) sont respectées.

## Liste des mandats et fonctions des mandataires sociaux lors de l'AG du 30 avril 2020

### Directoire

**Pierre Fustier**
*Docteur en économie & administration des entreprises, IAE, DECS. Directeur financier, directeur administratif et financier adjoint au PDG, puis directeur général du directoire. **Président du directoire** à compter de 2009, son mandat a été renouvelé en 2019, à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2022.*

Autres mandats et fonctions en cours
- Président de ICE S.A.S., COMPELMA S.A.S., STIC Société Technique d'Ingénierie et de Coopération S.A.S., WaT S.A.S., CEE Italiana srl et ICELIA S.A.S.
- Directeur général de EC2E S.A.S.,, STILOG IST S.A.S., ISIT S.A.S.. OTN S.A.S., WaT Portage S.A.S., Apilog S.A.S. et de Le Genévrier S.A.S.
- Administrateur-Directeur général délégué de Médiane Système S.A.
- Gérant de ECI SARL, Domus Effectus S.C.I., ABCR S.C.I.
- Administrateur de CEE Relays Ltd et Continental de Equipos Eléctricos S.A.
- Représentant permanent de ICE Groupe S.A. au Conseil d'administration de la SICAV Sequin, gérée par BFT Gestion, société de Amundi Group.

*Détient 8 641 actions ICE Groupe en toute propriété et 54 746 en nue-propriété dans la société ICELIA qu'il préside.*

**Didier Bantegnies**
*AM. Carrière entièrement à ICE: initialement au service méthode puis en charge de la qualité, directeur de production, directeur de division. A compter d'avril 2015, directeur général de ICE. **Membre du directoire** depuis 2015, son mandat a été renouvelé en 2019, à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2022.*

Autres mandats et fonctions en cours
- Administrateur de CEE Italiana srl, CEE Relays Ltd, Continental de Equipos Eléctricos SA.
- Représentant de ICE Groupe SA au Conseil d'administration de Médiane Système S.A.
- Membre des Conseils de surveillance de STILOG IST S.A.S. et d'OTN S.A.S.

**François Bertauld**
*ISEP. Ingénieur développement puis chef de projet. Fondateur de Médiane Système. Directeur général puis président-directeur général depuis janvier 2010. **Membre du directoire** depuis 2015, son mandat a été renouvelé en 2019, à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2022.*

Autres mandats et fonctions en cours
- Vice-président du conseil de surveillance de STILOG IST S.A.S.
- Président d'ISIT S.A.S. et de Médiane Benelux Sprl.
- Gérant de CAVIST S.A.R.L.
- Cogérant de FMB S.C.I. et MELUDEL S.C.

## Conseil de surveillance

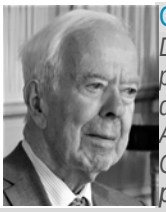
### Jacques Boulard

*Fils de Paul Boulard, principal fondateur de ICE en 1947. X-Ponts, IEP Paris, IHEDN.*
*Ingénieur général des Travaux Maritimes de la Marine Nationale.*
*Vice-président du Conseil de surveillance, puis membre du Directoire.* ***Président du Conseil de surveillance*** *depuis 2006.*
*Nommé le 27 avril 2018, mandat à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2023.*

**Autres mandats et fonctions en cours**

Président des Conseils de surveillance de STILOG IST S.A.S. et d'OTN S.A.S.

*Détient 332 832 actions ICE Groupe en toute propriété et 130 000 en droit aux bénéfices (contrôle majoritaire avec ses enfants).*



### Gérard Neveü

*Docteur en droit. Carrière juridique principalement dans les affaires immobilières à la direction d'ESSO SAF.*
*Administrateur de ICE en 1980, membre du Conseil de surveillance en 1995, puis* ***vice-président du Conseil*** *depuis 2001.*
*Son mandat a été renouvelé en 2019, à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2024, mais il est démissionnaire lors de l'assemblée générale du 30 avril 2020.*

*Détient 70 actions ICE Groupe, son épouse en détient 74 826.*

### Arnaud Boulard

*ESIEE. Carrière industrielle chez Schneider Automation, Alcatel Space et GFI Consulting (programme Airbus), puis gérant de sociétés dans le domaine de l'immobilier.*
*Nommé à l'assemblée du 26 avril 2019 pour un mandat à l'échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2024.*

**Autres mandats et fonctions en cours**

Gérant de DAJIMMO Sarl, Le Dauphiné Sarl, Abfinlauz Sarl et cogérant de Joly Sarl.

*Détient 5 actions ICE Groupe.*

### Laurence Boulard

*EBS. Expert comptable.*
*Membre du Conseil de surveillance depuis 2013, son mandat a été renouvelé en 2019, à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2024.*

**Autres mandats et fonctions en cours**

Gérante de ARLAJE S.C.I., LBO Consulting Eurl et LBO Expertise Sarl.

*Détient 5 actions ICE Groupe.*

### Matthieu Boulard

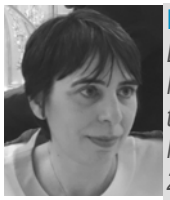
*Fils de Jacques Boulard.*
*ISC. Carrière chez l'éditeur de logiciels informatiques UBISOFT puis artiste plasticien et responsable pédagogique du Mastère production de JV - ISART Digital.*
*Membre du Conseil de surveillance depuis 2003. Nommé le 30 avril 2015, mandat à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2020.*

*Détient 72 000 actions ICE Groupe en toute propriété et 65 000 en nue-propriété.*

### AL Kim Fustier-Malpuech

*HEC, licence de mathématiques appliquées (Orsay), CFA (L1). Carrière en M&A chez Morgan Stanley, JP Morgan, puis analyste chez Crédit Suisse.*
*Director Equity Research – Oil & Gas, HSBC.*
*Nommée le 29 avril 2016, mandat à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2021.*

*Détient 5 actions ICE Groupe.*



### Marie-Laure Neveü-Gohier

*DESS droit notarial, Diplôme Supérieur du Notariat DSN. Notaire salarié. Spécialisation en droit de l'immobilier.*
*Membre du Conseil de surveillance depuis 2013, son mandat a été renouvelé en 2019, à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2024.*

*Détient 5 actions ICE Groupe.*

### Alain Neveü

*X-Ponts. Ingénieur général des Ponts et Chaussées. Délégué interministériel pour le renouveau du bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais.*
*Membre du Conseil de surveillance depuis 2003. Nommé le 30 avril 2015, mandat à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2020.*

*Détient 5 actions ICE Groupe.*

### 2.2.3. Rémunération des dirigeants et jetons de présence

Intégrant la part de son président, la rémunération globale versée au Conseil de surveillance au titre de l'exercice 2019 a été de 93 052 euro.
Comme les dividendes, les jetons de présence, avaient été augmentés l'année dernière de +2,47%. Il vous est proposé pour cet exercice une légère majoration des jetons de présence du Conseil de surveillance, à l'instar des dividendes.
Compte tenu du départ de Monsieur Gérard Neveü, cela correspondrait globalement à des jetons de 42 840 euro.

### 2.2.4. Commissariat aux comptes

Les mandats de la SOCAUDIT, représentée par M. Hervé-Jérôme Buffière, en tant que commissaire aux comptes titulaire, et de J. Causse et associés, en tant que commissaire aux comptes suppléant, ont été renouvelés lors de l'assemblée de 2018 et courent jusqu'en 2024. Les mandats de SKA, représentée par M. Franck Elbase, en tant que commissaire aux comptes titulaire, et de M. Dominique Lambin, en tant que commissaire aux comptes suppléant, ont été renouvelés en 2014 et viennent à échéance avec l'assemblée générale annuelle 2020. Compte tenu de la disparition de l'obligation d'un commissaire aux comptes suppléant lorsque le titulaire est une personne morale, seule SKA est candidate à son renouvellement, avec pour échéance l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2025.

# 2.3. Rapport du conseil de surveillance pour 2019

Conformément à la réglementation, nous avons l'honneur de vous présenter le rapport de votre Conseil de surveillance sur l'exercice 2019.

## Observations sur le groupe ICE

### Evolution de la structure

L'exercice 2019 n'a connu aucune évolution de structure, hormis la cessation d'activité de la participation Alliance TI de Médiane Système et la réorganisation interne de la gouvernance à CEE Italiana et à Compelma, avec pour cette dernière, au début 2020, le troisième départ du responsable opérationnel en un peu plus de deux ans.
Cela montre qu'il existe des potentiels de prise de responsabilités et d'initiative au sein du groupe, ce qu'il convient d'encourager.

### Intensification des relations internes au groupe

2019 a également connu un rythme de croisière pour les réunions des dirigeants du groupe (3 en 2019) qui, outre le resserrement des liens, l'échange d'informations et une occasion de présenter le groupe à des responsables de sociétés susceptibles de le rejoindre, sont le lieu de discussion formalisée sur des sujets communs, mais également sur des projets pouvant être réalisés en partenariat interne.
Cette intégration grandissante des dirigeants a continué à stimuler les prestations intra-groupe (hors portages, c'est-à-dire traduisant de réelles prestations marchandes), qui ont augmenté de 12% de 2018 à 2019, où elles ont représenté 8,5% du chiffre d'affaires consolidé.
Elles ont compris des échanges de personnel :

- mise à disposition de ICE SAS par Médiane Système de 30 ingénieurs (notamment sous le mode d'un 'centre de services' au Pecq et à Lyon) tout le long de l'année dans le cadre de l'étude Smart Electre ;
- mise à disposition d'EC2E par Médiane Système d'un ingénieur en assistance technique au dernier trimestre (travaillant sur une solution de géolocalisation) ;
- mise à disposition d'OTN par WaT d'un ingénieur mécanique tout le long de l'année (pour travailler sur les projets ferroviaires).

ainsi que des transactions marchandes, notamment :

- vente de relais (surtout NP900) par ICE aux CEE ;
- travail commun entre ICE et OTN pour préparer le câblage d'armoires SmartElectre au Creusot en 2020 (qui a donné lieu à l'envoi de 2 ouvriers d'OTN se former à Brie) ;
- interventions d'Apilog pour programmer des automates pour le compte de STIC (sur le circuit de test de véhicules communicants à Montlhéry) et d'ECI (armoires communicantes) ;
- sous-traitance par WaT pour Médiane Système.

### Tensions sur les recrutements

2019 a vu la confirmation des difficultés de recrutement et de fidélisation de collaborateurs ressenties depuis plusieurs années, notamment dans les métiers de l'informatique, ce qui a conduit à différer certaines prestations.

Toutefois, les mesures drastiques prises par le gouvernement pour freiner l'épidémie de COVID19 début 2020 laissent craindre des défaillances d'entreprises, ce qui pourrait conduire à une amélioration des demandes d'emploi au second semestre 2020.

## Observations sur l'activité du groupe

Le **chiffre d'affaires consolidé** du groupe (108,7 M€) dépasse pour la troisième fois le seuil des 100 millions d'euro, avec un **résultat net** part du groupe en progression de +12% (à 6,44 M€) sur 2018, se maintenant ainsi au niveau des plus hauts antérieurs.
A noter que le résultat net d'ICE passe en négatif compte tenu de l'effort en R&D et de l'arrêt des commandes PCCN au quatrième trimestre. Les locomotives qui tirent le résultat du groupe pour 2019 sont surtout Stilog IST, puis OTN, dont chaque résultat net excède le million d'euro, et Compelma et STIC qui s'en approchent.
Ces évolutions contrastées des différentes composantes du groupe montrent encore une fois l'effet bénéfique de ce dernier sur le lissage des aléas, d'autant qu'il continue à bénéficier d'une trésorerie de plus de 30 millions d'euro capable de pallier le creux conjoncturel qui s'annonce pour 2020.

## Perspectives 2020

La pandémie du début de 2020 avec les mesures de confinement et les paniques boursières qui l'accompagnent laissent augurer un mauvais premier semestre, avec possiblement un rebond au second semestre.
Les résultats du groupe en seront très certainement affectés, d'autant que les commandes d'Enedis à ICE vont se tarir.
A ce stade, toute prévision reste encore très incertaine.
Il convient de rappeler la démarche en cours pour l'acquisition de 51% d'un groupe dans des métiers proches de ceux d'OTN, qui devrait aboutir à la fin du premier semestre 2020.

## Observations sur l'activité de votre société ICE Groupe

L'exercice 2019 a été en rebond sur celui de 2018, avec un résultat d'exploitation à +147 k€, les frais de gestion imputés aux sociétés du groupe couvrant les dépenses d'exploitation constituées essentiellement de salaires.
Le résultat financier de 2,66 M€ correspond pour plus de 90% aux dividendes reçus des sociétés du groupe. Il a donc très largement alimenté le résultat net de 2,77 M€. Il est cependant en recul sur celui de 2017 (3,72 M€), cela traduisant la diminution des dividendes encaissés des filiales, principalement la disparition de ceux de la filiale ICE.
Cela ne fait que traduire une politique visant à ne pas trop assécher les trésoreries des filiales en leur laissant la disposition d'une partie des bénéfices qu'elles ont engrangés.

## Organisation des travaux de contrôle

Votre Conseil a suivi l'évolution du groupe au long de l'exercice 2019. Son président a continué de bénéficier d'un bureau au siège, y compris pendant ses indispositions pour raisons de santé au second semestre, et de recevoir régulièrement les informations et comptes rendus internes pertinents. Ses mandats de président du Conseil de surveillance de deux autres entreprises du groupe lui ont par ailleurs permis de se tenir au courant plus précisément de la marche de ces sociétés.

A l'occasion des cinq réunions de 2019, votre Conseil a été informé par le Directoire, au moyen de rapports d'étape très détaillés, des performances des sociétés et de l'évolution de la politique du groupe, le tout à sa satisfaction et dans le respect de la loi et des statuts.

Votre Conseil a, conformément à la loi, examiné les comptes de l'exercice 2019 arrêtés par le Directoire. Il a également examiné les comptes consolidés. Il n'a aucune observation à formuler sur ces documents.

## Proposition d'affectation des résultats

Le Directoire propose de verser en 2020 un dividende en très légère augmentation par rapport à celui versé en 2019, en alignement avec l'inflation.

Cela représente une part modérée – 34% – du résultat net, (25% des sommes distribuables avec le report à nouveau, et seulement 15% du résultat net part du groupe), dans la continuité de la politique industrielle de réinvestissement, notamment par croissance externe, menée depuis plusieurs années et de maintien d'une trésorerie abondante pour parer à un éventuel retournement conjoncturel.

Par ailleurs, la comparaison sur une longue période (depuis 1992) des dividendes et de l'indice général des prix donne en 2019 les majorations suivantes :

- Dividendes +76,9%
- Prix +45,9%

La trésorerie disponible permettant largement le versement de ce dividende, votre Conseil considère que cette proposition d'affectation est raisonnable.

## Conclusion

Nous vous proposons d'approuver l'ensemble des résolutions telles qu'elles vous sont proposées par le Directoire.

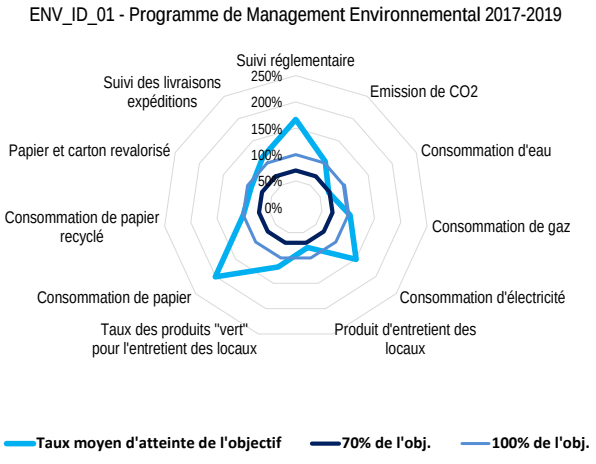
*Le Conseil de surveillance*

# Rapport du président du conseil sur ses mandats spécifiques

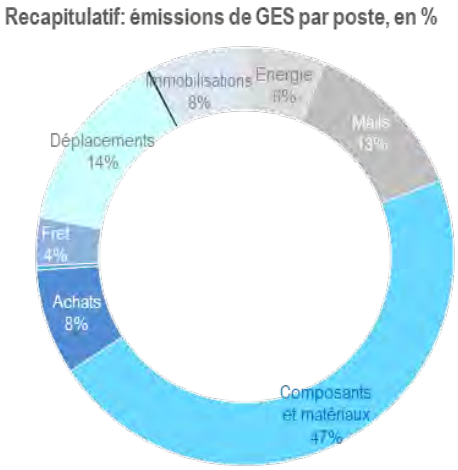
Je vous rends compte à titre personnel des mandats que le Conseil m'a confiés le 30 avril 2015 en matière de surveillance et d'accompagnement des démarches et systèmes « qualité » et « développement durable » de ICE.

J'ai donc suivi en 2019 les actions entreprises dans ces domaines, notamment la réduction des AES (aspects environnementaux significatifs) suite à une nouvelle analyse des cotations des risques associés. N'ont été retenus en définitive que trois AES : les déplacements, la consommation d'énergie et les déchets dangereux.

J'ai par ailleurs assuré le calcul des données du bilan carbone détaillé de 2018 et le suivi et la mise à jour permanente des évolutions réglementaires et de leur impact sur l'activité d'ICE (qui est concernée actuellement par 69 rubriques).




2019 a vu l'achèvement satisfaisant du quatrième programme triennal de management environnemental, puisque la moyenne du pourcentage d'atteinte des objectifs fixés pour cette date est de 91%. Le cinquième est en cours d'approbation. Le suivi des impacts environnementaux de l'activité 2018, sous forme d'un bilan carbone détaillé triennal « 3 scopes », confirme que la société reste très peu polluante.




A périmètre égal (hors courriels), le bilan carbone 2018 est en diminution de 15% sur celui de 2015, cela étant notamment dû à une année plus chaude.

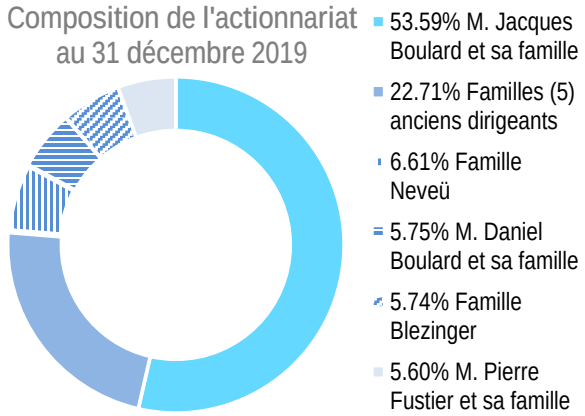
Il faut néanmoins noter l'importance (presque autant que les déplacements) des courriels, qu'il conviendra de restreindre dorénavant.

*Le président du Conseil de surveillance*

# 2.4. Informations concernant l'actionnariat et l'attribution d'actions de performance

## 2.4.1. Montant et répartition

Le montant du capital social et sa répartition ont été inchangés en 2019.




Au moment de la rédaction de ce rapport, et conformément aux dispositions de l'article 233-13 de la Loi sur les sociétés commerciales, nous vous indiquons ci-après l'identité des titulaires de participations significatives du capital social :

- M. Jacques Boulard : plus du quart.
- MM. Thomas et Matthieu Boulard : plus du dixième.
- Mmes Carine Vaquette et Arlette Neveü, MM. Jean-Baptiste Colombel, Daniel Boulard et Pierre Fustier-ICELIA : plus du vingtième.

## 2.4.2. Rapport spécial du Directoire sur les attributions réalisées

Mesdames, Messieurs,

Le présent rapport spécial a pour objet de décrire à votre assemblée, conformément au premier alinéa de l'article L. 225-197-4 du code de commerce (les autres alinéas ne s'appliquant pas), les opérations d'attribution gratuite d'actions ordinaires de la société, réalisées par le Directoire jusqu'à ce jour, en vertu des autorisations consenties par les assemblées générales extraordinaires (AGE) en date du 27 avril 2018 et du 26 avril 2019.

Nous vous rappelons que ces assemblées générales extraordinaires ont autorisé le Directoire, conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants du code de commerce, à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions ordinaires de la société à émettre au profit du Président du directoire, et cela pendant une durée maximum de 38 mois à compter de la date de l'assemblée.

Les assemblées générales du 27 avril 2018 et du 26 avril 2019 ont fixé à un an la durée minimale de la période d'acquisition à l'issue de laquelle chaque attribution des actions ordinaires aux bénéficiaires deviendra définitive, sous réserve de respecter des conditions à déterminer par le Directoire et a fixé la durée minimale de la période de conservation des actions par le bénéficiaire à deux ans à compter de la date d'attribution définitive des actions ; elle a précisé de surcroît que le bénéficiaire étant mandataire social, il ne pourra pas céder ces actions avant la cessation de sa fonction.

Le nombre maximum d'actions ordinaires de la société susceptibles d'être attribuées gratuitement en vertu de ces deux mêmes autorisations a été fixé par chaque assemblée générale à 40.000 actions (soit un total de 80.000 actions, sous le plafond de 10% du capital de la société à la date de chaque décision d'attribution conditionnelle d'actions par le Directoire).

### Modalités définies par le directoire pour les attributions d'actions gratuites

Lors de sa réunion du 17 juin 2019, le Directoire a décidé d'attribuer un nombre maximal total de 80.000 actions gratuites (chaque action de valeur nominale de 10 €), selon les modalités et conditions définies dans le Règlement du plan d'attribution d'actions gratuites.

#### Détermination des bénéficiaires de l'attribution d'actions gratuites

Le Directoire, à l'unanimité, a suivi les recommandations faites aux assemblées générales du 27 avril 2018 et 26 avril 2019 par le Conseil de surveillance, en décidant que l'attributaire serait Monsieur Pierre Fustier, président du directoire.
Vous trouverez ci-après un tableau récapitulatif "Plan 2018" correspondant à l'autorisation donnée par l'AGE de 2018. Il rend compte du nombre et de la valeur des actions conditionnelles qui ont été attribuées gratuitement au bénéficiaire durant l'année 2019 (la première attribution du 17 juin 2019, remplaçant purement et simplement celle de l'année précé-

dente, du 2 mai 2018). Ce tableau, ainsi que celui "Plan 2019" relatif à l'autorisation de l'AGE de 2019, mentionnent également le calendrier relatif aux tranches ultérieures, tel que retenu dans le *Règlement du plan d'attribution d'actions gratuites* approuvé par le directoire le 17 juin 2019.

## Attributions réalisées

| **Attribution d'actions gratuites ICE Groupe** | | | |
|---|---|---|---|
| Plan 2018 | | | |
| Date d'AG | 27-avr-18 | | |
| Valeur nominale d'une action | 10 € | | |
| Nombre d'actions attribuées à M Pierre Fustier | 20 000 (1° tranche) | 20 000 (2° tranche) | 40 000 (total) |
| Date d'attribution conditionnelle (début de la période d'acquisition) | 17-juin-19 | 17-juin-20 | |
| Date d'attribution définitive, sous réserve de respect des conditions fixées | 17-juin-20 | 17-juin-21 | |
| Cession possible à compter du (fin de la période d'obligation de conservation) | 17-juin-22 | 17-juin-23 | |
| (toutefois, le bénéficiaire étant mandataire social, il ne pourra pas les céder avant la cessation de ses fonctions) | | | |

| **Attribution d'actions gratuites ICE Groupe** | | | |
|---|---|---|---|
| Plan 2019 | | | |
| Date d'AG | 26-avr-19 | | |
| Valeur nominale d'une action | 10 € | | |
| Nombre d'actions attribuées à M Pierre Fustier | 20 000 (3° tranche) | 20 000 (4° tranche) | 40 000 (total) |
| Date d'attribution conditionnelle (début de la période d'acquisition) | 17-juin-21 | 17-juin-22 | |
| Date d'attribution définitive, sous réserve de respect des conditions fixées | 17-juin-22 | 17-juin-23 | |
| Cession possible à compter du (fin de la période d'obligation de conservation) | 17-juin-24 | 17-juin-25 | |
| (toutefois, le bénéficiaire étant mandataire social, il ne pourra pas les céder avant la cessation de ses fonctions) | | | |

*Le Directoire*

# 3. Chiffres clés et commentaires sur l'exercice 2019

## 3.1. Situation et activité du groupe

### 3.1.1. Synthèse des résultats 2019

Bien que privée du « booster » de la croissance externe, la progression de l'activité a poursuivi son accélération l'année dernière, s'accompagnant de celle de la rentabilité :

- Le chiffre d'affaires s'est élevé à plus de 108,7 M€ l'année dernière, en croissance de +5,2%.
- Le résultat d'exploitation, qui avait augmenté de +29% en 2018, s'est consolidé à 6,8 M€, alors que simultanément le résultat courant a progressé de +4%, à 7,25 M€.
- Le résultat net part du groupe, qui avait bondi de +48% en 2018, a encore augmenté de +12%, à 6,44 M€.
- La trésorerie nette des dettes financières, qui a bénéficié d'un cash-flow opérationnel « libre » record de 9,7 M€, a fortement progressé (+10,4 M€). Elle a dépassé tous ses précédents, à +23,7 M€. Cette solidité financière permet la poursuite de notre croissance interne et externe.

### 3.1.2. Entrées de commandes consolidées

Après avoir progressé de +4,5% (+2,5% à périmètre constant) en 2018, les prises de commandes ont progressé de +3,2% en 2019, s'établissant à 108,8 M€.

La croissance des entrées de commandes a été concentrée dans l'activité d'*ingénierie* (+6%), le *hardware* progressant faiblement (+1%).

### 3.1.3. Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires a connu une croissance d'autant plus appréciable (+5,2%) qu'elle a correspondu à une accélération par rapport aux années précédentes (+1,5% en 2017 puis +3,3% en 2018) qui bénéficiaient pourtant d'un petit apport de croissance externe. La légère reprise de la branche *énergie* et la vive croissance des *spécialités électroniques* ont permis une progression proche de +4% du *hardware*. La branche *ingénierie* a poursuivi sa progression rapide (+7%) bénéficiant d'une forte croissance des activités de logiciel. Dans ces conditions, la répartition des activités au sein du Groupe est demeurée équilibrée, entre les *matériels* (56%) et les *services* (44%). La répartition du groupe dans plusieurs secteurs d'activité, proches mais non directement corrélés, permet d'obtenir une meilleure stabilité globale tout en bénéficiant des croissances — parfois avec des à-coups importants — de chacun d'eux.

| En milliers d'euro | 2019 | | | 2018 | | 2017 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires par secteur d'activité et zone géographique | Milliers d'euro | Poids en % | Croissance en % | Milliers d'euro | Croissance en % | Milliers d'euro |
| *Energie (1)* | *45 031* | *41%* | *+1.2%* | *44 483* | *-1.6%* | *45 218* |
| *Industrie - spécialités électroniques (2)* | *16 049* | *15%* | *+12%* | *14 320* | *+4.3%* | *13 733* |
| Hardware - Energie et industrie (3=1+2) | 61 080 | 56% | +3.9% | 58 804 | -0.3% | 58 951 |
| Ingénierie technique | 47 592 | 44% | +7.0% | 44 484 | +8.5% | 41 011 |
| Groupe* | 108 709 | 100% | +5.2% | 103 311 | +3.3% | 100 009 |
| ** dont France* | *90 049* | *83%* | *+3.6%* | *86 910* | *-0.7%* | *87 558* |
| ** dont international* | *18 660* | *17%* | *+14%* | *16 401* | *+32%* | *12 451* |

## Énergie

Cette branche d'activité, qui comprend le secteur *Protection et contrôle* constituant l'origine historique du groupe, a représenté 41% de son activité, se reprenant de +1,2%, après ses -1,6% de l'année précédente.

Le chiffre d'affaires de la partie **Protection et contrôle** réalisée en **France** par ICE s'est tassé de −5%, avec des évolutions de nouveau contrastées entre ses trois grands marchés. Ainsi après son rebond de 2018, l'activité auprès d'Enedis a fortement reculé, avec une violente chute de ses commandes pour la gamme numérique PCCN. A l'inverse, l'activité avec RTE a vivement progressé : alors que l'étude Smart Electre (qui étend le contrôle-commande numérique à l'ensemble de ses postes, jusqu'à 225 kV) entrait dans sa phase finale, les affaires avec ces matériels ont amorcé des volumes importants (x2,3). Par ailleurs, l'activité hors T&D a progressé de +7%, notamment grâce au dynamisme dans le ferroviaire et la nouvelle gamme de relais NP900 à destination de l'export et de l'industrie.

Après la reprise de 2018, l'activité dans l'**Union Européenne** des sociétés du secteur des protections a été contrastée en 2019, avec un ralentissement en fin d'année.

Après son bond de +41% en 2018, le chiffre d'affaires de CEE España a encore progressé de +23%. Le portefeuille de commandes a conservé un niveau très élevé, représentant plus de 6 mois d'activité. Les ventes de relais ont bénéficié de la disponibilité de la nouvelle gamme NP900, couplée à de belles affaires avec le tableautier Consonni. L'activité d'études (sélectivité, démarrage moteurs, etc.) principalement pour des clients du secteur pétrole & gaz, qui avait connu un fort développement au cours des deux exercices précédents, s'est consolidée.

Les ventes de CEE Italiana, qui avaient très vivement rebondi en 2018 (+52%), se sont stabilisées. Ce même niveau global a été obtenu avec des évolutions très différenciées, entre de nouvelles fortes croissances des relais (+41%), essentiellement avec la gamme NP900, des interventions sur site (+21%) et un recul du négoce (-5%) et surtout des autres services (ingénierie & armoires spéciales).

Après une progression sensible en 2018 (+13%) et en début d'année, l'activité de CEE Relays a nettement fléchi au second semestre. Les affaires de relais et de négoce ont reculé, mais les services ont progressé.

Après plusieurs années de forte croissance puis leur baisse de 2018, les ventes d'OTN, spécialisée dans le **câblage** et les **travaux électriques**, se sont reprises de +9,2%. Apparue dès 2018, la progression des commandes a été encore plus rapide, avec +17%. La croissance du câblage industriel, première activité de la société, a été élevée, portée par le regain de dynamisme des affaires avec le groupe Schneider — notamment des affaires liées à l'alimentation électrique de datacenters. L'activité ferroviaire a également rebondi, bénéficiant d'affaires de détecteurs d'obstacles pour les métros en Chine ; cela a validé le projet d'une joint-venture locale entre OTN et son partenaire chinois couvrant les périmètres techniques, SAV et commercial. Les ventes de l'activité de travaux ont progressé de +16% : après deux années d'interruption, la reprise des installations de cellules dans les postes EDF a fait rebondir les travaux industriels alors que, simultanément, affectée par de nombreux décalages intempestifs dus aux clients, l'activité de travaux nucléaires s'est légèrement contractée.

Après deux années de consolidation, les ventes d'ECI, spécialisée dans le **câblage électrique**, ont vivement progressé en 2019, avec +24%. La croissance des commandes a été encore plus importante, avec +33%. Le marché francilien des armoires de distribution électrique a donné des signes d'amélioration après des années de bas de cycle. La structure a été renforcée pour faire face à la forte charge, avec des besoins en commercial, chiffrage et câblage.

## Spécialités électriques et électroniques

Après trois années de belles progressions, les ventes d'EC2E se sont consolidées. Cette évolution s'est produite alors que les entrées de commandes augmentaient de +5,6%. En raison de l'absence de nouvelles affaires exceptionnelles, le cœur de métier de la **gestion de matériel de manutention** s'est tassé. Ces ventes ont été sensiblement mieux réparties entre clients. Simultanément, portée par le renouvellement complet de la gamme destinée aux laveries automatiques, l'activité de **centrales de paiement** a fortement progressé.

Après s'être stabilisées l'année précédente, les ventes de Compelma ont progressé de +5,7% en 2019. Après avoir reculé de près d'un tiers aux cours des deux précédents exercices avec la fin de marchés dans l'automobile, les produits de **blindage CEM** ont rebondi de +15% en 2019. Les produits **thermiques**, qui avaient fortement progressé en 2018, se sont tassés. Les ventes auprès du *secteur télécoms* ont encore progressé, avec un ralentissement en fin d'année.

L'année 2019 a été exceptionnelle pour l'activité dans les **télécommunications** FM107.7 sur **autoroute** assurée par STIC : les ventes ont bondi de +48% avec la concrétisation de plusieurs projets d'envergure. Les ventes de matériel ont augmenté de +82% et les services (prestations et maintenance) de +20%. Après des années de reports/retards, l'important projet d'équipement en réseau iso-fréquence synchrone des autoroutes algériennes a commencé à être livré à Ericsson. Par ailleurs, les besoins de renouvellement des matériels auprès des sociétés d'autoroutes françaises, Cofiroute, SANEF, APRR et Escota ont été très soutenus.

### Ingénierie technique et logiciel

Les ventes de l'*ingénierie technique et logiciel* ont progressé globalement de +7%, entrainées principalement par l'informatique technique et les logiciels.

**médiane système**

Le chiffre d'affaires de l'activité en **informatique technique** de Médiane Système a été stable en 2019 dans un contexte particulièrement difficile pour le recrutement et la fidélisation des jeunes ingénieurs. Les effectifs se sont ainsi tassés alors que l'activité demeurait soutenue, avec une croissance de +12% des intentions de commandes. Le taux d'intercontrat s'est un peu dégradé. L'assistance technique et l'activité de centre de services se sont consolidées, alors que les affaires au forfait ont progressé. Les deux principaux secteurs du ferroviaire et de l'équipement électrique se sont développés. Par agence, la hausse de l'activité s'est concentrée sur Paris et Lyon, tandis que Grenoble a reculé.

**médiane benelux**

L'exercice a été marqué par le démarrage de cette nouvelle filiale installée à Bruxelles. Après avoir été portée par sa maison mère Médiane Système pendant les premiers mois, l'activité a commencé à se développer localement (responsable d'agence, premiers salariés et factures directes) à compter de novembre.

**Stilog**

L'activité de STILOG IST a poursuivi sa brillante accélération amorcée à la mi-2018, se traduisant par une hausse annuelle du chiffre d'affaires de +32%. A l'image de l'exercice antérieur, l'activité ESN spécialisée en **informatique scientifique** a généré la plus forte croissance, continuant de bénéficier de nombreux projets pour le secteur aéronautique et du développement d'une offre de tierce maintenance applicative. L'activité d'**édition** de **logiciel** (Visual Planning) a bénéficié également d'une vive progression, largement tirée par les prestations (déploiement, formation, conseil), bénéficiant notamment du développement de l'activité de TMA pour Visual Planning. Les ventes de licences et maintenance ont également bien progressé. Une nouvelle version V7 du logiciel a été présentée aux utilisateurs en janvier 2020.

**Stilog inc.**

L'activité de sa filiale STILOG Inc., commercialisant le logiciel Visual Planning sur le marché américain, a poursuivi sa vive croissance. L'année dernière, son chiffre d'affaires a progressé de +37% (en dollar, +44% en euro), moins rapidement que sa facturation, +44%, en raison du développement plus rapide des licences (en doublement) vendues en mode *SaaS* – dont les recettes sont réparties sur plusieurs années, contrairement à la recette immédiate d'une cession de logiciel. Bien que le nombre de clients ait bien augmenté, atteignant 77 en 2019, la concentration des ventes s'est accrue : les 10 premiers clients représentaient 62% de la facturation de l'exercice, à rapprocher de 49% un an auparavant. La dynamique commerciale demeure satisfaisante, portée par les investissements dans l'équipe et l'élaboration de preuves de concept remises aux clients.

### Automatisme, mécanique et outils de R&D

**WaT**

Après leur recul de 2018 et jusqu'à la mi-2019, les ventes de WaT, bureau d'études spécialisé dans les **automatismes** et la **mécanique**, ont rebondi de +13% au deuxième semestre, ce qui n'a pu empêcher une consolidation annuelle. L'agence de Lyon a fortement progressé, confirmant ainsi sa place de premier établissement. L'ancienne agence principale, Grenoble, qui avait été affectée jusqu'à l'été par la forte baisse de Schneider, est repassée en croissance au second semestre. Les autres agences de Chambéry, Paris et Auvergne ont poursuivi leurs baisses, mais le travail des deux commerciaux embauchés il y a plusieurs mois a commencé à générer de nouvelles affaires, et de belles progressions sont escomptées dans les prochains mois.

**WaT Portage**

L'activité de WaT Portage a poursuivi son fort développement, avec une croissance de +88% de son chiffre d'affaires et un effectif doublé. Les demandes les plus importantes des clients finaux portent sur des postes d'automaticiens. Une large partie de son chiffre d'affaires continuait d'être portée par sa société mère WaT.

**Apilog**

Apilog, spécialisée dans l'intégration d'**automatismes** industriels et le câblage électrique, a fortement progressé en 2019 : ses entrées de commandes ont ainsi bondi de +76%, alors que simultanément, son chiffre d'affaires a progressé de +22%. La croissance des facturations a été concentrée sur l'automobile, mais beaucoup des très importantes affaires conclues avec un acteur important du secteur ont été perdues en raison de l'arrêt de l'activité de ce dernier. Par ailleurs, après leur stabilisation, la croissance des facturations aux aéroports a repris, ce qui a permis une belle croissance dans ce secteur.

**I.S.I.T**

L'activité d'ISIT, spécialiste de la **distribution de logiciels destinés au développement de systèmes embarqués**, qui avait progressé en 2017 et 2018, a subi un violent décrochage au second semestre. Sur l'ensemble de l'année, la contraction des ventes a affecté toutes les activités, en particulier les services (notamment les prestations). A l'exception de l'assurance qualité logicielle, la première activité, et de la production & tests, qui consolident leurs niveaux, les autres activités, le temps réel embarqué et les réseaux industriels et automatismes, ont reculé.

**MEDIANE INGENIERIE**

Médiane Ingénierie, participation détenue à 39% dans le même métier que Médiane Système en **informatique technique** à Toulouse, qui avait fortement progressé au cours des années précédentes, a été affectée par des départs de salariés : son chiffre d'affaires a donc diminué alors que la part de l'activité portée par Médiane Système a augmenté.

## 3.1.4. Résultats

### Compte de résultat consolidé 2019 (du chiffre d'affaires au résultat opérationnel)

Le tassement de 0,63 M€ du résultat opérationnel d'une année sur l'autre s'explique notamment par la variation des éléments suivants (incidences supérieures à 100 milliers d'euro) :

| Résultat opérationnel par nature de charges | 2019 | | | 2018 | | 2017 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | En milliers d'euro | Contribution par rapport au résultat | Croissance en % | En milliers d'euro | Croissance en % | En milliers d'euro |
| Chiffre d'affaires | 108 709 | +5399 | +5.2% | 103 310 | +3.3% | 100 009 |
| Production stockée | -203 | -1676 | - | 1 473 | - | -970 |
| Coût d'achat des biens produits | -28 786 | -2021 | +7.6% | -26 765 | +3.8% | -25 778 |
| Marge brute | 79 720 | +1693 | +2.2% | 78 027 | +6.4% | 73 328 |
| Consommation en provenance de tiers | -18 312 | -1059 | +6.1% | -17 253 | +4.9% | -16 454 |
| Charges de personnel (1) | -54 087 | -1462 | +2.8% | -52 625 | +4.2% | -50 495 |
| Charges fiscales (2) | 1 445 | +748 | x 2.1 | 696 | x 2.2 | 311 |
| Charges calculées (3) | -1 973 | -779 | +65% | -1 194 | +54% | -774 |
| Autres produits et charges | -58 | +228 | -80% | -286 | +26% | -227 |
| Résultat opérationnel | 6 734 | -630 | -8.6% | 7 364 | +29% | 5 688 |

(1) Incluant la participation des salariés (+412 k€ en 2019) et, jusqu'en 2018, le crédit d'impôt compétitivité et emploi (-1,14 M€ en 2018)
(2) Impôts et taxes nets des subventions d'exploitation
(3) Amortissements et provisions nets de reprises

Au total, l'exploitation du groupe peut se résumer ainsi :

- le chiffre d'affaires a atteint 108 709 milliers d'euro, en augmentation de +5,2%,
- la marge brute a progressé de +2,2% (+1,7 M€), à 79 720 milliers d'euro,
- en raison d'un accroissement plus rapide des consommations (+6,1%, +1,06 M€), de celui, également un peu moins important, des charges de personnel (+2,8%, +1,46 M€) et malgré un accroissement des aides fiscales (+0,75 M€) équivalente à la progression des charges calculées, le résultat opérationnel s'est tassé, représentant 6,2% du chiffre d'affaires 2019.

### Résultats d'exploitation par secteur d'activité

| En milliers d'euro | 2019 | | | 2018 | | 2017 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Résultat opérationnel par secteur d'activité | Milliers d'euro | Marge en % | Croissance en % | Milliers d'euro | Croissance en % | Milliers d'euro |
| *Energie (1)* | *1 604* | *3.6%* | *-42%* | *2 756* | *x2.1* | *1 302* |
| *Industrie - spécialités électroniques (2)* | *3 398* | *21%* | *+34%* | *2 531* | *+72%* | *1 473* |
| Hardware - Energie et industrie (3=1+2) | 5 002 | 8.2% | -3.9% | 5 203 | +76% | 2 959 |
| Ingénierie technique | 1 577 | 3.3% | -25% | 2 098 | -21% | 2 652 |
| Groupe* | 6 734 | 6.2% | -8.6% | 7 364 | +29% | 5 687 |

A l'inverse de 2018, la diminution globale de -8,6% du résultat d'exploitation a été particulièrement importante dans le secteur *protection et contrôle* (partie de la branche *énergie*). Simultanément, après leur bond de 2018, les niches dans les *spécialités électroniques* ont encore bien progressé, obtenant des marges élevées.

La branche *ingénierie technique et logiciel* s'est de nouveau tassée, les résultats étant principalement obtenus dans l'activité de logiciel. Dans ces conditions, la branche *ingénierie technique et logiciel* a dégagé une rentabilité moindre que celle du *hardware*, représentant respectivement 3,3% et 8,2% des ventes.

Dans l'activité *protection et contrôle* en France, le fort recul des volumes avec Enedis et le niveau record des dépenses de R&D (31% des ventes) a pesé sur la rentabilité ; cette dernière, qui était élevée dans le passé, puis juste à l'équilibre en 2018, a accusé une forte perte que l'importante aide du crédit d'impôt recherche n'a pas complètement fait disparaître (-3,9% des ventes). Dans le même métier de la protection et contrôle, les sociétés réalisant cette activité dans l'UE, qui avaient obtenu l'année précédente un excellent niveau de marge, ont un peu fléchi, tout en conservant un bon niveau moyen (16% des ventes).
La rentabilité des autres activités dans l'énergie (*câblage et travaux électriques*) a légèrement progressé (+2%) mais moins que leurs ventes (+12%) ; leurs marges ont été proches de 9% et leurs meilleures perspectives devraient permettre un rebond de leurs résultats futurs.
Cumulant leurs fortes améliorations de ces dernières années (2015, 2016 et 2018), avec celle de l'année dernière (+34%), le résultat des *niches de matériels électroniques* a été inégalé, la marge moyenne atteignant 21% : le *négoce des composants CEM et thermiques* et les *télécommunications FM sur autoroute*, deux activités ayant affecté il y a quelques années les résultats du groupe, ont obtenu des marges records de 22% et 25%.
La stabilité du résultat de la branche *énergie et industrie* a donc recouvert une forte hétérogénéité de ses marges.
Les résultats de l'*ingénierie technique et logiciel* ont été également très dissemblables selon les activités. Globalement, le résultat a diminué de -25%, la faible marge moyenne (3,3%) recouvrant des situations bien différentes : la marge de l'activité de logiciel en France a ainsi été proche de 20%, celles des activités ESN et de l'ingénierie étant entre 2% et 7%, la distribution de logiciels pour systèmes embarqués accusant une perte.

### Nouvelle augmentation du résultat net part du groupe

Le tassement du résultat opérationnel a été « effacé » au niveau du résultat courant avant impôt par un rebond du résultat financier généré par les revenus de nos placements de trésorerie.

Ces derniers, qui avaient été affectés en 2018 par la chute boursière de fin d'année, ont bénéficié du rebond de 2019, annulant les moins-values sur nos placements en supports actions. Ces derniers cherchent en effet à pallier l'absence de toute rémunération sur la partie liquide de notre trésorerie, conséquence des taux à court terme négatifs. La partie de la trésorerie placée (35% de notre trésorerie nette — partagés entre comptes à terme et supports risqués — le solde demeurant en liquidités) a généré un rendement moyen de 6,9% par rapport à l'ensemble de la trésorerie nette moyenne. Au total, et alors que seulement 41% des performances financières 2019 de nos placements ont été comptabilisés en résultat (le solde augmentant les éléments directement constatés en capitaux propres), les bons produits financiers, s'ajoutant au résultat d'exploitation en légère diminution, ont permis une croissance de +4% du résultat courant. Ce dernier a donc largement contribué à la progression de +12,1% (après +48% en 2018) du résultat net total du groupe qui a atteint 6,43 M€, égalant son précédent record de 2009.

### Progression du dividende proposé

La politique de dividende doit intégrer les résultats obtenus mais également les dernières prévisions de l'entreprise. Or, le choc national dû au Covid-19 entraine une grande incertitude quant à l'évolution de l'activité et des résultats du groupe. Il est donc raisonnable de contenir la progression des dividendes de cette année. Faisant suite à la majoration de +2,44% de l'année dernière, elle pourrait se limiter à l'évolution générale du coût de la vie, soit 1,2%. Le directoire propose donc à l'Assemblée Générale d'approuver un dividende de 0,85 euro par action, à rapprocher de 0,84 euro l'année dernière.
Cela représenterait 34% du bénéfice social (dans la moyenne des 10 dernières années) et 15% du bénéfice consolidé, à rapprocher de 16,6% l'année précédente.

## 3.1.5. Trésorerie

| En milliers d'euro | 2019 | | | 2018 | | 2017 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Trésorerie * | Milliers d'euro | % du CA annuel | Croissance | Milliers d'euro | Croissance | Milliers d'euro |
| Société mère (1) | 7 776 | 7.2% | +1360 | 6 416 | -3 945 | 10 361 |
| Trésorerie groupe | 31 281 | 29% | +5835 | 25 446 | -3 615 | 29 061 |
| Trésorerie nette groupe (2) | 23 031 | 21% | +9712 | 13 319 | +581 | 12 738 |

* Valeurs mobilières de placement (au prix de vente du marché) et
(1) Hors portage de placements
(2) Trésorerie - emprunts et dettes financières non courants.

# 3.2. Rapport sur les comptes sociaux

Les comptes sociaux de ICE Groupe ont été arrêtés par le Directoire puis examinés par le Conseil de surveillance dans leurs réunions du 20 mars 2020, avec les deux Commissaires aux Comptes.

## 3.2.1. Chiffre d'affaires

Depuis la scission de 2015, le chiffre d'affaires est essentiellement composé des portages pour le compte des filiales ainsi que les services qu'elle leur rend.

## 3.2.2. Bilan et compte de résultat de ICE Groupe

Les comptes sociaux, bilan et compte de résultat, de ICE Groupe figurent dans le chapitre « Comptes sociaux » des comptes annuels.
Au 31 décembre 2019, le total du bilan s'élève à 78 062,7 milliers d'euro contre 78 093,5 milliers d'euro au 31 décembre 2018.
Les comptes sociaux de la société sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises et aux principes comptables généralement admis. Ils n'ont pas subi de changement de méthode significatif.
Au 31 décembre 2019, le capital social est composé de 1 132 400 titres de 10 euro de nominal.
L'annexe comptable fait partie intégrante des comptes annuels.
Le compte de résultat fait ressortir un bénéfice net de 2 770,5 milliers d'euro contre 1 949,2 milliers d'euro au 31 décembre 2018.

## 3.2.3. Décomposition des dettes fournisseurs et créances clients

Conformément à la loi, nous vous indiquons le nombre et le montant total hors taxe au 31-12-2019 des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance :

| En keuro | Montant | Nombre | %/achats |
|---|---|---|---|
| 0 jour (indicatif.) | 107,2 | 5 | 1,1% |
| 1 à 30 jours | - | | - |
| 31 à 60 jours | 5,4 | | 0,1% |
| 61 à 90 jours | 40,9 | | 0,4% |
| 91 jours et + | 154,0 | | 1,6% |
| Total hors délai | 200,3 | 20 | 2,0% |

De même, le nombre et le montant total hors taxe des factures émises non réglées au 31-12-2019 étaient ainsi répartis :

| En keuro | Montant | Nombre | %/ventes |
|---|---|---|---|
| 0 jour (indicatif.) | 146,0 | 12 | 1,3% |
| 1 à 30 jours | - | | - |
| 31 à 60 jours | 9,8 | | 0,1% |
| 61 à 90 jours | - | | - |
| 91 jours et + | 74,2 | | 0,7% |
| Total hors délai | 84,0 | 8 | 0,8% |

Par ailleurs, le nombre et le montant total hors taxe des factures reçues au cours de 2019 ayant connu un retard de paiement, étaient ainsi répartis :

| En keuro | Montant | Nombre | %/achats |
|---|---|---|---|
| 0 jour (indicatif.) | 565,8 | 32 | 5,8% |
| 1 à 30 jours | 1 428,2 | | 14,5% |
| 31 à 60 jours | 1 712,0 | | 17,4% |
| 61 à 90 jours | 2 059,8 | | 21,0% |
| 91 jours et + | 2 733,5 | | 27,8% |
| Total hors délai | 7 933,5 | 575 | 80,7% |

Enfin, le nombre et le montant total hors taxe des factures émises au cours de 2019 ayant connu un retard de paiement étaient ainsi répartis :

| En keuro | Montant | Nombre | %/ventes |
|---|---|---|---|
| 0 jour (indicatif.) | 564,2 | 9 | 5,0% |
| 1 à 30 jours | 3 778,0 | | 33,5% |
| 31 à 60 jours | 1 021,8 | | 9,1% |
| 61 à 90 jours | 373,6 | | 3,3% |
| 91 jours et + | 2 155,9 | | 19,1% |
| Total hors délai | 7 329,2 | 450 | 65,1% |

## 3.2.4. Résultats financiers sur 5 ans

Le tableau des résultats financiers sur 5 ans fait partie intégrante des comptes sociaux.

## 3.2.5. Filiales et participations

Les informations relatives à l'activité des filiales sont notamment mentionnées au début de ce rapport et, pour les comptes annuels, dans le descriptif du secteur d'activité dont elles relèvent. Des données financières les concernant sont également contenues dans le tableau des filiales et participations au 31 décembre 2019, annexé aux comptes sociaux.

# 3.3. Faits marquants, évènements récents et perspectives

## 3.3.1. Faits marquants de l'exercice 2019

- Le groupe a été affecté par la chute brutale de ses affaires avec son premier client historique dominant, Enedis, dont les services centraux d'achat mettent en œuvre une politique industrielle incohérente.
- Conséquence de prix de marché surévalués, aucune acquisition de sociétés élargissant le groupe n'a pu être réalisée en 2019. Cependant, dopée par le fort développement des 3 nouvelles filiales, WaT-Portage, Médiane Benelux et Stilog inc., la croissance interne a été plus importante.
- L'année dernière, le capital social d'OTN a été porté de 1.000.000 à 4.000.000 euro.

## 3.3.2. Evénements importants survenus depuis le début de l'exercice 2020

En février, une promesse de vente de 51% du capital d'une société élargissant l'offre d'OTN a été signée. La cession des titres devrait intervenir en juin.

Au moment où ce rapport est rédigé, la crise sanitaire de l'épidémie Covid-19 affecte toutes les sociétés du groupe. Dans la mesure du possible, elles mettent en œuvre activement et dans une proportion significative le télétravail. L'investissement industriel ayant de l'inertie, les conséquences pourraient n'être pas trop rapides pour le groupe mais ce dernier sera impacté avec un décalage au-delà des quelques mois postérieurs à cette crise.

Aucun autre événement important n'est intervenu depuis le début de l'exercice 2020.

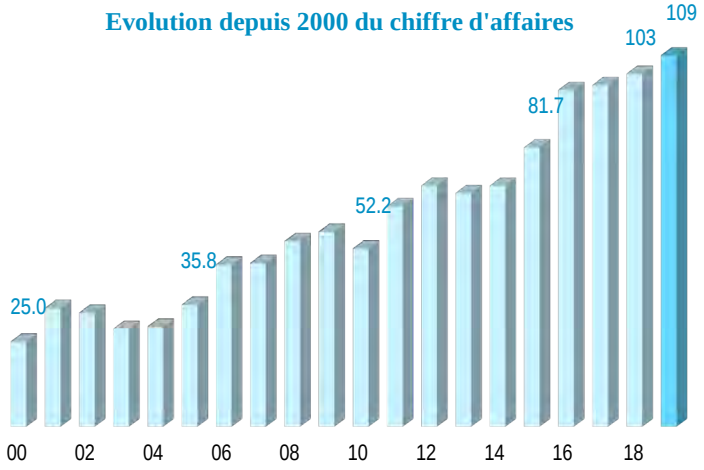
## 3.3.3. Perspectives

Le Groupe aborde l'avenir à moyen-long terme avec confiance, porté par l'amélioration des perspectives de ses marchés de l'équipement industriel. En France, les entreprises continuent en effet d'investir massivement. Au cours de l'année écoulée, les investissements ont progressé de +4% environ. L'amélioration des taux de marge, une demande qui résiste et les taux bas sont les ingrédients de cette évolution favorable. Par ailleurs, beaucoup d'entreprises ont commencé leur mue vers l'économie numérique dans laquelle le groupe est situé. A ce sujet, les investissements dans les actifs immatériels ayant tendance à se déprécier plus vite, ils doivent être plus souvent remplacés.
Dans le détail, le groupe escompte une poursuite du tassement des marchés des protections des réseaux électriques en France, une nouvelle croissance des niches spécialisées dans les protections des réseaux électriques à l'étranger ainsi que dans celles en électricité et électronique, et une poursuite de la progression de l'ingénierie technique & logiciel.

La confiance du groupe est confortée par son business model de long terme d'élargissement de ses activités, créateur de croissance et de forte diminution globale du risque, que conforte le niveau élevé de la trésorerie conservée en interne.
Enfin, la confiance du groupe est renforcée par ses fondamentaux : ses hommes et ses femmes, sa recherche, sa capacité à innover et à proposer des produits et services de qualité au plus près des besoins des clients.

La constitution progressive du groupe depuis 2000 et la croissance des sociétés qui l'ont rejoint constituent l'illustration de cette politique des derniers exercices et qui sera poursuivie dans les prochaines années.

**Evolution depuis 2000 du chiffre d'affaires**




Avant la nette dégradation apportée par le Covid-19, les tendances étaient modérément positives :

- Après son amélioration de 2017-2018, l'économie française devait poursuivre sa décélération en 2020.
- Le ralentissement de la croissance devait conduire les entreprises françaises à restreindre leurs investissements cette année. Ainsi, en début d'année, les chefs d'entreprise anticipaient une hausse des investissements de l'ordre de +3%, « la plus faible prévision de croissance de l'investissement depuis 2013 », indiquait l'INSEE. Ce dernier ajoutait : « Cependant, en moyenne depuis 2003, la prévision que les entreprises émettent en janvier est supérieure de 3 points à la réalisation constatée l'année suivante ».
- La même évolution pourrait peser sur nos marchés à l'étranger : ainsi, le ralentissement de l'économie américaine serait également moins favorable au développement de Stilog Inc. La même évolution devait être ressentie, en Espagne et en Italie, pour nos filiales CEE.

Avec l'impact, constamment évolutif, de la crise sanitaire du Covid-19, notre environnement général est devenu hautement incertain mais très probablement négatif. Il dépendra de la durée et de l'ampleur de son extension. Cette crise exerce à la fois un choc de demande, notamment pour des

secteurs des transports et des matières premières, et un choc d'offre dû à des difficultés d'approvisionnement dans plusieurs secteurs (notamment l'électronique qui nous concerne directement) ainsi qu'aux mesures sanitaires ralentissant le fonctionnement de l'activité économique.

Cette situation provisoire n'est pas de nature à remettre en cause l'équilibre financier du groupe qui est solide. Néanmoins, notre environnement pourrait être cette année sensiblement moins favorable que les années précédentes.

Bien qu'impactée par la crise, la trésorerie demeurerait positive.

# Comptes consolidés
# au 31 décembre 2019

Les comptes détaillés dans ce chapitre présentent les résultats de ICE Groupe dans leur intégralité, toutes filiales confondues.

# 4. Comptes consolidés

## 4.1. Comptes de résultat consolidés comparés

| En milliers d'euro | 2019 | 2019 Règles 99-02 | 2018 | 2018 Règles 99-02 | 2017 | 2017 Règles 99-02 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires (note 3) | 108 709 | 108 709 | 103 310 | 103 310 | 100 009 | 100 009 |
| Production stockée | -203 | -203 | 1 473 | 1 473 | -970 | -970 |
| Production immobilisée | - | - | 9 | 9 | 66 | 66 |
| Production de l'exercice | 108 506 | 108 506 | 104 792 | 104 792 | 99 106 | 99 106 |
| Coût d'achat des biens produits | -28 786 | -28 786 | -26 765 | -26 765 | -25 778 | -25 778 |
| Marge brute | 79 720 | 79 720 | 78 027 | 78 027 | 73 328 | 73 328 |
| Consommation en provenance de tiers | -18 312 | -18 312 | -17 253 | -17 253 | -16 454 | -16 454 |
| Valeur ajoutée | 61 407 | 61 407 | 60 774 | 60 774 | 56 873 | 56 873 |
| Subventions d'exploitation | 3 445 | 23 | 2 876 | 45 | 2 209 | 57 |
| Impôts et taxes | -2 001 | -2 001 | -2 180 | -2 180 | -1 899 | -1 899 |
| Charges de personnel (note 4) | -54 087 | -54 087 | -52 625 | -52 625 | -50 495 | -50 495 |
| Excédent brut d'exploitation | 8 765 | 5 342 | 8 844 | 6 014 | 6 689 | 4 536 |
| Reprises et transferts de charges | 718 | 718 | 1 135 | 1 135 | 1 292 | 1 292 |
| Amortissements et provisions | -2 690 | -2 690 | -2 329 | -2 329 | -2 067 | -2 067 |
| Résultat d'exploitation | 6 792 | 3 370 | 7 650 | 4 820 | 5 915 | 3 762 |
| Autres produits et charges (note 5) | -58 | -58 | -286 | -286 | -227 | -227 |
| Résultat opérationnel | 6 734 | 3 311 | 7 364 | 4 533 | 5 688 | 3 535 |
| Produits financiers | 614 | 614 | 218 | 218 | 630 | 630 |
| Charges financières | -99 | -99 | -610 | -610 | -248 | -248 |
| Résultat financier (note 6) | 514 | 514 | -392 | -392 | 383 | 383 |
| Résultat courant avant impôts | 7 248 | 3 826 | 6 972 | 4 141 | 6 070 | 3 917 |
| Résultat exceptionnel (note 5) | 270 | 270 | 150 | -71 | 17 | 17 |
| Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence | 113 | 113 | -51 | -51 | 59 | 59 |
| Amortissement ou dépréciation des écarts d'acquisition (note 7) | - | -726 | - | -731 | - | -911 |
| Impôts sur les résultats (note 8) | -895 | 2 527 | -927 | 2 125 | -1 375 | 761 |
| Résultat net | 6 735 | 6 009 | 6 145 | 5 414 | 4 771 | 3 843 |
| Dont : | | | | | | |
| - part du groupe | 6 435 | 5 709 | 5 739 | 5 009 | 3 891 | 2 963 |
| - part des minoritaires | 300 | 300 | 405 | 405 | 880 | 880 |
| Résultat net par action part du groupe (euro) | 5.68 | 5.04 | 5.07 | 4.42 | 3.44 | 2.62 |

# 4.2. Bilans consolidés comparés

## Actif (en valeurs nettes)

| En milliers d'euro | 31/12/2019 | Règles 99-02 | 31/12/2018 | Règles 99-02 | 31/12/2017 | Règles 99-02 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Actifs non courants | 28 472 | 15 917 | 28 669 | 16 840 | 28 574 | 17 476 |
| Ecarts d'acquisition (note 7) | 19 406 | 7 185 | 19 406 | 7 911 | 19 406 | 8 642 |
| Autres immobilisations incorporelles (note 9) | 1 033 | 716 | 1 160 | 843 | 1 216 | 899 |
| Immobilisations corporelles (note 10) | 3 400 | 3 400 | 3 974 | 3 974 | 3 898 | 3 898 |
| Actifs financiers non courants (note 11) | 828 | 828 | 824 | 824 | 783 | 783 |
| Titres mis en équivalence | 330 | 330 | 275 | 275 | 345 | 345 |
| Impôts différés actifs (note 8) | 3 475 | 3 458 | 3 029 | 3 013 | 2 927 | 2 910 |
| Actifs courants | 100 779 | 99 897 | 95 207 | 95 077 | 93 839 | 93 250 |
| Stocks (note 12) | 12 930 | 12 930 | 12 041 | 12 041 | 10 575 | 10 575 |
| Créances clients (note 13) | 36 743 | 36 743 | 34 436 | 34 436 | 31 785 | 31 785 |
| Autres actifs courants (note 14) | 3 622 | 3 622 | 3 549 | 3 549 | 3 804 | 3 804 |
| Créances fiscales (hors TVA) | 15 303 | 15 303 | 19 337 | 19 337 | 18 469 | 18 469 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 15) | 32 180 | 31 298 | 25 844 | 25 715 | 29 207 | 28 618 |
| Total de l'actif | 129 250 | 115 814 | 123 876 | 111 917 | 122 414 | 110 726 |

## Passif

| En milliers d'euro | 31/12/2019 | Règles 99-02 | 31/12/2018 | Règles 99-02 | 31/12/2017 | Règles 99-02 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Fonds propres | 86 809 | 73 372 | 80 551 | 68 592 | 76 088 | 64 401 |
| Capital | 11 324 | 11 324 | 11 324 | 11 324 | 11 324 | 11 324 |
| Réserves | 53 827 | 53 827 | 49 773 | 49 773 | 47 739 | 47 739 |
| Ecarts d'acquisition et fonds de commerce amortis | 11 828 | - | 11 098 | - | 10 171 | - |
| Eléments constatés directement en capitaux propres (note 15) | 882 | - | 130 | - | 603 | - |
| Réserve de conversion | -143 | -143 | -158 | -158 | -153 | -153 |
| Résultat | 6 435 | 5 709 | 5 739 | 5 009 | 3 891 | 2 963 |
| Capitaux propres - part du groupe | 84 153 | 70 717 | 77 906 | 65 948 | 73 574 | 61 873 |
| Intérêts minoritaires | 2 540 | 2 539 | 2 529 | 2 528 | 2 398 | 2 412 |
| Autres fonds propres | 116 | 116 | 116 | 116 | 116 | 116 |
| Passifs non courants | 9 553 | 9 553 | 13 228 | 13 228 | 17 426 | 17 426 |
| Provisions pour retraites (note 16) | 1 089 | 1 089 | 809 | 809 | 992 | 992 |
| Impôts différés passifs (note 8) | - | - | 101 | 101 | 95 | 95 |
| Fournisseurs d'immobilisations financières | 211 | 211 | 276 | 276 | 338 | 338 |
| Emprunts et dettes financières non courants (note 17) | 8 253 | 8 253 | 12 043 | 12 043 | 16 001 | 16 001 |
| Passifs courants | 32 888 | 32 888 | 30 097 | 30 097 | 28 899 | 28 899 |
| Dettes fournisseurs | 7 955 | 7 955 | 7 007 | 7 007 | 7 849 | 7 849 |
| Provisions pour risques et charges | 413 | 413 | 267 | 267 | 426 | 426 |
| Autres passifs courants (note 18) | 24 465 | 24 465 | 22 423 | 22 423 | 20 478 | 20 478 |
| Emprunts et dettes financières courants | 55 | 55 | 400 | 400 | 146 | 146 |
| Total du passif | 129 250 | 115 814 | 123 876 | 111 917 | 122 414 | 110 726 |

# 4.3. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Variation des capitaux propres part du groupe, contribution de chaque société aux capitaux propres et au résultat consolidé

| En milliers d'euro | Capitaux propres N-1 | Divi-dendes versés | Divi-dendes reçus | Résultat | Ecarts convers. & autres mouvmt | Capitaux propres N |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2019 | | | | | | |
| Alliance TI | 17 | - | - | -5 | -12 | - |
| Apilog | 55 | -20 | - | -30 | - | 5 |
| CEE España | 1 645 | -480 | - | 668 | 0 | 1 833 |
| CEE Italiana | 890 | -288 | - | 112 | - | 714 |
| CEE Relays | 57 | - | - | -64 | 13 | 5 |
| Compelma | -694 | -300 | - | 942 | - | -52 |
| Domus Effectus | -128 | - | - | 6 | - | -122 |
| EC2E | 656 | -281 | - | 344 | -0 | 720 |
| ECI | -209 | - | - | -1 | - | -211 |
| ICE Groupe | 60 635 | -951 | 2 768 | 257 | 729 | 63 438 |
| ICE | 905 | - | - | 120 | - | 1 025 |
| ISIT | -24 | - | - | -165 | - | -189 |
| Médiane Benelux | -37 | - | - | 44 | -0 | 7 |
| Médiane Ingénierie | 231 | -39 | - | 117 | - | 309 |
| Médiane Système | 7 431 | -299 | 51 | 417 | -0 | 7 600 |
| OTN | 2 733 | -380 | - | 1 050 | - | 3 403 |
| STIC | 48 | -360 | - | 909 | - | 598 |
| Stilog IST | 2 561 | -360 | - | 1 917 | 23 | 4 140 |
| Stilog Inc. | -453 | - | - | -296 | -1 | -750 |
| WaT | 1 577 | - | - | 73 | - | 1 650 |
| WaT Portage | 9 | - | - | 20 | - | 29 |
| Groupe | 77 906 | -3 758 | 2 819 | 6 435 | 751 | 84 153 |
| 2018 | | | | | | |
| Alliance TI | 146 | - | - | -128 | - | 17 |
| Apilog | 14 | -18 | - | 59 | 0 | 55 |
| CEE España | 1 387 | -225 | - | 483 | -0 | 1 645 |
| CEE Italiana | 630 | -29 | - | 290 | - | 890 |
| CEE Relays | 47 | -33 | - | 45 | -2 | 57 |
| Compelma | -1 328 | - | - | 635 | -0 | -694 |
| Domus Effectus | -120 | - | - | -8 | - | -128 |
| EC2E | 528 | -281 | 26 | 384 | -0 | 656 |
| ECI | -159 | -26 | - | -25 | -0 | -209 |
| ICE Groupe | 59 971 | -929 | 2 044 | -70 | -381 | 60 635 |
| ICE | 205 | - | - | 700 | -0 | 905 |
| ISIT | -72 | - | - | 48 | -0 | -24 |
| Médiane Benelux | - | - | - | -37 | - | -37 |
| Médiane Ingénierie | 172 | -19 | - | 78 | -0 | 231 |
| Médiane Système | 6 872 | -239 | 19 | 779 | 0 | 7 431 |
| OTN | 2 247 | -630 | - | 1 116 | - | 2 733 |
| STIC | -357 | - | - | 405 | -0 | 48 |
| Stilog IST | 2 121 | -450 | - | 982 | -92 | 2 561 |
| Stilog Inc. | -282 | - | - | -168 | -3 | -453 |
| WaT | 1 555 | -140 | - | 162 | -0 | 1 577 |
| WaT Portage | -3 | - | - | 11 | - | 9 |
| Groupe | 73 574 | -3 018 | 2 089 | 5 739 | -478 | 77 906 |
| 2019 selon règles 99-02 | | | | | | |
| Alliance TI | 17 | - | - | -5 | -12 | - |
| Apilog | 55 | -20 | - | -30 | | 5 |
| CEE España | 1 635 | -480 | - | 668 | 0 | 1 823 |
| CEE Italiana | 890 | -288 | - | 112 | | 714 |
| CEE Relays | 57 | - | - | -64 | 13 | 5 |
| Compelma | -2 835 | -300 | - | 942 | | -2 193 |
| Domus Effectus | -128 | - | - | 6 | | -122 |
| EC2E | -257 | -281 | - | 234 | -0 | -303 |
| ECI | -209 | - | - | -1 | | -211 |
| ICE Groupe | 60 505 | -951 | 2 768 | 257 | | 62 579 |
| ICE | 905 | - | - | 120 | | 1 025 |
| ISIT | -104 | - | - | -187 | | -291 |
| Médiane Benelux | -37 | - | - | 44 | -0 | 7 |
| Médiane Ingénierie | 231 | -39 | - | 117 | | 309 |
| Médiane Système | 1 464 | -299 | 51 | 417 | -0 | 1 634 |
| OTN | 2 161 | -380 | - | 874 | | 2 656 |
| STIC | -691 | -360 | - | 767 | | -285 |
| Stilog IST | 1 920 | -360 | - | 1 782 | | 3 342 |
| Stilog Inc. | -453 | - | - | -296 | -1 | -750 |
| WaT | 812 | - | - | -69 | | 743 |
| WaT Portage | 9 | - | - | 20 | | 29 |
| Groupe | 65 948 | -3 758 | 2 819 | 5 709 | -1 | 70 717 |

# 4.4. Tableau des flux de trésorerie consolidés comparés

| En milliers d'euro | 2019 | | 2018 | | 2017 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Règles 99-02 | | Règles 99-02 | | Règles 99-02 |
| Résultat net part du groupe | 6 435 | 5 709 | 5 739 | 5 009 | 3 891 | 2 963 |
| Intérêts minoritaires | 300 | 300 | 405 | 405 | 880 | 880 |
| Amortissements et provisions | 1 872 | 2 598 | 1 054 | 1 785 | 1 259 | 2 170 |
| Variation des impôts différés | -546 | -546 | -96 | -96 | -239 | -222 |
| Plus ou moins values de cession | -64 | -64 | -23 | -23 | -64 | -64 |
| Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence | -113 | -113 | 51 | 51 | -59 | -59 |
| Marge brute d'autofinancement | 7 884 | 7 884 | 7 130 | 7 130 | 5 669 | 5 669 |
| Dividendes reçus sociétés en équivalence | 51 | 51 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| Variation du besoin en fonds de roulement (note 19) | 3 593 | 3 593 | -3 657 | -3 657 | -2 250 | -2 250 |
| Flux de trésorerie généré par l'activité (A) | 11 528 | 11 528 | 3 493 | 3 493 | 3 438 | 3 438 |
| Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (1) | -807 | -807 | -1 616 | -1 616 | -1 490 | -1 490 |
| Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles (2) | 214 | 214 | 227 | 227 | 230 | 230 |
| Acquisition et cession de filiales et participations | -58 | -58 | -62 | -62 | -9 391 | -9 391 |
| Variation des autres actifs financiers | -8 | -8 | -38 | -38 | 214 | 214 |
| Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B) | -659 | -659 | -1 490 | -1 490 | -10 436 | -10 436 |
| Dividendes versés | -1 241 | -1 241 | -1 217 | -1 217 | -1 645 | -1 645 |
| Variation des comptes courants d'associés | 74 | 74 | 12 | 12 | -0 | -0 |
| Encaissements provenant d'emprunts | - | - | 1 006 | 1 006 | 15 018 | 15 018 |
| Remboursement d'emprunts (3) | -3 790 | -3 790 | -4 964 | -4 964 | -3 526 | -3 526 |
| Flux de trésorerie liés aux opérations de financement (C) | -4 957 | -4 957 | -5 163 | -5 163 | 9 847 | 9 847 |
| Incidence des variations de cours des devises et de juste valeur (D) | 768 | 16 | -456 | 3 | 143 | -29 |
| Variation de trésorerie (A+B+C+D) | 6 680 | 5 928 | -3 616 | -3 157 | 2 991 | 2 820 |
| Trésorerie d'ouverture (E) | 25 445 | 25 315 | 29 061 | 28 472 | 26 070 | 25 652 |
| Trésorerie de clôture (A+B+C+D+E) (note 15) | 32 125 | 31 243 | 25 445 | 25 315 | 29 061 | 28 472 |

# 4.5. Notes annexes

## Note 1_Principes comptables

Le Directoire a arrêté le 20 mars 2020 les états financiers consolidés au 31 décembre 2019. Les comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra le 30 avril 2020.

Les comptes consolidés de ICE Groupe et de ses filiales (« le groupe ») au titre de l'exercice 2019 sont établis conformément aux règles comptables françaises 99-02 en vigueur. Non coté et de petite taille, ICE Groupe n'a pas à mettre en œuvre les normes IFRS, International Financial Reporting Standards, adoptées par l'Union Européenne.

Le groupe prévoyait néanmoins l'utilisation de ce référentiel IFRS dans ses comptes dès l'exercice 2009. Dans ce cadre, il avait anticipé dès les comptes de l'exercice 2008 l'utilisation de cinq normes et interprétations IFRS ayant un impact majeur dans ses comptes. Cependant en juillet 2009, l'IASB International Accounting Standards Board a publié de nouvelles normes IFRS simplifiées destinées aux sociétés n'ayant pas de responsabilité publique (non cotées ou ne détenant pas d'actifs à titre fiduciaire). Toutefois, l'ANC, l'Autorité des normes comptables, a indiqué ne pas être favorable à l'introduction de ce nouveau référentiel. Dans l'attente d'une stabilisation de ces normes et afin d'assurer une bonne continuité de présentation, notre groupe, qui a donc le choix entre l'utilisation du règlement CRC 99-02 sur les comptes consolidés ou l'application des « full IFRS », continue depuis d'utiliser les cinq normes et interprétations IFRS suivantes :

- Ecarts d'acquisition (IFRS 3 et IAS 36)

Un écart d'acquisition (ou « goodwill ») est la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation comptable à la juste valeur des actifs et passifs identifiés, après prise en compte le cas échéant des impôts différés à la date d'acquisition. Il est comptabilisé à l'actif du bilan.

Les écarts d'acquisition dégagés lors de l'acquisition d'une société mise en équivalence sont présentés sur la ligne *Titres mis en équivalence*.

Jusqu'en 2015, le référentiel français 99-02 amortissait systématiquement ces écarts d'acquisition linéairement sur une durée entre 5 et 20 ans, prenant en compte les objectifs fixés et les perspectives envisagées au moment de l'acquisition. A compter des exercices ouverts en 2016, le règlement 2015-07 de l'ANC stipule que l'amortissement systématique du goodwill cesse de l'être en l'absence de limite prévisible à sa durée d'utilisation. Lors de la première application du nouveau règlement, l'ANC a laissé, au choix de l'entreprise, la possibilité de poursuivre le plan initial d'amortissement des écarts d'acquisition existant ou d'effectuer une nouvelle analyse de la durée d'utilisation limitée ou non de ces derniers. Par souci de simplification et afin de ne pas changer de méthode, le groupe a choisi de poursuivre les plans d'amortissement initiaux.

A partir de 2017, les goodwills dégagés lors de nouvelles acquisitions (nouvelles sociétés ou acquisitions complémentaires de titres de sociétés existantes) ne sont pas amortis.

Les normes et interprétations IFRS remplacent l'amortissement des goodwills par un test de valeur (« Impairment test ») chaque année : lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable du goodwill et sa juste valeur est comptabilisé en dépréciation des écarts d'acquisition de l'exercice.

Les tests de dépréciation consistent à comparer les actifs nets comptables y compris les écarts d'acquisition et la valeur recouvrable des titres. Cette dernière est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée d'au moins 5 ans et d'une valeur terminale. Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs est le coût du capital, ajusté d'une prime de risque selon le secteur d'activité. Ces taux d'actualisation sont des taux après impôts appliqués à des flux de trésorerie après impôts. Leur utilisation aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant des taux avant impôts à des flux de trésorerie non fiscalisés.

Les hypothèses retenues en termes de progression de l'activité et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché observées.

L'utilisation des projections actualisées des flux de trésorerie futurs est privilégiée pour déterminer la valeur recouvrable, à défaut de référence de transactions récentes similaires facilement disponibles.

Les dépréciations relatives aux écarts d'acquisition ne sont pas réversibles.

Compte tenu des perspectives favorables dans l'ensemble des sociétés du groupe, aucune dépréciation d'écarts d'acquisition n'a été réalisée l'année dernière.

- Fonds commerciaux (IAS 38)

Les fonds commerciaux présents dans les comptes des filiales correspondent à des éléments non identifiables et doivent selon les normes IFRS être assimilés à des écarts d'acquisition. Ces fonds commerciaux ont donc été intégrés dans les écarts d'acquisition des filiales concernées et subissent les mêmes retraitements (annulation des amortissements antérieurs, etc.).

Le fonds commercial présent dans les comptes d'ICE et totalement amorti n'est pas retraité. Le fonds commercial d'ECI avait été totalement déprécié en 2013.

- CIR / subvention d'exploitation (IAS 20)

Le CIR (crédit d'impôt recherche), incitation fiscale à la recherche — sans ciblage sectoriel ou technologique — pour développer la capacité d'innovation et renforcer la compétitivité des entreprises, est assimilé à une subvention d'exploitation en raison de son importance accrue, passant en quelques années de 5% à 10%, puis depuis 2008 à 30% des dépenses de recherche et développement.

Les crédits d'impôt ainsi obtenus n'apparaissent donc pas dans la ligne *Impôts sur les résultats* mais sont intégrés à la ligne *Subventions d'exploitation*.

- Valorisation des OPCVM (IAS 39)

Les parts d'OPCVM sont qualifiées d'actifs disponibles à la vente. En conséquence, elles sont valorisées au bilan à leur valeur de marché au jour de la clôture. Les gains latents ainsi dégagés sont enregistrés directement dans les capitaux propres sur la ligne *Eléments constatés directement en capitaux propres*.

## 1.1. Utilisation d'estimations

L'établissement des états financiers consolidés conformément aux normes comptables, nécessite que le groupe procède à des estimations et utilise certaines hypothèses susceptibles d'impacter la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du groupe.

Ces estimations et hypothèses portent essentiellement sur les évaluations des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels, les provisions, les engagements de retraite, les impôts différés et la valorisation des compléments de prix. Les estimations utilisées par le groupe sur ces différents thèmes sont détaillées dans les notes spécifiques.

## 1.2. Périmètre et méthodes de consolidation

Toutes les sociétés comprises dans le périmètre clôturent leur exercice au 31 décembre.

Les sociétés du groupe dans lesquelles la société mère ICE exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale avec dégagement des intérêts minoritaires.

Les sociétés sur lesquelles le groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les autres intérêts dans Cervicem et Sequin ne sont pas consolidés car soit ces sociétés sont d'une importance non significative, soit le groupe n'y exerce pas d'influence.

## 1.3. Conversion des états financiers (filiales étrangères)

Les actifs et passifs en devises des filiales étrangères au Royaume-Uni et Etats-Unis sont convertis sur la base du cours de change constaté à la clôture. Les éléments de leurs comptes de résultats sont convertis au cours moyen de la période.

La différence de conversion qui en résulte est portée directement en capitaux propres au poste *Réserve de conversion*, pour la part revenant au groupe et au poste *Intérêts minoritaires*, pour la part revenant aux tiers. Cette différence n'impacte le résultat qu'au moment de la cession de la société.

## 1.4. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu dès lors que les risques et avantages inhérents à la propriété des biens ou services ont été transférés au client.

Les remises, ristournes et retours de produits sont comptabilisés en déduction du chiffre d'affaires.

## 1.5. Frais de recherche et de développement

Les dépenses engagées pendant la phase de recherche sont comptabilisées en charges de la période au cours de laquelle elles sont encourues.

Les dépenses engagées pendant la phase de développement sont activées en immobilisations incorporelles uniquement si elles satisfont l'ensemble des critères suivants :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable,
- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- l'intention et la capacité de terminer le projet et d'utiliser ou vendre les produits issus de ce projet, sont démontrées,
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme et pour l'utiliser ou le vendre sont disponibles,
- le groupe peut démontrer que le projet générera des avantages économiques futurs probables, comme l'existence d'un marché potentiel pour la production issue de ce projet, ou son utilité en interne est démontrée.

Compte tenu du nombre actuellement important de projets en développement et des aléas liés à la décision du lancement des produits concernés par ces projets, ICE considère que certains critères d'activation ne sont dès lors pas remplis.

## 1.6. Immobilisations incorporelles

Elles figurent au bilan à leur prix de revient.

Il s'agit principalement des frais de recherche et développement correspondant à l'immobilisation entre 2000 et 2004 d'une partie des frais de l'étude du PCCN pour les postes électriques de Enedis. Ces frais ont fini d'être totalement amortis en 2006.

Les concessions, brevets et droits similaires sont essentiellement constitués de logiciels maintenant amortis sur trois ans.

L'écart d'évaluation du logiciel Visual Planning lié à l'acquisition de Stilog IST en mars 2014 fait l'objet d'un amortissement sur une durée de 10 ans.

## 1.7. Immobilisations corporelles

Toutes les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.

Les durées d'amortissements des immobilisations sont les suivantes :

| | |
|---|---|
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 5/10 ans |
| Autres immobilisations corporelles | 3/10 ans |

Les amortissements linéaires et dégressifs comptabilisés sont calculés selon la durée d'utilisation estimée d'après les usages.

### 1.8. Stocks et en-cours

Les matières et autres approvisionnements sont valorisés au prix moyen pondéré ou du « premier entré, premier sorti ».

Les en-cours et les produits finis sont évalués au coût de production qui comprend les consommations, les charges directes de production ainsi qu'une quote-part de frais généraux.

Les provisions pour dépréciation prennent en considération les perspectives d'écoulement des produits, dépendant soit de l'évolution de la demande soit d'une obsolescence.

### 1.9. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La *trésorerie et équivalents de trésorerie* comprennent des liquidités en comptes bancaires et des parts d'OPCVM de trésorerie.

Les découverts bancaires, assimilés à un financement, sont présentés dans les *Emprunts et Dettes financières courants.*

Comme indiqué précédemment, les parts d'OPCVM sont qualifiées d'actifs disponibles à la vente et sont donc valorisées au bilan à leur valeur de marché au jour de la clôture. Les gains latents ainsi dégagés sont enregistrés directement dans les capitaux propres sur la ligne *Eléments constatés directement en capitaux propres*.

### 1.10. Provisions pour retraites

L'engagement en matière de retraites correspond à l'indemnité de fin de carrière à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite. Elle est fonction des conventions collectives ou accords internes des sociétés françaises.

Cet engagement fait l'objet pour ces salariés d'un calcul statistique actuariel selon la méthode « rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière ».

Cette valorisation des engagements est effectuée chaque année et tient compte, notamment, de l'ancienneté, de l'espérance de vie, du taux de rotation du personnel par catégorie ainsi que des hypothèses économiques telles que taux d'inflation et taux d'actualisation.

La plus grande partie de ces indemnités de retraites est couverte auprès de compagnies d'assurance. Les charges patronales sociales et fiscales de ces engagements sont gérées par des provisions.

La charge comptabilisée en résultat au cours de l'exercice intègre donc :

- les droits supplémentaires acquis par les salariés au cours de cet exercice,
- la variation de l'actualisation des droits existant en début d'exercice, compte tenu de l'écoulement de l'année,
- le produit escompté du fond externe calculé sur la base du rendement de placements à long terme,
- l'incidence des modifications éventuelles de régimes sur les années antérieures ou de nouveaux régimes.

La dette relative à l'engagement net de la société concernant le personnel est constatée au passif du bilan, dans la rubrique *Provisions pour retraites*.

### 1.11. Impôts sur les résultats

L'impôt sur les résultats correspond à l'impôt exigible de chaque entité fiscale consolidée, corrigé des impositions différées des sociétés françaises intégrées.

Celles-ci sont calculées sur toutes les différences temporaires provenant de l'écart entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et passifs.

Elles sont évaluées en utilisant les règles fiscales en vigueur à la clôture et le taux d'impôt de l'exercice suivant.

Les impôts différés — actif — ne sont constatés que s'il est probable qu'ils pourront être récupérés.

## Note 2_Variations de périmètre

La société Alliance TI, participation à 34% détenue par Médiane Système, a cessé ses activités au 1er août 2019.

Créée en 2018, la société Médiane Benelux, détenue à 100% par Médiane Système, a réellement commencé son activité commerciale en 2019.

# Note 3_Information sectorielle

## 3.1. Informations par secteur d'activité

| Nombre ou milliers d'euro (proratisé) | Effectifs moyens | Entrées de commandes | Chiffre d'affaires | Résultat opérationnel | Actif opérationnel (A) | Passif opérationnel (B) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **2019** | | | | | | |
| Energie (1) | 317 | 43 646 | 45 031 | 1 604 | 34 399 | 11 712 |
| Industrie - Spécialités électroniques (2) | 42 | 17 203 | 16 049 | 3 398 | 14 739 | 4 576 |
| Hardware - Energie et industrie (3=1+2) | 359 | 60 849 | 61 080 | 5 002 | 49 138 | 16 287 |
| Ingénierie technique & logiciel | 499 | 47 915 | 47 592 | 1 577 | 36 079 | 15 853 |
| Groupe | 869 | 108 800 | 108 709 | 6 734 | 95 858 | 34 080 |
| **2018** | | | | | | |
| Energie (1) | 316 | 46 248 | 44 483 | 2 672 | 36 376 | 11 704 |
| Industrie - Spécialités électroniques (2) | 42 | 14 052 | 14 320 | 2 531 | 11 264 | 2 766 |
| Hardware - Energie et industrie (3=1+2) | 357 | 60 300 | 58 803 | 5 203 | 47 640 | 14 470 |
| Ingénierie technique & logiciel | 495 | 45 144 | 44 483 | 2 098 | 36 576 | 14 387 |
| Groupe | 864 | 105 468 | 103 310 | 7 364 | 96 923 | 30 882 |
| **2017** | | | | | | |
| Energie (1) | 311 | 45 120 | 45 218 | 1 486 | 35 674 | 11 721 |
| Industrie - Spécialités électroniques (2) | 43 | 14 602 | 13 733 | 1 473 | 11 031 | 2 494 |
| Energie et industrie (3=1+2) | 354 | 59 722 | 58 951 | 2 959 | 46 705 | 14 215 |
| Ingénierie technique & logiciel | 452 | 41 146 | 41 011 | 2 652 | 35 238 | 14 152 |
| Groupe | 816 | 100 915 | 100 009 | 5 688 | 92 069 | 30 174 |

(A) L'actif opérationnel comprend les écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles, créances d'exploitation et stocks.

(B) Le passif opérationnel comprend les provisions pour risques et charges et les dettes d'exploitation.

## 3.2. Informations par zone géographique

| Chiffre d'affaires | 2019 | | | 2018 | | 2017 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En milliers d'euro | Poids en % | Croissance en % | En milliers d'euro | Croissance en % | En milliers d'euro | Croissance en % |
| France | 90 049 | 83% | +3.6% | 86 909 | -0.7% | 87 558 | +3.4% |
| International | 18 660 | 17% | +14% | 16 401 | +32% | 12 451 | -10% |
| Groupe | 108 709 | 100% | +5.2% | 103 310 | +3.3% | 100 009 | +1.5% |

## 3.3. Informations par nature

| Chiffre d'affaires | 2019 | | | 2018 | | 2017 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En milliers d'euro | Poids en % | Croissance en % | En milliers d'euro | Croissance en % | En milliers d'euro | Croissance en % |
| Marchandises | 8 950 | 8.2% | +3.3% | 8 664 | +1.9% | 8 500 | -2.2% |
| Biens (1) | 48 225 | 44% | +3.3% | 46 702 | +6.3% | 43 936 | +3.8% |
| Services (1) | 51 534 | 47% | +7.5% | 47 944 | +0.8% | 47 574 | +0.0% |
| Groupe | 108 709 | 100% | +5.2% | 103 310 | +3.3% | 100 009 | +1.5% |

(1) Certains services étant regroupés avec des biens, le montant des services est minoré.

# Note 4_Frais de personnel et effectifs

## 4.1. Effectifs [1]

| | 2019 [2] | 2018 | 2017 |
|---|---|---|---|
| Ingénieurs, cadres et agents de maîtrise | 564 | 558 | 522 |
| Employés et techniciens | 202 | 203 | 196 |
| Ouvriers | 103 | 103 | 99 |
| Total | 869 | 864 | 816 |

(1) Moyenne annuelle. Par ailleurs, cet effectif a été complété par 83 indépendants en sous-traitance, intérimaires et apprentis.
(2) 884 salariés au 31/12/2019 hors Médiane Ingénierie (25 + 5 indépendants et apprentis)

## 4.2. Frais de personnel

| En milliers d'euro | 2019 | 2018 | 2017 |
|---|---|---|---|
| Rémunération du personnel | 38 043 | 37 203 | 35 467 |
| Charges sociales | 15 632 | 15 272 | 14 663 |
| Participation des salariés | 412 | 151 | 365 |
| Total | 54 087 | 52 625 | 50 495 |

## 4.3. Rémunération des dirigeants

| En milliers d'euro | 2019 | 2018 | 2017 |
|---|---|---|---|
| Salaires [1] | 4 535 | 4 225 | 4 119 |

(1) ou équivalent dans les cas de rémunération par honoraires
Le nombre de dirigeants du groupe (membres des comités de direction, directeurs généraux, responsables d'exploitation) était en augmentation de +1 en 2019 par rapport à 2018.

# Note 5_Autres produits et charges, résultat exceptionnel

| En milliers d'euro | 2019 | 2018 | 2017 |
|---|---|---|---|
| Autres produits d'exploitation | 24 | 16 | 12 |
| Autres charges d'exploitation | -82 | -302 | -240 |
| Total autres produits et charges d'exploitation | -58 | -286 | -227 |
| Produits exceptionnels | 494 | 423 | 524 |
| Charges exceptionnelles | -224 | -273 | -508 |
| Résultat exceptionnel | 270 | 150 | 17 |
| Total autres produits | 518 | 439 | 537 |
| Total autres charges | -306 | -576 | -748 |
| Total autres produits et charges | 212 | -136 | -211 |

## Note 6_Résultat financier

| En milliers d'euro | 2019 | 2018 | 2017 |
|---|---|---|---|
| Coût de l'endettement financier brut | -45 | -61 | -70 |
| Produit de la trésorerie et équivalents de trésorerie | 580 | 175 | 599 |
| Coût de l'endettement financier net (1) | 535 | 115 | 529 |
| Autres produits et charges financiers | -20 | -507 | -146 |
| Total | 514 | -392 | 383 |

(1) Ce coût est négatif en raison des produits générés par notre trésorerie nette positive et croissante.

## Note 7_Ecarts d'acquisition

Aucune variation n'est intervenue en 2019

| En milliers d'euro | 31/12/2019 | Sorties | Acquisitions, dotations | 31/12/2018 |
|---|---|---|---|---|
| Apilog | 497 | - | - | 497 |
| CEE España | 10 | - | - | 10 |
| Compelma | 5 026 | - | - | 5 026 |
| EC2E | 1 106 | - | - | 1 106 |
| ECI | 181 | - | - | 181 |
| ISIT | 215 | - | - | 215 |
| Médiane Système | 5 633 | - | - | 5 633 |
| OTN | 4 142 | - | - | 4 142 |
| STIC | 2 850 | - | - | 2 850 |
| Stilog | 2 926 | - | - | 2 926 |
| WaT | 1 785 | - | - | 1 785 |
| Valeurs Brutes | 24 372 | - | - | 24 372 |
| Apilog | - | - | - | - |
| CEE España | - | - | - | - |
| Compelma | 2 884 | - | - | 2 884 |
| EC2E | - | - | - | - |
| ECI | 181 | - | - | 181 |
| ISIT | - | - | - | - |
| Médiane Système | - | - | - | - |
| OTN | - | - | - | - |
| STIC | 1 900 | - | - | 1 900 |
| Stilog | - | - | - | - |
| WaT | - | - | - | - |
| Dépréciations | 4 966 | - | - | 4 966 |
| Ecarts d'acquisition nets | 19 406 | - | - | 19 406 |

# Note 8_Impôts sur les résultats

## 8.1. Détail des impôts sur les résultats

| En milliers d'euro | 2019 | 2018 | 2017 |
|---|---|---|---|
| Impôts exigibles | 1 442 | 1 023 | 1 614 |
| Impôts différés | -546 | -96 | -239 |
| Impôts sur les résultats | 895 | 927 | 1 375 |

## 8.2. Analyse de la charge d'impôt

| En milliers d'euro | 2019 | 2018 | 2017 |
|---|---|---|---|
| Résultat avant impôt | 7 631 | 7 071 | 6 146 |
| Charge d'impôt groupe | 895 | 927 | 1 375 |
| Taux d'imposition | 11.7% | 13.1% | 22.4% |

## 8.3. Impôts différés au bilan

| En milliers d'euro | 2019 | Variation | 2018 | Variation | 2017 |
|---|---|---|---|---|---|
| Congés à payer | 38 | -15 | 53 | 8 | 45 |
| Participation des salariés | 412 | 261 | 151 | -215 | 365 |
| Provisions pour retraites | 1 089 | 280 | 809 | -183 | 992 |
| Déficits reportables (1) | 9 942 | 640 | 9 302 | 1 002 | 8 301 |
| Amortissement fonds de commerce (2) | 380 | - | 380 | - | 380 |
| Plus-values latentes sur OPCVM (2) | 882 | 752 | 130 | -459 | 589 |
| Divers (3) | -392 | 33 | -425 | 193 | -617 |
| Solde base active /(passive) d'impôts différés | 12 350 | 1 951 | 10 399 | 345 | 10 055 |
| Solde d'impôts différés actif | 3 475 | 445 | 3 029 | 103 | 2 927 |
| Solde d'impôts différés (passif) | - | 101 | -101 | -6 | -95 |
| Solde situation active /(passive) d'impôts différés | 3 475 | 546 | 2 929 | 96 | 2 832 |
| Impôts différés ne transitant pas par le résultat | - | - | - | - | -18 |
| Variation impôts différés dans le compte de résultat | - | 546 | - | 96 | - |

(1) Les déficits reportables concernent ICE, ICE Groupe, ISIT, Médiane Système et Stilog IST.
(2) L'application des normes IFRS sur les fonds commerciaux et la valorisation des OPCVM n'a pas fait l'objet de retraitement des impôts différés.
(3) Dont la valeur nette de l'écart d'évaluation du logiciel VP Visual Planning de Stilog IST ramenée à 465 milliers d'euro en 2019.

## Note 9_Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les fonds commerciaux et l'écart d'évaluation du logiciel Visual Planning :

| En milliers d'euro | 2019 | 2018 | 2017 |
|---|---|---|---|
| Valeurs brutes (1) | 1 526 | 1 526 | 1 526 |
| Amortissements et provisions | 744 | 634 | 524 |
| Fonds commerciaux nets | 782 | 892 | 1 002 |
| Dotations aux amortissements et provisions | 110 | 110 | 110 |

(1) Fonds commerciaux : Médiane Système (317), ECI (63) et ICE (fonds commercial C.M.I : 46) + Visual Planning (1100).
Le reste des autres immobilisations incorporelles sont des concessions, brevets et droits similaires. Les anciens frais d'établissement et frais de recherche et développement sont tous totalement amortis.

## Note 10_Autres immobilisations corporelles

| En milliers d'euro | 31/12/2019 | Autres mouve-ments (1) | Cessions Reprises | Acquisitions Dotations | 31/12/2018 |
|---|---|---|---|---|---|
| Terrains et constructions | 674 | - | - | - | 674 |
| Installations techniques, matériel et outillage | 4 340 | 26 | -36 | 128 | 4 223 |
| Autres immobilisations corporelles | 9 268 | -20 | -669 | 660 | 9 297 |
| Valeurs brutes | 14 282 | 5 | -705 | 788 | 14 194 |
| Terrains et constructions | 436 | - | - | 37 | 399 |
| Installations techniques, matériel et outillage | 3 909 | 3 | -36 | 208 | 3 734 |
| Autres immobilisations corporelles | 6 536 | 1 | -519 | 968 | 6 087 |
| Amortissements | 10 881 | 4 | -556 | 1 213 | 10 219 |
| Immobilisations corporelles nettes | 3 400 | 1 | -149 | -425 | 3 974 |

| En milliers d'euro | 31/12/2018 | Autres mouve-ments (1) | Cessions Reprises | Acquisitions Dotations | 31/12/2017 |
|---|---|---|---|---|---|
| Terrains et constructions | 674 | - | - | 7 | 667 |
| Installations techniques, matériel et outillage | 4 223 | 11 | -25 | 194 | 4 044 |
| Autres immobilisations corporelles | 9 297 | -11 | -613 | 1 289 | 8 632 |
| Valeurs brutes | 14 194 | 0 | -639 | 1 489 | 13 343 |
| Terrains et constructions | 399 | - | - | 42 | 357 |
| Installations techniques, matériel et outillage | 3 734 | -0 | -25 | 199 | 3 561 |
| Autres immobilisations corporelles | 6 087 | 0 | -428 | 988 | 5 527 |
| Amortissements | 10 219 | -0 | -454 | 1 229 | 9 445 |
| Immobilisations corporelles nettes | 3 974 | 1 | -185 | 261 | 3 898 |

(1) Il s'agit essentiellement de mouvements de périmètre, de virements de postes à postes et des écarts de conversion.

## Note 11_Actifs financiers non courants

| En milliers d'euro | 31/12/2019 | Autres mouve-ments [1] | Cessions Reprises | Acquisitions Dotations | 31/12/2018 |
|---|---|---|---|---|---|
| Titres non consolidés [2] | 58 | - | - | - | 58 |
| Autres immobilisations financières [3] | 840 | 0 | -3 | 10 | 832 |
| Valeur brute | 898 | 0 | -3 | 10 | 890 |
| Provisions / titres non consolidés | 70 | - | - | 4 | 67 |
| Valeur nette | 828 | 0 | -3 | 7 | 824 |

| En milliers d'euro | 31/12/2018 | Autres mouve-ments [1] | Cessions Reprises | Acquisitions Dotations | 31/12/2017 |
|---|---|---|---|---|---|
| Titres non consolidés [2] | 58 | - | -45 | - | 103 |
| Autres immobilisations financières [3] | 832 | 1 | -54 | 117 | 768 |
| Valeur brute | 890 | 1 | -98 | 117 | 871 |
| Provisions / titres non consolidés | 67 | - | -22 | - | 88 |
| Valeur nette | 824 | 1 | -77 | 117 | 783 |

(1) Il s'agit essentiellement de mouvements de périmètre, de virements de postes à postes et des écarts de conversion.
(2) Titres non consolidés :
- Cervicem, société au capital de 15 milliers d'euro (k€), participation détenue à 34%.
- Sicav de trésorerie Sequin, participation de 53 k€ (membre fondateur), dont la valeur boursière au 31 décembre 2019 était de 83 k€.
(3) Les autres immobilisations financières sont constituées principalement de dépôts et cautionnements et fonds de garantie.

## Note 12_Stocks

| En milliers d'euro | 31/12/2019 | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|---|---|---|---|
| Matières 1ères et marchandises | 9 394 | 8 198 | 8 078 |
| En-cours de production | 3 292 | 3 757 | 2 954 |
| Produits intermédiaires et finis | 2 189 | 1 928 | 1 257 |
| Valeurs brutes | 14 876 | 13 882 | 12 289 |
| Dépréciation | -1 946 | -1 842 | -1 715 |
| Stocks et en-cours nets | 12 930 | 12 041 | 10 575 |

## Note 13_Créances clients

| En milliers d'euro | 31/12/2019 | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|---|---|---|---|
| Valeur brute | 37 422 | 34 829 | 32 147 |
| Dépréciation | -679 | -393 | -362 |
| Valeur nette | 36 743 | 34 436 | 31 785 |
| Dépréciation / créances brutes | 1.8% | 1.1% | 1.1% |

## Note 14_Autres actifs courants

| En milliers d'euro | 31/12/2019 | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|---|---|---|---|
| Fournisseurs débiteurs | 114 | 108 | 154 |
| Créances fiscales (TVA) et sociales | 1 718 | 1 929 | 2 261 |
| Charges constatées d'avance | 1 234 | 1 105 | 1 035 |
| Autres créances | 557 | 408 | 354 |
| Total | 3 622 | 3 549 | 3 804 |

## Note 15_Trésorerie et équivalents de trésorerie

| En milliers d'euro | 31/12/2019 | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|---|---|---|---|
| Valeurs mobilières de placements | 8 323 | 7 138 | 6 636 |
| Comptes bancaires et autres disponibilités | 23 857 | 18 706 | 22 570 |
| Total (actif du bilan) | 32 180 | 25 844 | 29 207 |
| - Concours bancaires courants (au passif du bilan) | -55 | -400 | -146 |
| Trésorerie | 32 125 | 25 445 | 29 061 |
| Fournisseurs d'immobilisations financières | 211 | 276 | 338 |
| Emprunts et dettes financières non courants | 8 197 | 11 852 | 15 985 |
| Trésorerie nette de dettes financières | 23 717 | 13 318 | 12 738 |

Les valeurs mobilières de placement comprennent essentiellement des OPCVM ainsi que des placements à court terme. Elles sont considérées comme des actifs financiers disponibles à la vente.

Les gains latents sur OPCVM à fin 2019 s'élèvent à 882 milliers d'euro, contre 130 et 589 milliers d'euro respectivement fin 2018 et fin 2017, et sont enregistrés directement en capitaux propres.

## Note 16_Provisions pour retraites

L'engagement en matière de retraites correspond à l'indemnité de fin de carrière à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite. Elle est fonction des conventions collectives ou accords internes des sociétés françaises Apilog, Compelma, EC2E, ECI, ICE, ICE Groupe, ISIT, Médiane Système, OTN, STIC, Stilog IST, WaT et WaT Portage.
A l'étranger, compte tenu des réglementations spécifiques, les engagements ne sont pas comptabilisés par des provisions.

Une grande partie de ces indemnités de retraites est couverte par des fonds auprès de compagnies d'assurance.

Les hypothèses utilisées pour le calcul se déclinent comme suit :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|---|---|---|---|
| Age futur moyen de départ en retraite | 67 | 67 | 67 |
| Taux de progression des salaires (net d'inflation) | 1.5% | 1.5% | 1.5% |
| Taux d'actualisation (net d'inflation) | 2.0% | 2.0% | 2.0% |
| Taux de rendement attendu du fonds | 6.3% | -5.1% | 2.2% |

Les engagements se ventilent comme suit :

| En milliers d'euro | 31/12/2019 | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|---|---|---|---|
| Valeur actuelle des engagements pour indemnité de fin de carrière | 2 911 | 2 545 | 2 816 |
| Valeur du fonds | 1 822 | 1 736 | 1 824 |
| Provisions pour retraites | 1 089 | 809 | 992 |
| Augmentation des engagements | 372 | 457 | 347 |
| Mouvements de périmètre et 1ère comptabilisation | - | - | 64 |
| Versement sur fonds | - | - | 205 |
| Rendement attendu du fonds | 85 | -87 | 35 |
| Reprise de provision | 92 | 640 | 427 |
| Variation sur la période | 280 | -183 | -51 |

## Note 17_Emprunts et dettes financières non courants

| En milliers d'euro | 31/12/2019 | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|---|---|---|---|
| Par type | | | |
| Taux variable | - | - | - |
| Taux fixe | 8 253 | 12 043 | 16 001 |
| Par maturité | | | |
| Inférieure à 1 an | 3 451 | 3 847 | 4 985 |
| De 1 à 5 ans | 4 802 | 8 196 | 11 017 |
| Total | 8 253 | 12 043 | 16 001 |
| Taux d'intérêt (1) | 0.5% | 0.5% | 0.5% |

(1) Le taux d'intérêt effectif peut être affecté par les frais de dossier des emprunts.
Le groupe n'utilisait pas d'instruments dérivés de taux pour couvrir le risque des taux d'intérêt variables.

## Note 18_Autres passifs courants

| En milliers d'euro | 31/12/2019 | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|---|---|---|---|
| Avances, acomptes reçus / commandes | 102 | 197 | 186 |
| Dettes fiscales (hors impôts sur les bénéfices) et sociales | 15 960 | 15 693 | 15 369 |
| Produits constatés d'avance | 6 898 | 5 379 | 4 107 |
| Autres passifs courants | 1 504 | 1 155 | 816 |
| Total | 24 465 | 22 423 | 20 478 |

## Note 19_Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

| En milliers d'euro | 2019 | 2018 | 2017 |
|---|---|---|---|
| Stocks | -887 | -1 466 | 602 |
| Créances d'exploitation (dont clients) | -2 121 | -2 557 | -931 |
| Dettes d'exploitation (dont fournisseurs) | 852 | -350 | 1 338 |
| Autres créances et dettes | 5 748 | 717 | -3 259 |
| Total | 3 593 | -3 657 | -2 250 |

## Note 20_Honoraires des commissaires aux comptes

Conformément au décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008, nous vous indiquons les montants des honoraires des commissaires aux comptes pris en charge dans les comptes de résultat :

| En milliers d'euro | Exercices des mandats | 2019 | 2018 | 2017 |
|---|---|---|---|---|
| Comptes sociaux ICE Groupe SA et consolidés groupe | | 28.9 | 28.6 | 28.3 |
| Socaudit, représentée par M. Hervé-J. Buffière, Paris 8ème | 2018-2023 | 14.4 | 14.3 | 14.3 |
| SKA, représentée par M. Franck Elbase, Paris 8ème | 2014-2019 | 14.5 | 14.3 | 14.0 |
| Filiales | | 123.4 | 116.4 | 127.1 |
| Apilog / Audit-France | 2018-2023 | 3.9 | 3.9 | 3.3 |
| CEE Italiana / Dott. Lamberto Gadda, Revisore Contabile (2), Bergamo | 2019 | 3.1 | 3.1 | 3.1 |
| CEE Relays / PPK Auditors Ltd (1), Wokingham | 2019 | 3.2 | 3.2 | 3.2 |
| Compelma / SKA, M. Frank Elbase, Paris 8ème | 2016-2021 | 7.1 | 2.5 | 11.5 |
| Continental de Equipos Eléctricos / KPMG auditores, Madrid | 2019 | 5.0 | 5.7 | 5.7 |
| EC2E / JAC Audit-France, Boulogne-Billancourt (3) | 2014-2019 | 5.6 | 5.6 | 5.5 |
| ICE / Socaudit & SKA (cf. ci-dessus) | 2014-2019 | 27.8 | 27.5 | 27.3 |
| Médiane Système / Agemocom, Paris 15ème | 2016-2021 | 15.2 | 15.2 | 15.2 |
| OTN / Grant Thornton, Paris 17ème | 2014-2019 | 10.3 | 8.7 | 9.2 |
| ISIT / Agemocom, Paris 15ème | 2015-2020 | 8.0 | 7.9 | 7.9 |
| STIC / Socaudit, M. Hervé-J. Buffière, Paris 8ème | 2015-2020 | 9.2 | 9.0 | 13.0 |
| Stilog IST / Fico-Gestion, Paris 8ème | 2016-2021 | 10.1 | 9.6 | 10.0 |
| WaT / M. Robert Girard, Le Touvet | 2018-2023 | 12.1 | 11.8 | 11.7 |
| WaT Portage / M. Robert Girard, Le Touvet | 2017-2022 | 2.8 | 2.8 | 0.7 |
| Total | | 152.3 | 145.0 | 155.4 |
| (1) Auquel s'ajoutent d'autres prestations (juridique, fiscal, social) | | 2.6 | 2.5 | 2.5 |

(2) Pris en charge par ICE Groupe
(3) Sa filiale ECI n'a pas de commissaire aux comptes

## Note 21_Engagements hors bilan

Les engagements reçus ne sont pas significatifs.

# 4.6. Liste des sociétés consolidées

| | Siège | N° Siren ou Insee | % intérêt |
|---|---|---|---|
| **Sociétés consolidées par intégration globale** | | | |
| Apilog SAS | Chanteloup-les-Vignes (Paris) France | 347 788 135 | 51,00% |
| CEE España Continental de Equipos Eléctricos SA | Las Rozas (Madrid) Espagne | 084 033 638 | 100,00% |
| CEE Italiana srl | Concorezzo (Milano) Italie | 084 033 620 | 100,00% |
| CEE Relays Ltd | Slough (London) Grande Bretagne | 084 033 646 | 96,50% |
| COMPELMA SAS | Les Ulis (Paris) France | 353 387 921 | 100,00% |
| Domus Effectus SCI | Parthenay France | 490 347 259 | 100,00% |
| EC2E Électro Câblage Engineering et Équipement SAS | L'Isle Adam (Paris) France | 312 517 071 | 51,00% |
| ECI Électro-Câblage Industrie Sarl | Méry sur Oise (Paris) France | 494 295 645 | 51,00%(1) |
| ICE Industrielle de Contrôle et d'Équipement SAS | Alfortville (Paris) France | 808 660 781 | 100,00% |
| ICE Groupe Ingénierie, Conseil et Équipement Groupe SA | Alfortville (Paris) France | 542 014 782 | 100,00% |
| ISIT SAS | Plaisance du Touch (Toulouse) France | 380 342 774 | 100,00% |
| OTN Organisation des Travaux Nucléaires SAS | Macon France | 340 564 798 | 100,00% |
| Médiane Système SA | Le Pecq (Paris) France | 350 039 418 | 99,70% |
| Médiane Benelux SPRL | Bruxelles Belgique | 0685 796 631 | 99,70%(2) |
| STIC Sté Technique Ingénierie & Coopération SAS | Les Ulis (Paris) France | 342 060 662 | 100,00% |
| STILOG Inc. | San Francisco (Californie) États-Unis | 46 3620349(3) | 100,00% |
| STILOG IST SAS | Nanterre (Paris) France | 382 489 029 | 100,00% |
| WaT SAS | Les Marches (Chambéry) France | 452 035 116 | 100,00% |
| WaT Portage SAS | Les Marches (Chambéry) France | 833 258 585 | 100,00% |
| **Sociétés consolidées par mise en équivalence** | | | |
| Alliance TI SARL | Rosny sous Bois (Paris) France | 434 600 599 | 33,90%(2) |
| Médiane Ingénierie SAS | Labège (Toulouse) France | 509 728 994 | 38,88%(2) |

(1) Société détenue à 100% par EC2E détenue à 51,00%
(2) Sociétés détenues respectivement à 100%, 34% et 39% par Médiane Système détenue à 99,70%. Alliance TI a été définitivement clôturée le 30 septembre 2019
(3) Employer Identification Number (EIN)

# 4.7. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux actionnaires,

## I – Opinion sur les comptes consolidés

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société ICE Groupe relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le directoire le 20 mars 2020, sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les entités comprises dans le périmètre de consolidation.

## II – Fondement de l'opinion

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1° janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## III – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R.823-7du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que celles-ci ont notamment porté sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes de votre société, et n'appellent pas de justification particulière.

Selon notre jugement professionnel, les appréciations ainsi portées ont été les plus importantes. Celles-ci s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

## IV – Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du directoire arrêté le 20 mars 2020.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

## V – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquerla convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

## VI – Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, les commissaires aux comptes exercent leur jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ils identifient et évaluent les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissent et mettent en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour fonder leur opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ils prennent connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ils apprécient le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ils apprécient le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de leur rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'ils concluent à l'existence d'une incertitude significative, ils attirent l'attention des lecteurs de leur rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, ils formulent une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ils apprécient la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évaluent si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, ils collectent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Ils sont responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Paris, le 6 avril 2020

Les commissaires aux comptes

SOCAUDIT
*Hervé-Jérôme BUFFIERE*

Serge Kubryk Audit
*Franck ELBASE*

# Comptes sociaux
# au 31 décembre 2019

# 5. Comptes sociaux

## 5.1. Comptes de résultat comparés

| En milliers d'euro | 2019 | 2018 | 2017 |
|---|---|---|---|
| Produits d'exploitation | 11 268.6 | 10 693.7 | 10 180.6 |
| Chiffre d'affaires net (note 6) | 11 266.5 | 10 646.6 | 10 168.6 |
| Subventions d'exploitation & autres produits | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Reprise de provisions et transferts de charges | 2.1 | 47.2 | 12.0 |
| Charges d'exploitation | -11 121.2 | -10 624.2 | -10 121.6 |
| Achats consommés et variation de stocks | - | - | - |
| Autres achats et charges externes | -9 834.5 | -9 267.5 | -8 935.2 |
| Impôts et taxes | -31.1 | -32.3 | -34.0 |
| Charges de personnel (note 7) | -1 127.3 | -1 266.8 | -1 056.0 |
| Dotations aux amortissements et provisions | -78.8 | -9.3 | -48.0 |
| Autres charges | -49.4 | -48.2 | -48.3 |
| Résultat d'exploitation | 147.5 | 69.6 | 59.1 |
| Résultat financier (note 8) | 2 658.3 | 1 845.2 | 3 722.6 |
| Résultat courant avant impôts | 2 805.8 | 1 914.8 | 3 781.7 |
| Résultat exceptionnel | - | 2.0 | - |
| Impôts sur les résultats (note 9) | -35.3 | 32.4 | 53.3 |
| Résultat net | 2 770.5 | 1 949.2 | 3 835.0 |

# 5.2. Bilans comparés

## Actif (en valeurs nettes)

| En milliers d'euro | 31/12/2019 | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|---|---|---|---|
| Actif immobilisé | 55 282.6 | 55 650.1 | 55 581.2 |
| Immobilisations incorporelles (note 1) | 1.8 | 3.8 | 2.1 |
| Immobilisations corporelles (note 2) | 82.3 | 94.7 | 7.1 |
| Immobilisations financières (notes 3 et 4) | 55 198.5 | 55 551.6 | 55 572.1 |
| Actif circulant | 22 771.4 | 22 436.9 | 23 796.0 |
| Avances et acomptes versés (note 4) | - | 11.5 | 11.5 |
| Clients et comptes rattachés (note 4) | 2 247.0 | 3 513.3 | 3 038.1 |
| Autres créances (note 4) | 10 420.2 | 10 305.2 | 9 156.6 |
| Valeurs mobilières de placement | 6 194.9 | 5 977.0 | 5 328.8 |
| Disponibilités | 3 909.3 | 2 629.8 | 6 261.0 |
| Comptes de régularisation actif (note 4) | 8.7 | 6.6 | 7.8 |
| Total de l'actif | 78 062.7 | 78 093.5 | 79 385.0 |

## Passif

| En milliers d'euro | 31/12/2019 | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|---|---|---|---|
| Capitaux propres | 58 228.7 | 56 409.4 | 55 388.8 |
| Capital | 11 324.0 | 11 324.0 | 11 324.0 |
| Réserve légale | 1 132.4 | 1 132.4 | 1 132.4 |
| Autres réserves | 42 000.0 | 41 000.0 | 38 000.0 |
| Report à nouveau | 1 001.8 | 1 003.9 | 1 097.4 |
| Résultat | 2 770.5 | 1 949.2 | 3 835.0 |
| Provisions pour risques et charges (note 5) | 79.1 | 14.7 | 56.9 |
| Autres dettes (note 4) | 19 754.9 | 21 669.5 | 23 939.3 |
| Emprunts et dettes financières | 15 685.9 | 16 973.6 | 19 888.6 |
| Dettes d'exploitation | 3 858.4 | 4 160.7 | 3 712.8 |
| Dettes diverses | 210.7 | 535.2 | 338.0 |
| Comptes de régularisation passif (note 4) | - | 0.0 | - |
| Total du passif | 78 062.7 | 78 093.5 | 79 385.0 |

# 5.3. Tableau des flux de trésorerie comparés

| En milliers d'euro | 31/12/2019 | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|---|---|---|---|
| Résultat net | 2 770.5 | 1 949.2 | 3 835.0 |
| Amortissements et provisions | 435.9 | -32.9 | 114.5 |
| Plus ou moins values de cession | - | -2.0 | - |
| Marge brute d'autofinancement | 3 206.4 | 1 914.3 | 3 949.6 |
| Variation du besoin en fonds de roulement (note 10) | 1 516.3 | -2 168.9 | 1 005.2 |
| Flux de trésorerie généré par l'activité (A) | 4 722.8 | -254.6 | 4 954.8 |
| Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles | - | -98.7 | -3.9 |
| Acquisition et cessions de filiales, augmentation de capital filiales | -64.9 | -62.4 | -10 336.6 |
| Variation des autres actifs financiers | -4.1 | 22.5 | 242.8 |
| Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B) | -69.0 | -138.6 | -10 097.7 |
| Dividendes versés | -951.2 | -928.6 | -928.6 |
| Encaissements provenant d'emprunts | 3.8 | 1 002.4 | 15 008.7 |
| Variation des comptes courants d'associés | 1 326.8 | 1 996.0 | -4 210.6 |
| Remboursement d'emprunts | -3 537.0 | -4 658.7 | -3 510.7 |
| Flux de trésorerie liés aux opérations de financement (C) | -3 157.6 | -2 589.0 | 6 358.8 |
| Variation de trésorerie (A+B+C) | 1 496.3 | -2 982.1 | 1 216.0 |
| Trésorerie d'ouverture (D) | 8 605.0 | 11 587.1 | 10 371.2 |
| Trésorerie de clôture (A+B+C+D+E) | 10 101.2 | 8 605.0 | 11 587.1 |

# 5.4. Notes annexes

## 5.4.1. Périmètre et principes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément au PCG 2014 et aux principes généralement admis. Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués selon la méthode du coût historique.

## 5.4.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition.

Les concessions, brevets et droits similaires sont essentiellement constitués de logiciels maintenant amortis sur trois ans.

## 5.4.3. Immobilisations corporelles

Toutes les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les amortissements linéaires et dégressifs comptabilisés sont calculés selon la durée d'utilisation estimée d'après les usages à :

- Mobiliers ..... linéaire 10 ans
- Matériels informatiques ..... dégressif 2/3 ans

## 5.4.4. Immobilisations financières

Les titres de participation sont enregistrés pour leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

Leur valeur est examinée annuellement, par référence à leur rentabilité actuelle et prévisionnelle et à la quote-part de capitaux propres détenue. Une dépréciation est, le cas échéant, constatée par voie de provision.

## 5.4.5. Stocks et en-cours

Devenue société holding, la société n'a plus de stock de matières premières, de marchandises ou d'en-cours.

## 5.4.6. Engagement en matière de pensions et retraites

L'engagement de la société en matière de retraites correspond à l'indemnité de départ en retraite prévue par sa convention collective.

Cet engagement fait l'objet pour ces salariés d'un calcul statistique actuariel selon la méthode « rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière ».

L'essentiel des indemnités de retraites hors charges est couvert auprès d'une compagnie d'assurance. Le solde de l'engagement continue à être géré par des provisions internes.

## Note 1_Immobilisations incorporelles

| En milliers d'euro | 31/12/2019 | Autres mouve-ments [1] | Cessions Reprises | Acquisitions Dotations | 31/12/2018 |
|---|---|---|---|---|---|
| Concessions, brevets et droits similaires et en-cours | 63.5 | - | - | - | 63.5 |
| Valeurs brutes | 63.5 | - | - | - | 63.5 |
| Concessions, brevets et droits similaires et en-cours | 61.7 | - | - | 2.0 | 59.7 |
| Amortissements | 61.7 | - | - | 2.0 | 59.7 |
| Immobilisations incorporelles nettes | 1.8 | - | - | -2.0 | 3.8 |

(1) Il s'agit essentiellement de mouvements de périmètre, de virements de postes à postes et des écarts de conversion.

## Note 2_Immobilisations corporelles

| En milliers d'euro | 31/12/2019 | Cessions Reprises | Acquisitions Dotations | 31/12/2018 |
|---|---|---|---|---|
| Autres immobilisations corporelles | 201.4 | - | - | 201.4 |
| Valeurs brutes | 201.4 | - | - | 201.4 |
| Autres immobilisations corporelles | 119.1 | - | 12.4 | 106.7 |
| Amortissements | 119.1 | - | 12.4 | 106.7 |
| Immobilisations corporelles nettes | 82.3 | - | -12.4 | 94.7 |

## Note 3_Immobilisations financières

| En milliers d'euro | 31/12/2019 | Autres mouve-ments [1] | Cessions Reprises | Acquisitions Dotations | 31/12/2018 |
|---|---|---|---|---|---|
| Titres de participation [2] | 59 239.5 | - | - | - | 59 239.5 |
| Autres immobilisations financières [3] | 362.5 | - | - | 4.1 | 358.4 |
| Valeur brute | 59 602.0 | - | - | 4.1 | 59 598.0 |
| Titres de participation | 4 333.5 | - | - | 353.6 | 3 979.9 |
| Autres immobilisations financières | 70.0 | - | - | 3.5 | 66.5 |
| Dépréciations | 4 403.5 | - | - | 357.1 | 4 046.4 |
| Valeur nette | 55 198.5 | - | - | -353.1 | 55 551.6 |

(1) Il s'agit essentiellement de mouvements de périmètre, de virements de postes à postes et des écarts de conversion.
(2) les titres de participation sont détaillés dans le paragraphe 5.5.
(3) Les autres immobilisations financières sont constituées de dépôts et cautionnements, fonds de garantie et mali de fusion.

## Note 4_Echéance des créances et des dettes

| En milliers d'euro | 31/12/2019 | | | | | 31/12/18 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | A un an au plus | A plus d'un an | Brut | Dépré-ciation(1) | Net | Net |
| Créances | 6 899.8 | 6 138.6 | 13 038.3 | -70.0 | 12 968.3 | 14 128.5 |
| Prêts et dépôts | - | 362.5 | 362.5 | -70.0 | 292.5 | 291.9 |
| Avances et acomptes versés | - | - | - | - | - | 11.5 |
| Clients et comptes rattachés (3) | 2 247.0 | - | 2 247.0 | - | 2 247.0 | 3 513.3 |
| Autres créances | 4 644.1 | 5 776.1 | 10 420.2 | - | 10 420.2 | 10 305.2 |
| Comptes de régularisation actif | 8.7 | - | 8.7 | - | 8.7 | 6.6 |
| Dettes | 9 357.0 | 10 397.9 | 19 754.9 | | 19 754.9 | 21 669.5 |
| Emprunts et dettes financières (2) | 5 288.0 | 10 397.9 | 15 685.9 | | 15 685.9 | 16 973.6 |
| Dettes d'exploitation | 3 858.4 | - | 3 858.4 | | 3 858.4 | 4 160.7 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés (3) | 3 066.1 | - | 3 066.1 | | 3 066.1 | 3 213.3 |
| Dettes fiscales et sociales | 792.3 | - | 792.3 | | 792.3 | 947.4 |
| Dettes diverses | 210.7 | - | 210.7 | | 210.7 | 535.2 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 210.7 | - | 210.7 | | 210.7 | 275.6 |
| Autres dettes | - | - | - | | - | 259.6 |
| (1) Dotations de l'exercice | | | | 3.5 | | |
| (3) Factures émises ou reçues non réglées, terme échu | 0 jour (indicatif | 1 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 90 jours | 91 jours et + | Total hs délai |
| Émises / date de clôture. Nbre hors délai : 12 (0 j), 8 (1 j et +) | 146.0 | - | 9.8 | - | 74.2 | 84.0 |
| Pourcentage des ventes | 1.3% | - | 0.1% | - | 0.7% | 0.8% |
| Émises / retard paiement 2019. Nbre hs délai : 9 (0 j), 450 (1 j et +) | 564.2 | 3 778.0 | 1 021.8 | 373.6 | 2 155.9 | 7 329.2 |
| Pourcentage des ventes | 5.0% | 33.5% | 9.1% | 3.3% | 19.1% | 65.1% |
| Reçues / date de clôture. Nbre hors délai : 5 (0 j), 20 (1 j et +) | 107.2 | - | 5.4 | 40.9 | 154.0 | 200.3 |
| Pourcentage des achats | 1.1% | - | 0.1% | 0.4% | 1.6% | 2.04% |
| Reçues / retard paiement 2019. Nbre hors délai : 32 (0 j), 575 (1 j et | 565.8 | 1 428.2 | 1 712.0 | 2 059.8 | 2 733.5 | 7 933.5 |
| Pourcentage des achats | 5.8% | 14.5% | 17.4% | 21.0% | 27.8% | 80.7% |

(2) Les dettes financières intègrent le *portage* de placements financiers pour les filiales : comptes à terme pour ICE (1,36 M€) et OPCVM pour Compelma (0,49 M€) et Stilog IST (0,52 M€).

# Note 5_Provisions pour risques et charges

| En milliers d'euro | 31/12/2019 | Reprises | Dotations | 31/12/2018 |
|---|---|---|---|---|
| Provisions pour risques et charges | 79.1 | - | 64.4 | 14.7 |
| Provision pour retraite | 79.1 | - | 64.4 | 14.7 |

# Note 6_Chiffre d'affaires

## 6.1. Informations par zone géographique

| | 2019 | | | 2018 |
|---|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires | En milliers d'euro | Poids en % | Croissance en % | En milliers d'euro |
| France | 11 232.2 | 99.7% | +5.8% | 10 618.6 |
| Export | 34.3 | 0.3% | +23% | 28.0 |
| Total | 11 266.5 | 100% | +5.8% | 10 646.6 |

## 6.2. Informations par nature

| | 2019 | | | 2018 |
|---|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires | En milliers d'euro | Poids en % | Croissance en % | En milliers d'euro |
| Services | 2 929.3 | 26% | +1.4% | 2 887.6 |
| Portage pour le compte d'autres sociétés du groupe | 8 337.2 | 74% | +7.5% | 7 758.9 |
| Total | 11 266.5 | 100% | +5.8% | 10 646.6 |

# Note 7_ Frais de personnel et effectifs

## 7.1. Effectifs (1)

| | 2019 | 2018 |
|---|---|---|
| Ingénieurs, cadres et assimilés | 8 | 8 |
| Employés, techniciens et agents de maîtrise | 3 | 3 |
| Total effectif salarié | 11 | 11 |

(1) En moyenne annuelle.

L'effectif salarié au 31 décembre dernier était de 11 comme en 2018.

## 7.2. Frais de personnel

| En milliers d'euro | 2019 | 2018 |
|---|---|---|
| Rémunération du personnel | 800.4 | 885.7 |
| Charges sociales (1) | 326.9 | 381.0 |
| Total frais de personnel | 1 127.3 | 1 266.8 |
| (1) dont CICE crédit d'impôt compétitivité et emploi jusqu'en 2018 | - | 15.1 |
| Valeur ajoutée | 1 432.1 | 1 379.0 |
| Frais de personnel par rapport à la valeur ajoutée | 78.7% | 91.9% |

## 7.3. Rémunération des dirigeants

Le total des rémunérations des membres du conseil de surveillance au titre de l'exercice 2019 a été de 93 052 euro.

# Note 8_Résultat financier

| En milliers d'euro | 2019 | 2018 |
|---|---|---|
| Produits financiers | 3 118.6 | 2 176.4 |
| Dividendes encaissés des participations | 2 767.9 | 2 043.9 |
| Autres produits financiers | 350.7 | 132.5 |
| Charges financières | -460.3 | -331.3 |
| Résultat financier | 2 658.3 | 1 845.2 |

# Note 9_Impôts sur les résultats

## 9.1. Impôt sur les bénéfices

| En milliers d'euro | Avant impôt | Impôt | Après impôt |
|---|---|---|---|
| Résultat courant | 2 805.8 | -35.3 | 2 770.5 |
| Résultat exceptionnel | - | 0.0 | - |
| Résultat comptable | 2 805.8 | -35.3 | 2 770.5 |

## 9.2. Incidences des dispositions fiscales

| En milliers d'euro | 2019 | Variation | 2018 |
|---|---|---|---|
| Congés à payer | 37.7 | -15.0 | 52.7 |
| Provisions pour retraites | 79.1 | 64.4 | 14.7 |
| Déficit reportable | 923.1 | -1 134.3 | 2 057.4 |
| Divers | 859.2 | 729.3 | 129.9 |
| Total bases impôts différés actifs | 1 899.1 | -355.5 | 2 254.6 |
| Allègement de la dette future d'impôt | 531.7 | -99.6 | 631.3 |
| Solde situation active /(passive) d'impôts différés | 531.7 | -99.6 | 631.3 |

# Note 10_Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

| En milliers d'euro | 2019 | 2018 |
|---|---|---|
| Variation d'exploitation | 1 221.5 | 219.4 |
| Créances d'exploitation (dont clients) | 1 529.3 | -226.4 |
| Dettes d'exploitation (dont fournisseurs) | -307.7 | 445.7 |
| Variation hors exploitation | 294.8 | -2 388.3 |
| Créances hors exploitation | 551.0 | -2 663.3 |
| Dettes hors exploitation | -254.2 | 273.9 |
| Charges et produits constatés d'avance | -2.1 | 1.1 |
| Total | 1 516.3 | -2 168.9 |

# Note 11_Engagements hors bilan

Les engagements donnés et reçus ne sont pas significatifs.

## 5.5. Liste des filiales et participations

| En milliers d'euro (k€) | Capital | Capitaux propres | Quote-part détenue du capital | Valeur comptable des titres détenus | | Résultat 2019 | Dividendes encaissés | Observations Clôture 31/12/19 | Créances sur filiales | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Brute | Nette | | | | Clients | Comptes courants |
| Apilog, SAS<br>27 rue Panhard et Levassor<br>F-78570 CHANTELOUP-LES-VIGNES | 1 036.1 | 1 311.5 | 51% | 1 172.9 | 1 172.9 | -67.7 | 20.3 | | 52.6 | - |
| CEE Italiana, srl<br>Via Verga,11<br>I-20049 CONCOREZZO (Milano), ITALIE | 96 | 1 590.1 | 100% | 875.7 | 875.7 | 112.0 | 288.0 | | 2.5 | - |
| CEE Relays, Ltd<br>87C Whitby Road<br>SLOUGH, Berkshire SL13DR, GRANDE BRETAGNE | 352.6 | 242.6 | 96.5% | 228.7 | 228.7 | -66.7 | - | Année : 1£=1.1393€<br>31/12 : 1£=1.1754€ | - | - |
| COMPELMA, SAS<br>Miniparc du Verger, 1 rue de Terre Neuve<br>F-91940 LES ULIS | 1 000 | 3 896.7 | 100% | 6 100.4 | 3 500.0 | 941.7 | 300.0 | | 48.9 | - |
| Continental de Equipos Eléctricos, SA<br>C/Playa de Liencres<br>E-28230 LAS ROZAS (Madrid), ESPAGNE | 72.3 | 1 865.5 | 100% | 42.0 | 42.0 | 668.3 | 480.0 | | 2.5 | - |
| Domus Effectus, SCI<br>36 av. Aristide Briand<br>F-79201 PARTHENAY | 20 | -101.8 | 100% | 20.0 | 20.0 | 5.9 | - | | - | 195.0 |
| EC2E Électro Câbl. Engineering et Équip., SAS<br>4 bd Napoléon 1er, Zac du pont des rayons<br>F-95290 L'ISLE-ADAM | 1 600 | 3 677.8 | 51% | 2 517.0 | 2 517.0 | 671.1 | 280.5 | Résultat de sa filiale ECI : -1.9 k€ | 44.0 | - |
| ICE Industrielle de Contrôle et d'Équipement, SAS<br>11 rue marcel Sembat<br>F-94140 ALFORTVILLE | 12 000 | 19 539.6 | 100% | 19 643.1 | 19 643.1 | -88.9 | - | | 95.3 | 3 010.0 |
| ISIT, SAS<br>7 rue Marie-André Ampère<br>F-31830 PLAISANCE DU TOUCH | 500.0 | 445.6 | 100% | 1 014.2 | 660.6 | -239.1 | - | Provision pour dépréciation : 353.6 k€ | - | 110.1 |
| Médiane Système, SA<br>Bt Québec, 54 route de Sartrouville<br>F-78232 LE PECQ | 6 000 | 8 520.8 | 99.7% | 7 825.3 | 7 825.3 | 405.7 | 299.1 | Résultat de sa filiale Médiane Benelux : 26.8 k€ | 4.9 | - |
| OTN Organisation des Travaux Nucléaires, SAS<br>360 rue Einstein<br>F-71000 MACON | 4 000 | 6 882.8 | 100% | 7 710.8 | 7 710.8 | 1 036.5 | 380.0 | | 92.3 | - |
| STIC, SAS<br>Miniparc du Verger, 1 rue de Terre Neuve<br>F-91940 LES ULIS | 1 000 | 3 170.7 | 100% | 3 935.5 | 2 556.0 | 908.3 | 360.0 | | 78.8 | 1 000.6 |
| STILOG IST, SAS<br>Le Capitole, 55 av. des Champs Pierreux<br>F-92000 NANTERRE | 1 500 | 7 107.6 | 100% | 6 541.3 | 6 541.3 | 1 769.9 | 360.0 | Résultat de sa filiale Stilog Inc. : -296.0 k€ | 167.8 | - |
| WaT 'We are Technologies', SAS<br>20 rue du Gamay<br>F-73800 LES MARCHES | 1 000 | 1 731.2 | 100% | 1 554.8 | 1 554.8 | 69.4 | - | Résultat de sa filiale WaT Portage : 19.7 k€ | 47.5 | 723.9 |

Les sociétés ci-dessous ne sont pas détaillées :

- Cervicem, société au capital de 15 milliers d'euro, participation détenue à 34%.
- Sequin, sicav de trésorerie, participation (membre fondateur) de 53 milliers d'euro (valeur de marché égale à 83 milliers d'euro).

Elles ne présenteraient qu'un intérêt négligeable par rapport à l'objectif de donner une image fidèle de la situation financière du groupe.

# 5.6. Résultats financiers sur cinq ans

| En euro | 2019 | 2018 | 2017 | 2016 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Capital en fin d'exercice** | | | | | |
| Capital social | 11 324 000 | 11 324 000 | 11 324 000 | 11 324 000 | 11 324 000 |
| Nombre des actions ordinaires existantes | 1 132 400 | 1 132 400 | 1 132 400 | 1 132 400 | 1 132 400 |
| **Opérations et résultats de l'exercice** | | | | | |
| Chiffre d'affaires hors taxes | 11 267 000 | 10 647 000 | 10 169 000 | 9 623 000 | 8 426 000 |
| Résultat avant impôts, participation, amortissements et provisions | 3 024 000 | 2 102 000 | 3 896 000 | 1 559 000 | 2 141 000 |
| Impôts sur les bénéfices | 35 000 | -32 000 | -53 000 | 27 000 | 100 000 |
| Participation des salariés due au titre de l'exercice | - | - | - | - | - |
| Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions | 2 771 000 | 1 949 000 | 3 835 000 | 1 522 000 | 2 027 000 |
| Résultat distribué | 962 540 | 951 216 | 928 568 | 928 568 | 905 920 |
| **Résultats par action** | | | | | |
| Résultat après impôts, participation mais avant amortissements et provisions | 2.64 | 1.88 | 3.49 | 1.35 | 1.80 |
| Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions | 2.45 | 1.72 | 3.39 | 1.34 | 1.79 |
| Dividende attribué à chaque action | 0.85 | 0.84 | 0.82 | 0.82 | 0.80 |
| **Personnel** | | | | | |
| Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice | 11 | 11 | 11 | 10 | 6 |
| Montant de la masse salariale de l'exercice | 800 000 | 886 000 | 745 000 | 1 230 000 | 400 000 |
| Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales…) | 325 000 | 355 000 | 370 000 | 441 000 | 101 000 |

# 5.7. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux actionnaires,

## I – Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ICE Groupe relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le directoire le 20 mars 2020, sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## II – Fondement de l'opinion

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1° janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## III – Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note « immobilisations financières » de l'annexe décrit la méthode l'évaluation des immobilisations financières.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié de la méthode comptable précisée ci-dessus et des informations fournies dans la note de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application et du caractère raisonnable des estimations retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## IV – Vérifications du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par le directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, le rapport de gestion fait état de l'appréciation de la situation par la direction à la date de sa rédaction.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

## V – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Fait à Paris, le 6 avril 2020

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

## VI – Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, les commissaires aux comptes exercent leur jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ils identifient et évaluent les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissent et mettent en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour fonder leur opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ils prennent connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ils apprécient le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ils apprécient le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de leur rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'ils concluent à l'existence d'une incertitude significative, ils attirent l'attention des lecteurs de leur rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, ils formulent une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ils apprécient la présentation d'ensemble des comptes annuels et évaluent si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les commissaires aux comptes

SOCAUDIT
*Hervé-Jérôme BUFFIERE*

Serge Kubryk Audit
*Franck ELBASE*

# 6. Informations sociales, sociétales et environnementales du groupe

## 6.1. Informations sociales

### 6.1.1. Les valeurs du groupe

Les entreprises du groupe se sont construites sur des valeurs humanistes qui les ont conduites à mettre l'Homme et le talent au cœur de leurs organisations.
Elles s'appuient sur des principes éthiques forts : Respect, Esprit d'équipe, Courage, Honnêteté et Transparence.

### 6.1.2. La politique des relations humaines

La politique des Relations Humaines du groupe vise à soutenir sa croissance et à accompagner ses transformations en respectant l'identité et la culture de chacune des sociétés qui le composent.
Le Groupe a toujours considéré que les femmes et les hommes étaient les premiers artisans de ses succès. C'est sur cette conviction qu'est bâti le projet humain et social des entreprises du groupe. Il s'appuie sur les talents individuels et la force du collectif.
Attirer les talents et les intégrer, mettre en place des environnements de travail où chacun se sente valorisé et puisse se développer, quels que soient son origine sociale, culturelle, sa religion, son genre, son orientation sexuelle, son âge ou son handicap sont des éléments structurants de la culture du groupe.
Privilégier un management basé sur la confiance et la responsabilisation, promouvoir un dialogue social constructif et innovant, veiller à la santé, à la sécurité des membres du personnel et à leur bien-être au travail, construire une politique de rémunération et d'avantages sociaux équitables et évolutifs pour accompagner les salariés dans une perspective de long terme constituent également des axes forts de la politique RH du groupe.

### 6.1.3. Emploi

a) Effectifs

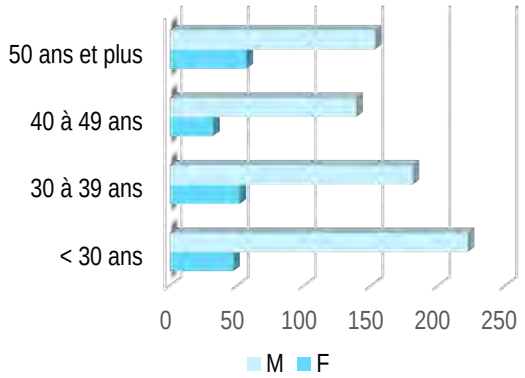
*- Répartition par zone géographique*
Présent en France, Angleterre, Espagne, Italie, Belgique et Etats unis, le groupe employait au terme de l'année 2019, 883 personnes, hors formations en alternance :

| France | Autres pays UE | Amérique du Nord | Total |
|---|---|---|---|
| 836 | 34 | 13 | 883 |

*- Répartition par nature de contrats*
Le Groupe privilégie le recours au contrat à durée indéterminée. La quasi-totalité de l'effectif était ainsi employée sous contrat à durée indéterminée.

| CDI | CDI de chantier | CDD | Total |
|---|---|---|---|
| 860 | 20 | 3 | 883 |

*- Répartition par tranches d'âge*
Le groupe veille à permettre aux jeunes générations de s'intégrer dans la vie professionnelle. Ainsi, 10,5% de l'effectif était âgé de moins de 25 ans, en quasi-totalité employés en contrat à durée indéterminée.
Il s'appuie également sur l'expertise des générations plus âgées. Les salariés âgés de 55 ans et plus représentaient ainsi 14% de l'effectif total.




L'âge moyen était de 38 ans.

| France | Autres pays UE | Amérique du Nord | Total |
|---|---|---|---|
| 38 ans | 42 ans | 32 ans | 38 ans |

*- Répartition par sexe*
En lien avec le caractère technique des métiers du groupe et les choix de formation initiale des femmes et des hommes, les salariés de sexe masculin occupaient une part importante de l'effectif.
En France, la part des femmes dans l'effectif total représentait 22% en 2019.

| | Hommes | Femmes | Total |
|---|---|---|---|
| France | 656 | 180 | 836 |
| Autres pays UE | 27 | 7 | 34 |
| Amérique du Nord | 12 | 1 | 13 |
| Total | 695 | 188 | 883 |

*- Répartition par catégories professionnelles*
Les spécialités à haut niveau d'expertise technique des entreprises du groupe (énergie, ingénierie technique et logicielle, automatismes, contrôle-commande et systèmes embarqués…), conduisent à forte proportion d'ingénieurs. L'effectif total comprenait ainsi une part de 60% d'Ingénieurs et cadres.

| IC | ETAM | Ouvrier | Total |
|---|---|---|---|
| 530 | 248 | 105 | 883 |

### b) Les recrutements

La politique de recrutements du groupe privilégie le recours à des emplois à durée indéterminée et ne réserve qu'une place marginale aux emplois en contrat à durée déterminée.

182 personnes ont rejoint le Groupe en 2019.

| France | Autres pays UE | Amérique du Nord | Total |
|---|---|---|---|
| 164 | 12 | 6 | 182 |

Ces recrutements ont été réalisés pour l'essentiel en contrats à durée indéterminée :

| CDI | CDI de chantier | CDD | Total |
|---|---|---|---|
| 163 | 3 | 16 | 182 |

et se sont adressés à près de 70% à des profils ingénieurs / cadres:

| IC | ETAM | Ouvrier | Total |
|---|---|---|---|
| 123 | 44 | 15 | 182 |

Le secteur de l'Ingénierie a de nouveau concentré l'essentiel des embauches (128).

En lien avec les compétences technologiques recherchées, c'est la tranche d'âge inférieure à 30 ans qui a concentré l'essentiel des recrutements.

| | Total |
|---|---|
| < 30 ans | 99 |
| 30 à 39 ans | 42 |
| 40 à 49 ans | 19 |
| 50 ans et plus | 22 |
| Total | 182 |

La part des femmes dans les recrutements a progressé, passant de 19% à 21%.

### c) Les départs

151 salariés ont quitté le groupe en 2019, dont 133 départs de salariés en CDI.

| Nombre total de départs de CDI | 133 |
|---|---|
| Dont nombre de licenciements | 11 |
| Dont nombre de démissions | 81 |

Compte tenu des caractéristiques de son marché de l'emploi, c'est le secteur de l'ingénierie qui a concentré la plus grande part des départs (76% des salariés employés en CDI). Les ingénieurs et cadres ont représenté la plus grande part des départs :

| Départs de CDI par catégories | | | 133 |
|---|---|---|---|
| IC | ETAM | Ouvrier | Total |
| 95 | 33 | 5 | 133 |

Ce sont les tranches d'âge inférieures à 40 ans qui concentrent les départs CDI :

| Départs de CDI par tranche d'âge | | |
|---|---|---|
| | Nombre | % |
| < 30 ans | 45 | 34% |
| 30 à 39 ans | 48 | 36% |
| 40 à 49 ans | 27 | 20% |
| 50 ans et plus | 13 | 10% |
| Total | 133 | |

## 6.1.4. Rémunérations

La politique de rémunération des entreprises du groupe s'appuie sur la conviction qu'il n'y a pas de performance économique sans un environnement social de qualité. Elle vise ainsi à attirer et fidéliser les talents, à leur proposer des parcours de carrière motivants, et à encourager la performance et l'engagement de ses salariés, individuellement et collectivement.

Les entreprises du groupe veillent à proposer à leurs salariés un dispositif de rémunération compétitif et équitable, en adéquation avec les pratiques observées pour chaque métier sur le marché et adapté aux spécificités locales des pays dans lesquels elles exercent leurs activités. Celui-ci comporte selon les situations, rémunération fixe, primes, rémunération variable, et avantages sociaux.

Chaque société s'assure de l'équité des rémunérations à équivalence de poste et de performance.

| | |
|---|---|
| Salaires et traitements | 38 455 milliers d'euro |
| Charges sociales | 15 632 milliers d'euro |

*Extrait compte de résultat consolidé 2019*

En France, des accords de participation et d'intéressement permettent d'associer les membres du personnel aux résultats. Les montants distribuables au titre de l'exercice 2019 représentent 489.300 euro.

En matière de protection sociale, la politique du groupe a pour objectif d'assurer aux membres du personnel et à leur famille l'accès à un système de santé de qualité et à les protéger par un soutien financier dans les moments difficiles. Elle se traduit par des dispositifs incluant une couverture frais de santé, une assurance décès et invalidité.

## 6.1.5. Organisation du temps de travail

Les entreprises du groupe s'efforcent de créer des conditions de travail facilitant la collaboration, l'agilité collective et la créativité.
L'organisation du travail est définie dans chaque société du groupe en fonction du contexte local et de l'activité et dans le respect des obligations légales et contractuelles. Dans les sociétés comportant une représentation syndicale, l'organisation du temps de travail a fait l'objet d'accords collectifs.
Cette organisation intègre la flexibilité des horaires de travail (horaires individualisés, aménagement d'horaires, temps partiel…). Dans ce cadre, 36 personnes exerçaient leur activité à temps réduit, pour la quasi-totalité à leur demande.

En France, les sociétés relèvent de différentes conventions collectives (métallurgie, Bureaux d'Études Techniques, commerce de gros, portage salarial). Les statuts horaires pratiqués dans les entreprises du groupe résultent des accords signés dans les branches ou au sein des entreprises : il s'agit notamment de forfaits sans référence horaire pour les cadres dirigeants, de forfaits annuels en jours, de forfaits en heures, de la mise en œuvre des modalités 1, 2 ou 3 de la branche Bureaux d'Études Techniques, d'horaires base 35 heures (hebdomadaires, en moyenne, avec modulation, avec attribution de JRTT), et d'horaires base 39 heures hebdomadaires.
En France, 7 230 heures supplémentaires ont été réalisées.

Nombre d'heures d'absence pour maladie en France et taux d'absentéisme maladie :

| IC | ETAM | Ouvrier | Total |
|---|---|---|---|
| 5 455 | 9 847 | 10 653 | 25 955 |
| | | 1,8% | |

Par ailleurs, 3615 heures d'absence pour congé maternité ou paternité ont été enregistrées.

## 6.1.6. Formation

La politique de formation a pour objectifs principaux de transmettre les savoirs et savoir-faire du groupe, de maintenir à un haut niveau les compétences des équipes afin de répondre aux attentes de nos clients et rester un partenaire reconnu par eux.
Les sociétés du groupe mettent en place des formations pour favoriser l'évolution et les parcours professionnels et garantir l'intégration des salariés.
Ces formations sont construites en cohérence avec l'évolution des besoins de compétences et les attentes des membres du personnel qui peuvent être exprimées lors de différents entretiens, ainsi qu'avec l'évolution des organisations et des obligations légales et réglementaires.
L'offre de formation concerne différents domaines d'expertise. Elle intègre des formations aux règles d'hygiène, de sécurité et de qualité, des formations techniques sur les métiers du Groupe, des formations tournées vers le service client et des sessions dédiées au management. Les actions de formation comportent un dispositif d'évaluation qui permet d'en mesurer l'impact.
En 2019, hors coût du maintien de salaire des stagiaires, les montants consacrés à la formation par les sociétés du groupe ont représenté 752 000 euro.

Heures de formation (sécurité comprise) :

| IC | ETAM | Ouvrier | Total |
|---|---|---|---|
| 7 886 | 1 087 | 1 325 | 10 298 |

## 6.1.7. Santé et sécurité

La politique générale des entreprises du groupe vise à anticiper et prévenir les risques liés au travail, y compris les risques psychosociaux et à assurer la qualité des conditions d'hygiène, de sécurité, de santé et de qualité de vie au travail.
Différentes actions (sensibilisation, prévention, formation adaptées à l'environnement des différentes activités) sont menées pour prévenir les risques professionnels (gestes et postures, règles de sécurité, risque incendie, conduite préventive…).
La politique sécurité s'appuie sur l'encadrement, chargé de mettre en œuvre les mesures de prévention des risques et de prendre les mesures nécessaires pour éviter les situations à risque. Elle repose également sur les salariés, acteurs de leur propre sécurité.
Les actions engagées au sein des entreprises et l'implication des salariés ont permis d'aboutir à un nombre d'accidents de travail limité.

Accidents avec arrêt France.

| AT | Tx fréquence* | Tx gravité** | AT mortels | AT trajet |
|---|---|---|---|---|
| 7 | 4,8% | 28% | 0 | 3 |

** ratio nombre d'accidents de travail avec arrêt x 1 million/nombre d'heures travaillées.*
*** ratio nombre de jours d'arrêt consécutifs à un accident de travail x 1 000/nombre d'heures travaillées.*

1 déclaration de maladie professionnelle a été faite en 2019.

## 6.1.8. Qualité de vie au travail

Les entreprises du groupe sont attentives à pouvoir offrir un environnement de travail de qualité avec des locaux modernes, adaptés et accessibles, notamment en transport en commun et un climat social serein.
Différentes mesures concourent à l'équilibre vie personnelle - vie professionnelle :
- une réelle flexibilité dans l'organisation du travail (horaires variables…) ;
- des aménagements des temps de travail (temps partiel choisi, forfait jours réduit…) ;
- de bonnes pratiques sur l'organisation des réunions ;
- la mise en œuvre du droit à la déconnexion.

Par ailleurs des mesures spécifiques peuvent être prises pour la parentalité (télétravail pour salariée en maternité, réservations de berceaux en crèche…).

## 6.1.9. Relations sociales

Les entreprises du groupe veillent à maintenir et développer un dialogue social permanent entre les directions, les salariés et leurs représentants (là où ils sont constitués), dans le respect des droits syndicaux et avec une attitude de neutralité à l'égard des différentes organisations syndicales.
En France, dans les sociétés qui remplissaient les conditions d'effectifs pour engager le processus électoral, des élections ont été organisées pour mettre en place les nouvelles instances représentatives du personnel (Comité Social et Economique).
Le CSE a été mis en place dans 6 sociétés. 5 sociétés ont établi un PV de carence faute de candidature.
En 2019, une seule société comportait une représentation syndicale.

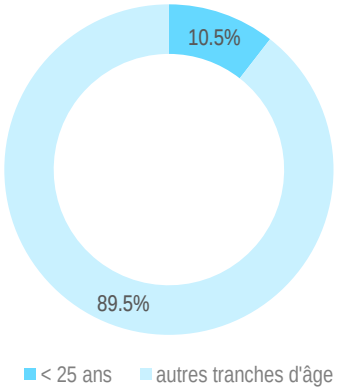
Afin de faciliter l'exercice de leur mission par les représentants du personnel, un nouvel accord de mise en place du CSE a été signé qui prévoit en sus des obligations légales liées à l'effectif de la société ou à son activité, la mise en place de commissions santé sécurité conditions de travail et de représentants de proximité. En outre, pour assurer au mieux l'information des suppléants sur les aspects économiques, sociaux et financiers et leur permettre de pallier dans les meilleures conditions toute absence inopinée d'un titulaire à venir, il a été prévu que les suppléants assistent, même en cas de présence des titulaires, aux réunions concernant les 3 consultations principales (orientations stratégiques, situation économique et financière, politique sociale).
Dans les sociétés où il n'existe pas d'instance représentative du personnel, le dialogue social est exercé directement avec les salariés avec une volonté de transparence et de confiance.
6 accords ont été signés portant sur les salaires, l'intéressement, le protocole préélectoral, la mise en place du CSE, la mise en place du vote électronique et l'exercice du droit syndical.

## 6.1.10. Égalité de traitement

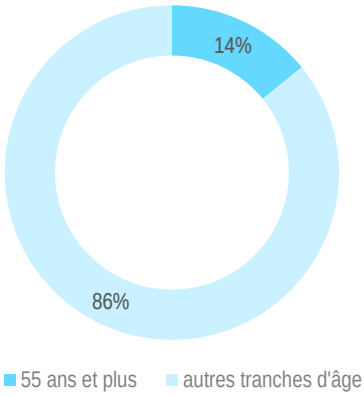
Les entreprises du groupe veillent à garantir des environnements de travail où chacun puisse se développer, quels que soient son origine sociale, culturelle, sa religion, son genre, son orientation sexuelle, son âge ou son éventuel handicap.
Elles s'appuient uniquement sur des critères professionnels qu'il s'agisse de recrutement, ou d'évolution de carrière.
Le Groupe veille à ce que ses métiers soient accessibles aux femmes comme aux hommes, au niveau du recrutement et de l'évolution professionnelle.
Cependant, la nature très technique des métiers du groupe s'est historiquement traduite par une faible part des femmes dans les effectifs des sociétés du groupe et une sous-représentation des hommes dans certains métiers.
La part des femmes dans l'effectif total a légèrement progressé passant de 20,6% à 21,3%.
Chez les Ingénieurs et cadres, elle a progressé de 17% à 18,3% et est restée stable dans les autres catégories professionnelles :

| IC | ETAM | Ouvrier | Total |
|---|---|---|---|
| 97 | 61 | 30 | 188 |
| 18,3% | 24,6% | 28,6% | |

Toutefois, dans les métiers de la conception, qui représentent près de 50% de l'effectif / métiers du groupe, elle a stagné à 11%.
En France, des accords ou des plans d'action ont été mis en œuvre avec pour objectif de faire progresser la mixité dans les métiers. La part des femmes dans l'effectif total en France a légèrement progressé à 22% contre 20,6% un an plus tôt.
La volonté de proscrire toute discrimination guide également la politique des entreprises du groupe en matière de diversité intergénérationnelle. Celles-ci veillent à insérer les jeunes dans le monde du travail et à permettre aux plus âgés de continuer à exercer leurs activités et à évoluer.
Ainsi les jeunes de moins de 25 ans employés par les sociétés du groupe représentaient 10,5% de l'effectif total.




Les salariés âgés de 55 ans et plus représentaient 14% de l'effectif total.




A l'attention des personnes en situation de Handicap, la politique du groupe vise à permettre aux personnes concernées de conserver leur poste de travail en l'aménageant si nécessaire et de développer leurs compétences.
En France, la législation a fixé une obligation d'emploi pour les sociétés employant au moins 20 salariés.
Les sociétés concernées s'acquittent de leur obligation en employant en interne des personnes en situation de handicap, en confiant de l'activité au secteur protégé, en versant une contribution à l'AGEFIPH.

## 6.1.11. Informations relatives aux plans de réduction des effectifs

Le groupe n'a engagé aucun plan de réduction d'effectifs en 2019.
Lors des opérations de croissance externe, le groupe veille à maintenir les équipes en place.

# 6.2. Informations sociétales

## 6.2.1. Prévention des atteintes aux Droits humains et aux libertés fondamentales

Le groupe promeut le respect de l'ensemble des Droits Humains et Libertés Fondamentales internationalement reconnus. Il se réfère en particulier à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, aux Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux Droits de l'Homme, et aux Conventions fondamentales de l'Organisation International du Travail :
- Conventions n° 138 et 182 de l'Organisation Internationale du Travail sur l'abolition du travail des enfants.
- Convention n° 29 de l'Organisation Internationale du Travail sur le travail forcé.
- La Convention n°87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical.
- La Convention n°98 sur le droit d'organisation et de négociation collective.
- La Convention n°105 sur l'abolition du travail forcé.
- La Convention n°100 sur l'égalité de rémunération.
- La Convention n°111 concernant la discrimination (emploi et profession).

## 6.2.2. Impact territorial, économique et social

Principalement implanté dans l'immense territoire économique de la région parisienne, le Groupe ICE n'est pas un acteur économique significatif dans cette zone. A ce titre, il ne contribue pas à l'emploi au niveau local.
L'activité des entreprises du groupe n'a pas d'effet significatif sur les populations locales.

## 6.2.3. Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la société

Le groupe a défini dans une charte les principes selon lesquels le mécénat s'exerce.
Il attache une grande importance au dialogue avec les différents interlocuteurs concernés par son activité (salariés, actionnaires, partenaires professionnels ou commerciaux, fournisseurs…).

## 6.2.4. Sous-traitance et fournisseurs

Le groupe travaille avec de nombreux fournisseurs pour couvrir ses besoins en matières premières, sous-traitance, emballages et équipements de production.
Il développe une relation équilibrée et pérenne avec les sous-traitants et fournisseurs dans le respect des enjeux sociaux et environnementaux.
Il demande à ces derniers de respecter les exigences sociales (concernant la liberté du travail, la discrimination, le harcèlement, le travail des enfants, les rémunérations, le temps de travail, la liberté syndicale, l'hygiène et la sécurité…), environnementales (réduction des impacts environnementaux, utilisation de technologies respectueuses de l'environnement, réduction des déchets, respect des réglementations et normes) et de la lutte anti-corruption.

## 6.2.5. Loyauté des pratiques

Le Groupe veille à agir en toutes circonstances dans le respect de ses principes éthiques et à se conformer aux lois et règlements en vigueur dans tous les pays où il est présent. La Charte Éthique proscrit toute forme de corruption et définit les exigences relatives à l'application des Lois, au respect des droits fondamentaux, au respect du droit de la concurrence, à la lutte contre la corruption, à la neutralité politique etc…. Le groupe a ainsi notamment établi un code de conduite définissant et illustrant les différents types de comportement à proscrire comme étant susceptibles de caractériser des faits de corruption ou de trafic d'influence et mis en place un dispositif d'alerte interne. Ce dispositif d'alerte interne permet aux salariés de s'exprimer en toute confidentialité sur l'existence de conduites ou de situation qui seraient contraires au code de conduite du groupe…

# 6.3. Conséquences environnementales de l'activité du groupe en 2019

Conformément à l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, les conséquences environnementales de l'activité de ICE Groupe en 2019 sont présentées ci-dessous.

## 6.3.1. Politique générale en matière environnementale

ICE Groupe s'attache à réaliser son activité dans le respect de l'environnement et incite l'ensemble de ses entités à avoir une démarche environnementale proactive. La direction de ICE Groupe a la charge de coordonner l'ensemble des actions environnementales. Le rôle de chargé de RSE Groupe est exercé par le secrétaire général, en lien avec des correspondants RSE au sein de chaque filiale.
La nature décentralisée conférant une grande autonomie opérationnelle aux sociétés du groupe explique que de nombreuses bonnes pratiques et actions de sensibilisation sont menées à l'échelle de la filiale, à l'initiative de sa direction.
Parmi les 18 sociétés composant le groupe, ICE et Médiane Système (représentant 51% des effectifs totaux au 31 décembre 2019) sont certifiées ISO 14001. Leurs directions s'engagent à mettre en place les ressources et à effectuer les évolutions de l'organisation jugées nécessaires au responsable qualité et environnement et aux pilotes des processus, afin qu'ils atteignent leurs objectifs.

## 6.3.2. Usage des biens et services produits par l'entreprise

Les technologies numériques, développées (par ICE et Médiane Système) puis intégrées (par ICE et OTN) notamment dans les fabrications des produits PCCN (palier contrôle-commande numérique) pour ENEDIS et Electre pour RTE, permettent d'exploiter une production importante d'énergie d'origine nucléaire ou renouvelable (« Smart grids »).
Dans ce cadre, exerçant des missions de service public, ces deux clients historiques majeurs sont garants d'un haut niveau de qualité de desserte de l'électricité sur tous les territoires pour l'ensemble des citoyens et mènent à ce titre une politique volontariste répondant aux objectifs du Plan Climat de juillet 2017.
D'une façon générale, ICE Groupe a un lien fort avec le secteur électrique français, un des plus faibles émetteurs de CO2 par kWh et par euro de PIB des pays de l'OCDE.

## 6.3.3. Nos indicateurs d'impact environnemental en 2019

| Indicateur | 2019 | Unité |
|---|---|---|
| **Utilisation des sols** | | |
| Supercifie totale (construits utilisés) | 30 215 | m² |
| **Electricité** | | |
| Consommation annuelle | 1 275 276 | kWh |
| **Gaz naturel** | | |
| Consommation annuelle | 2 069 712 | kWh |
| **Déchets** | | |
| % de salariés pratiquant le tri sélectif | 81% | |
| Quantité totale de déchets valorisés | 76 018 | kg |
| Quantité totale de D3E ou DID enlevés par un prestataire | 8 954 | kg |
| **Papier** | | |
| Quantité totale de papier consommé | 21 082 | kg |
| Part de papier recyclé | 27% | |
| **Eau** | | |
| Consommation annuelle | 6 137 | m3 |
| **Déplacements professionnels** | | |
| Moyenne des émissions de CO2 de la flotte de véhicules de société | 110 | g CO2 / km |
| Kilométrage parcouru par les véhicules de société | 2 020 843 | km |
| Heures d'avion | 2 322 | h |
| Heures de train | 8 364 | h |

*Périmètre : France et Europe*

Les déchets sont essentiellement produits dans le cadre de l'activité des sociétés de la branche Energie et Industrie du Groupe. Ils correspondent typiquement à des matières telles que du bois ou du métal et à des composants tels que des câbles ou des écrans. Sauf exception, ils sont régulièrement collectés et valorisés par des prestataires spécialisés.
La consommation d'eau a diminué en 2019 compte tenu de la fermeture temporaire de la cantine du site d'Alfortville.

## 6.3.4. Rejets dans l'air et gaz à effet de serre

Les activités réalisées sur les sites du groupe ne sont à l'origine d'aucun rejet significatif de polluants dans l'atmosphère.
Etant donné l'activité des sociétés du groupe, la plupart des entreprises de services intellectuels étant faiblement consommatrices de matières ou d'énergie, la première source d'émissions directes de gaz à effet de serre provient selon

notre analyse des déplacements réalisés par les salariés dans le cadre de leur trajet quotidien domicile-travail. Dans ces conditions, nous nous sommes attachés à quantifier ces émissions, afin d'être en mesure d'agir en cas d'anomalies constatées. Une étude spécifique de l'impact des courriels, menée à l'occasion de l'établissement en 2019 du Bilan Carbone™ d'ICE pour 2018, a révélé qu'il était loin d'être négligeable. Des mesures sont à l'étude pour en réduire les effets sur le réchauffement climatique.

### 6.3.5. Collecte des données relatives aux déplacements des salariés

La collecte des données auprès des salariés du Groupe a été réalisée à travers un questionnaire administré dans chaque filiale française par un référent RSE local. Les réponses ont été centralisées et synthétisées par le secrétaire général du groupe. L'échantillon de 675 collaborateurs ayant répondu au questionnaire (représentant 81% de l'effectif total en France au 31 décembre 2019) a été considéré comme suffisant pour extrapoler à l'ensemble des salariés du groupe basés en France. Les émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements des visiteurs ainsi que celles liées aux transports en commun et à l'avion n'ont pas été estimées, le degré d'incertitude s'avérant trop élevé.
Les résultats présentés correspondant à une démarche de « meilleur effort » et comportent une part jugée raisonnable d'approximations et d'extrapolations.

| Emissions de CO2 liées aux déplacements (tonnes) | 2019 |
|---|---|
| **Trajets domicile-travail** | |
| Voitures personnelles (dont assistance tech.) | 582.0 |
| Deux roues motorisés | 10.9 |
| Covoiturage | 8.4 |
| **Autres trajets professionnels** | |
| Voitures personnelles | 302.1 |
| Taxis | 2.3 |
| Véhicules de société | 221.3 |
| **Total** | **1 127.0** |
| Soit, par salarié | 1.35 |

*Périmètre : France*

Les émissions de CO2 par salarié liées aux déplacements, estimées à 1,35 tonne en 2019 à méthode de calcul harmonisée, ressortent en hausse de +10% par rapport à l'année précédente. Cette évolution est notamment due à des distances plus longues parcourues par des collaborateurs en assistance technique pour se rendre chez des clients.

| Mode de transport domicile-lieu de travail | % d'utilisateurs | % du total des km |
|---|---|---|
| Voiture | 80% | 81% |
| Deux roues motorisé | 3% | 1% |
| Transports en commun (route) | 9% | 2% |
| Transports en commun (ferré) | 21% | 12% |
| Marche | 11% | 1% |
| Vélo | 7% | 1% |
| Covoiturage | 6% | 2% |
| Télétravail | 6% | - |

*Périmètre : France*

| Indicateur | | Unité |
|---|---|---|
| **Trajets domicile-travail** | | |
| Distance moyenne aller-retour | 41 | km / jour |
| Distance totale | 7 115 306 | km / an |
| **Voitures particulières** | | |
| Puissance fiscale moyenne | 6.1 | CV |
| Taux de CO2 moyen | 123 | g / km |
| **Deux roues motorisés** | | |
| Puissance fiscale moyenne | 6.5 | CV |
| Consommation moyenne | 5.2 | litres / 100 km |

*Périmètre : France*

L'enquête montre également que la distance moyenne parcourue par les salariés basés en Ile-de-France dans le cadre des trajets domicile-travail est supérieure à la moyenne du groupe. Les motorisations à essence ou diesel représentent plus de 98% des voitures personnelles des collaborateurs. Leur taux moyen d'émissions de CO2 de 123 grammes par kilomètre (à rapprocher de 125 grammes un an auparavant) est comparable à celui des véhicules neufs vendus en France en 2013 (source : Ademe).

### 6.3.6. Mesures prises relatives à la lutte contre le gaspillage alimentaire

ICE Groupe ne transforme et ne commercialise pas de denrées alimentaires. Par ailleurs, seule une des 21 implantations géographiques du Groupe, représentant 13% de l'effectif consolidé à fin 2019, dispose d'un restaurant d'entreprise (sans préparations réalisées en interne). A ce titre, compte tenu du faible enjeu que constitue le gaspillage alimentaire pour le Groupe, il n'y a pas de plan d'action spécifique engagé sur ce sujet, au-delà des mesures de vigilance et de bon sens que le Groupe exerce sur l'ensemble de ses consommations et déchets.

#### Correspondance avec la liste des indicateurs Grenelle II (Article R. 225-105-1 du Code de commerce)

Pour être retenus, les indicateurs ont dû à la fois être pertinents pour les métiers de ICE Groupe et calculables de façon fiable. Ont été considérées comme non pertinentes dans le cadre du présent rapport :
- les mesures prises pour préserver la biodiversité ;
- les mesures d'adaptation aux conséquences du changement climatique ;
- les nuisances sonores et lumineuses.

# 7. Assemblée générale 2020

## 7.1. Ordre du jour

- Rapport de gestion du Directoire pour l'exercice 2019,
- Rapport du Conseil de surveillance pour l'exercice 2019,
- Lecture des rapports des Commissaires sur les comptes consolidés et sociaux de cet exercice et sur les conventions visées par l'article L 225-86 du Code de commerce,
- Approbation desdits comptes et conventions,
- Affectation des résultats,
- Fixation des jetons de présence du Conseil de surveillance,
- Renouvellement des mandats de commissaire aux comptes.

# 7.2. Résolutions présentées par le directoire

## 7.2.1. Résolutions relevant de l'assemblée ordinaire

### RÉSOLUTIONS 1, 2, 3 ET 4 : APPROBATION DES COMPTES ANNUELS, AFFECTATION DU BÉNÉFICE DE L'EXERCICE 2019, FIXATION DU DIVIDENDE

**Exposé des motifs**

Après son augmentation de +2,43% l'année dernière, nous vous proposons un dividende unitaire de 0,85 euro, en augmentation de 1,2% sur l'exercice précédent. Le montant global affecté aux 1 132 400 actions existantes serait donc de 962 540 euro.

Il est rappelé que, pour tous les actionnaires personnes physiques résidant en France, les distributions de dividendes sont soumises depuis 2018 au prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30%, se répartissant entre un prélèvement fiscal forfaitaire de 12,8% (pouvant être supprimé si le revenu fiscal de référence ne dépasse pas 50.000 euro pour un célibataire, divorcé ou veuf et 75.000 euro pour un couple) et des prélèvements sociaux de 17,2%. Par ailleurs, il leur est toujours possible d'opter pour l'imposition au barème progressif, ce qui permet de continuer à profiter de l'abattement de 40%.

Comme le prévoit la Loi, nous vous rappelons que les distributions effectuées au titre des trois derniers exercices ont été les suivantes :

| En euro | Brut | Retenue (1) | Net (2) |
|---|---|---|---|
| 2016 | 928 568.00 | -143 928.04 | 784 639.96 |
| 2017 | 928 568.00 | -278 570.40 | 649 997.60 |
| 2018 | 951 216.00 | -285 364.80 | 665 851.20 |

(1) Retenue de 15,5% de prélèvement sociaux en 2016. Prélèvements à la source, social 17,2% & fiscal 12,8% à compter de 2017.

(2) Prélèvement à la source obligatoire et non libératoire en 2016. Montants théoriques appliqués aux résidents français et hors PEA.

Nous vous proposons donc que le bénéfice de 2 770 514,12 euro et le report à nouveau antérieur de 1 001 792,11 euro, soit au total 3 772 306,23 euro, soient répartis de la façon suivante :

| | |
|---|---|
| - Dividendes | 962 540,00 |
| - Réserves facultatives | 1 000 000,00 |
| - Report à nouveau | 1 809 766,23 |
| Total | 3 772 306,23 |

### Première résolution

**Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2019 et quitus**

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du directoire, du rapport du conseil de surveillance et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice 2019, approuve ces rapports dans leur intégralité, ainsi que les comptes consolidés de l'exercice 2019 tels qu'ils ont été arrêtés par le directoire et présentés à l'assemblée générale.

En conséquence, l'assemblée générale donne aux membres du directoire et du conseil de surveillance quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé.

### Deuxième résolution

**Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2019 et quitus**

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du directoire, du rapport du conseil de surveillance et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de l'exercice 2019, approuve ces rapports dans leur intégralité, ainsi que les comptes sociaux de l'exercice 2019 faisant ressortir un bénéfice net de 2 770 514,12 euro, contre 1 949 154,48 euro au 31 décembre 2018.

En conséquence, l'assemblée générale donne aux membres du directoire et du conseil de surveillance quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé.

### Troisième résolution

**Conventions réglementées**

L'assemblée générale prend acte du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L 225.86 du code de commerce.

### Quatrième résolution

**Affectation des résultats et fixation du dividende**

L'assemblée générale décide d'affecter les bénéfices distribuables à savoir :

| | |
|---|---|
| - bénéfice de l'exercice 2019 | 2 770 514,12 |
| - report à nouveau antérieur | 1 001 792,11 |
| soit un total de : | 3 772 306,23 |

de la façon suivante :

| | |
|---|---|
| - dividendes | 962 540,00 |
| - réserves facultatives | 1 000 000,00 |
| - report à nouveau | 1 809 766,23 |
| soit un total de : | 3 772 306,23 |

Le dividende ressort donc à 0,85 euro pour chacune des 1.132.400 actions de 10 euro de nominal.

Il est précisé que, pour tous les actionnaires personnes physiques résidant en France, les distributions de dividendes sont soumises depuis 2018 au prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30%, se répartissant entre un prélèvement fiscal forfaitaire de 12,8% (pouvant être supprimé si le revenu fiscal de référence ne dépasse pas 50.000 euro pour un célibataire, divorcé ou veuf et 75.000 euro pour un couple) et des prélèvements sociaux de 17,2%. Par ailleurs, il leur est toujours possible d'opter pour l'imposition au barème progressif, ce qui permet de continuer à profiter de l'abattement de 40%.

Ce dividende sera mis en paiement à l'issue de l'assemblée générale.

Conformément à l'article 243 bis de la loi 2006-1719 du 30 décembre 2005, il est rappelé que le montant du dividende distribué au titre des 1 132 400 actions a été :

| En euro | Brut | Retenue (1) | Net (2) |
|---|---|---|---|
| 2016 | 928 568.00 | -143 928.04 | 784 639.96 |
| 2017 | 928 568.00 | -278 570.40 | 649 997.60 |
| 2018 | 951 216.00 | -285 364.80 | 665 851.20 |

(1) Retenue de 15,5% de prélèvement sociaux en 2016. Prélèvements à la source, social 17,2% & fiscal 12,8% à compter de 2017.

(2) Prélèvement à la source obligatoire et non libératoire en 2016. Montants théoriques appliqués aux résidents français et hors PEA.

## RÉSOLUTIONS 5, 6, 7 ET 8 : RENOUVELLEMENT DES MANDATS DE DEUX COMMISSAIRES AUX COMPTES ET FIXATION DES JETONS DE PRÉSENCE

### Exposé des motifs

Jetons de présence

Comme les dividendes, les jetons de présence, avaient été augmentés l'année dernière de +2,47%. Il vous est proposé pour cet exercice une légère majoration des jetons de présence du Conseil de surveillance, à l'instar des dividendes.

Compte tenu du départ de Monsieur Gérard Neveü, cela correspondrait globalement à des jetons de 42 840 euro.

Renouvellement des mandats de deux commissaires aux comptes

Les mandats de SKA, représentée par M. Franck Elbase, en tant que commissaire aux comptes titulaire, et de M. Dominique Lambin, en tant que commissaire aux comptes suppléant, ont été renouvelés en 2014 et viennent à échéance avec l'assemblée générale annuelle 2020. Compte tenu de la disparition de l'obligation d'un commissaire aux comptes suppléant lorsque le titulaire est une personne morale, seule SKA est candidate à son renouvellement, avec pour échéance l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2025.

## Cinquième résolution

### Fixation du montant des jetons de présence

L'assemblée générale décide de fixer globalement le montant des jetons de présence du conseil de surveillance à 42 840 euro pour l'exercice en cours.

## Sixième résolution

### Renouvellement du mandat de SKA en qualité de commissaire aux comptes

L'assemblée générale renomme SKA Serge Kubryk Audit, représenté par M. Franck Elbase, commissaire aux comptes titulaire. Son mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2025.

## Septième résolution

### Fin du mandat de M. Dominique Lambin en qualité de commissaire aux comptes suppléant

L'assemblée générale prend acte de la fin du mandat de M. Dominique Lambin en qualité de commissaire aux comptes suppléant.

## Huitième résolution

### Pouvoirs pour formalités

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour faire tous dépôts et publications prévus par la loi.

# 7.3. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

A l'assemblée générale de la société ICE Groupe,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-58 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

## Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-86 du Code de commerce.

## Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

En application de l'article L.225-57 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Conventions avec la SCI Alfortville Brie Comte Robert (ABCR)

La société ICE Groupe a versé à la société ABCR un loyer de 371 205 € HT au titre de l'exercice dans le cadre du bail commercial pour la location d'un ensemble immobilier sis 10/12, rue du marché et 9/11 et 13, rue Marcel Sembat à Alfortville (94). La taxe foncière afférente à ces locaux, facturée par la société ABCR, s'est élevée à 34 074 €.

Suite à l'incendie survenu dans les locaux d'Alfortville, dont la société ICE GROUPE est locataire au titre du bail précité, l'indemnité d'assurance a été reçue par ICE GROUPE. Les baux entre ABCR et ICE GROUPE prévoient que les locaux doivent être rendus à ABCR en bon état. La SCI ABCR a dès lors facturé à ICE GROUPE des frais de remise en état à hauteur de 57 877 €, ces frais étant égaux à la valeur nette comptable des immobilisations sorties chez ABCR du fait de l'incendie.

La société ICE Groupe a versé à la société ABCR un loyer de 336 421 € HT au titre de l'exercice dans le cadre du bail commercial pour la location d'un ensemble immobilier sis 24, rue Petit de Beauverger à Brie Conte Robert (77). La taxe foncière afférente à ces locaux, facturée par la société ABCR, s'est élevée à 53 644 €.

La société ABCR a également facturé 7 290 € de taxe sur les bureaux à ICE Groupe.

Fait à Paris, le 6 avril 2020

Les commissaires aux comptes

SOCAUDIT

*Hervé-Jérôme BUFFIERE*

Serge Kubryk Audit

*Franck ELBASE*

## 7.4. Affectation du résultat

| En euro | 2019 | 2018 |
|---|---|---|
| Origines | 3 772 306.23 | 2 953 008.11 |
| Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice | 1 001 792.11 | 1 003 853.63 |
| Résultat de l'exercice | 2 770 514.12 | 1 949 154.48 |
| Affectations | 3 772 306.23 | 2 953 008.11 |
| Réserves facultatives | 1 000 000.00 | 1 000 000.00 |
| Dividendes de 5% sur capital de 11 324 000 € | 566 200.00 | 566 200.00 |
| Complément de dividendes | 396 340.00 | 385 016.00 |
| Report à nouveau | 1 809 766.23 | 1 001 792.11 |

# 8. Annexes

## 8.1. Ruban bleu 2019

**STILOG** et **STIC** sont ruban bleu 2019 pour leurs croissances et leurs résultats.

Depuis que STILOG IST, avec sa filiale STILOG inc., a rejoint le groupe en 2014, sous la conduite de Messieurs François Berthelot et Christophe Poirmeur, les croissances annuelles moyennes de ses ventes et de son résultat net ont dépassé respectivement +15% (dont +33% en 2019) et +19% (dont +60% en 2019, avec une marge de 12%).

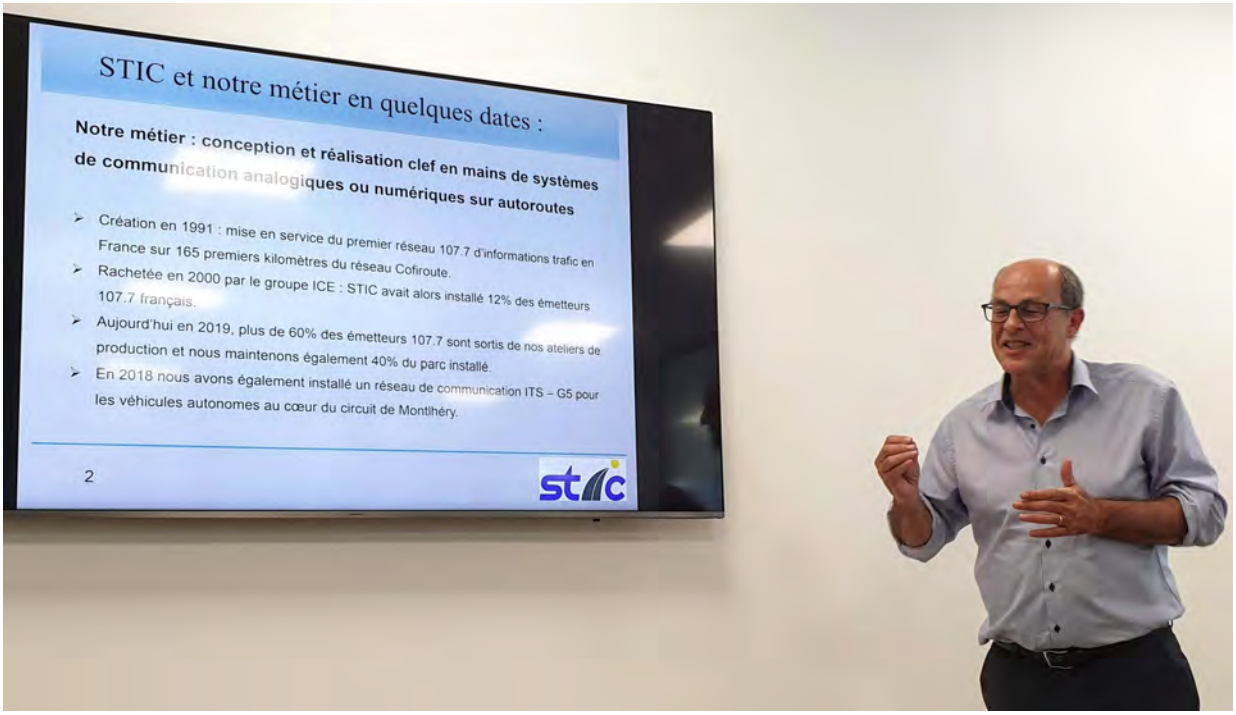
La croissance annuelle moyenne de ses ventes est passée de +6% à +15% (x 2,5) après son intégration à ICE Groupe.

Ses 3 activités,
- l'ESN en France, réalisant des logiciels de calculs scientifiques "sur mesure" pour de grandes entreprises de l'aéronautique et de l'énergie, à La Ciotat,
- l'édition et la commercialisation du logiciel Visual Planning en France et en Europe, depuis le siège de Nanterre,
- la commercialisation de Visual Planning aux Etats-Unis, à New York (et bientôt Denver),

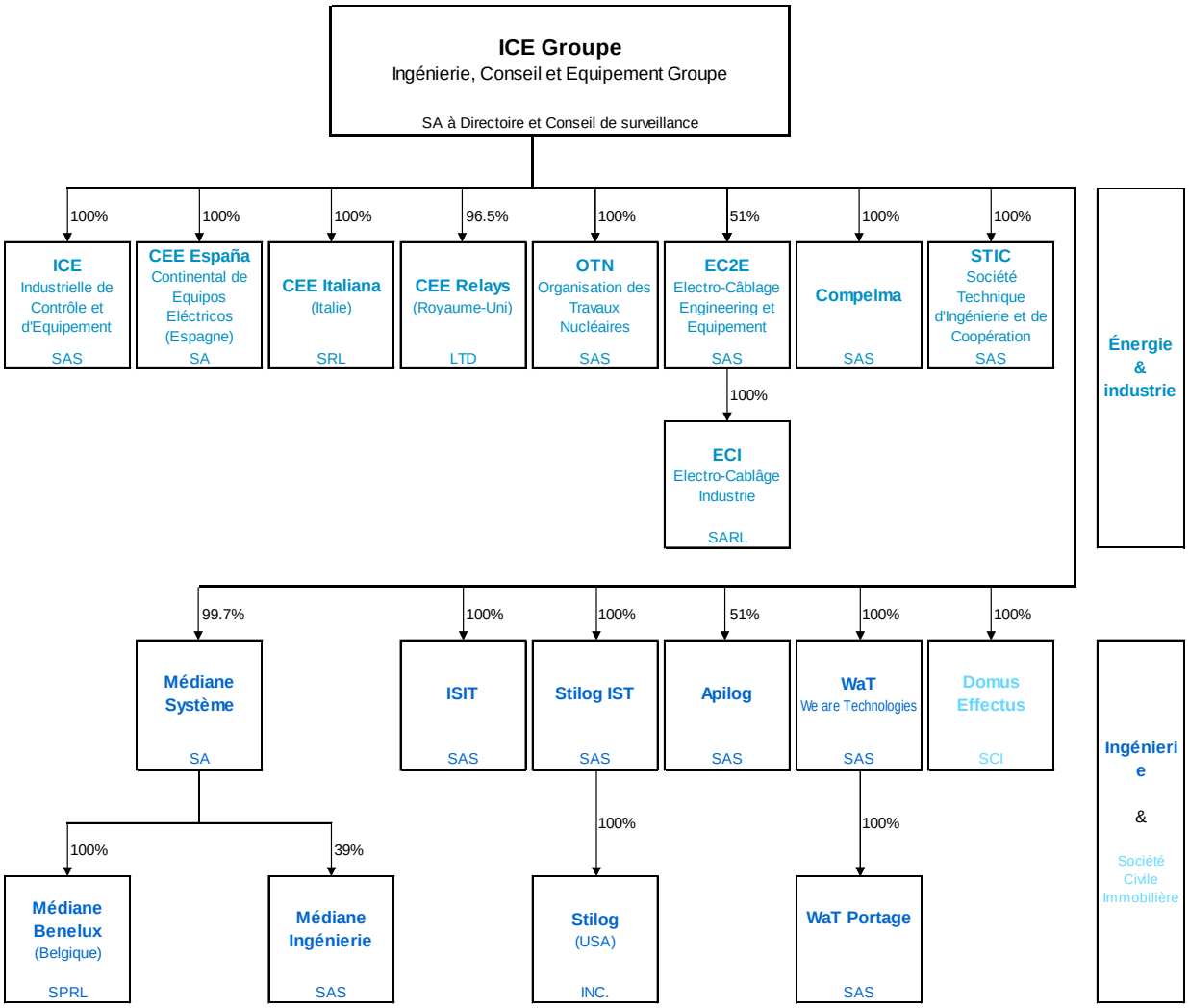
se développent en parallèle et se renforcent mutuellement.

La 6ème édition du Club Utilisateurs Visual Planning, qui s'est tenue le 23 janvier dernier en présence des équipes françaises et américaines au musée du quai Branly – Jacques Chirac, peut être visualisée (extraits) sur https://youtu.be/DnAVeVUC1uo

Au cours des 5 dernières années, sous la direction de Monsieur Guy Le Marc, STIC a obtenu une croissance annuelle moyenne de ses ventes supérieure à +11% (dont +48% en 2019).
Son résultat net a plus que doublé en 2019, représentant 18% de son chiffre d'affaires.



# 8.2. Organigramme financier au 31-12-2019



## 8.3. Table de concordance du rapport de gestion

Afin de prendre connaissance des éléments du rapport de gestion, la table thématique suivante permet d'identifier les principales informations prévues par les articles L. 225-100 et suivants, L. 232-1 et R. 225-102 et suivants du Code de commerce.

| Rubriques du Rapport de Gestion 2019 | Pages |
|---|---|
| **Situation et activité du Groupe en 2019, commentaires sur l'exercice** | |
| Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et du Groupe (incluant notamment les dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents et le montant des revenus) éligibles à l'abattement | 48-52, 99-100 |
| Faits marquants, évènements récents, perspectives | 54 |
| Recherche et développement | 30 |
| **Comptes sociaux** | |
| Chiffres d'affaires | 53 |
| Bilan et compte de résultat de ICE Groupe | 78-80 |
| Dettes fournisseurs et clients | 53, 84 |
| Résultats financiers sur 5 ans | 89 |
| Filiales et participations | 88 |
| **Facteurs de risques** | |
| Risques liés à l'activité | 31 |
| Risques juridiques | 34 |
| Risques industriels et environnementaux | 35 |
| Risques financiers | 36 |
| Assurance | 38 |
| **Gouvernement d'entreprise** | |
| Principes de gouvernance de l'entreprise | 40 |
| Liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire | 41-42 |
| Rémunération des mandataires sociaux | 43 |
| **Informations sociales, sociétales et environnementales** | |
| Informations relatives aux questions de personnels et conséquences sociales | 91-94 |
| Informations relatives aux engagements sociétaux | 95 |
| Informations relatives aux conséquences environnementales de l'activité de la société | 96-97 |
| **Informations concernant le capital social** | |
| Personnes physiques ou personnes morales exerçant un contrôle sur la société | 46 |
| Attribution d'actions de performance ACAs | 46 |

ICE Groupe est une fédération d'entreprises dont les origines se situent dans les secteurs de l'électromécanique, l'électronique et l'informatique.
La force de notre groupe : des entreprises à taille humaine favorisant la responsabilité et la motivation des équipes ainsi que la relation directe avec les clients.

Pour répondre aux préoccupations environnementales et faciliter sa conservation et son classement, ce rapport annuel n'est plus imprimé mais diffusé par voie électronique. Il est notamment disponible sur le site Internet www.icegroupe.com.
Les personnes qui souhaiteraient encore disposer d'une version « papier » peuvent en faire la demande auprès de ICE Groupe.

Copyright ICE Groupe 2020 - Tous droits réservés

11 rue Marcel Sembat
94146 Alfortville cedex
FRANCE
Tél : +33 (0)1 41 79 76 00 - Fax : +33 (0)1 41 79 76 01
contact@icegroupe.com - www.icegroupe.com

Copyright ICE Groupe 2020 - Tous droits réservés.